

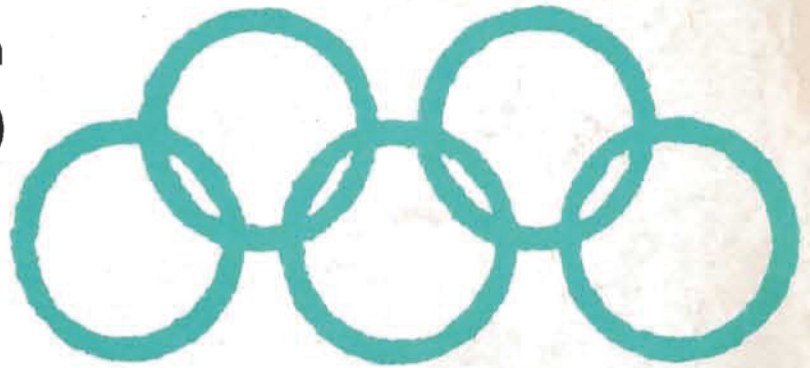
droit & liberté

Revue mensuelle du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix

MARS 1968 — N° 271 — PRIX : 2 FRANCS

CE 21 MARS ?

LES PARIAS DE GRENOBLE



L'INDE AFFAMIEE

SUR LA ROUTE DE VOTRE SANTÉ

Choisissez
les stations de
détente de la

chaîne
thermale
du soleil



stations agréées par la S.S.

Demandez la
documentation sur la station
qui vous intéresse à :

**LA MAISON
DU
THERMALISME**

32 Av. de l'Opéra, Paris 2^e
Tél. 073 67-91

ou à l'Office Thermal
et touristique
dans chaque station.

DAX Landes **Capitale du rhumatisme** traumatologie, névralgies, névrites, lymphatisme, sciatiques, polyarthrites, spondylarthrites. Ouvert toute l'année.

ST-CHRISTAU Basse-Pyrénées **Bouche, muqueuses, dents, dermatologie.** Avril - octobre - Altitude 320 m.

EUGÉNIE-LES-BAINS Landes **Colibacillose**, maladies de la nutrition, du tube digestif et des voies urinaires - Obésité. **Rhumatismes.** Avril - Octobre.

BARBOTAN-LES-THERMES Gers **Station de la jambe malade** circulation veineuse, phlébites, varices. **Rhumatismes, sciatiques, traumatologie.** Station reconnue d'utilité publique. Avril - novembre.

MOLITG-LES-BAINS Roussillon **Affections de la peau, voies respiratoires** rhumatismes, obésité, station pilote de la relaxation. Altitude 450 m. Climat méditerranéen tempéré. Ouvert toute l'année.

GRÉOUX-LES-BAINS Alpes de Provence **Rhumatismes, voies respiratoires** arthroses, traumatologie, arthrites. Altitude 400 m. Climat méditerranéen tempéré. Ouvert toute l'année.

A l'occasion de la 2^e Journée internationale
pour l'élimination de la discrimination raciale



Jeudi 21 mars 1968 à 20 h. 30

SOIRÉE

AU GRAND AMPHITHEATRE DE LA SORBONNE

(Rue des Ecoles - Métro Odéon)

Sous la présidence de M. Charles de CHAMBRUN, ancien ministre, prendront la parole : MM. André LWOFF, prix Nobel de Médecine, Pierre PARAF, président du M.R.A.P., Georges BALANDIER, professeur à la Sorbonne, Roger GARAUDY, professeur à la Faculté des Lettres de Poitiers, Roger IKOR, Prix Goncourt, et VERCORS.

Partie artistique avec Maria d'APPARECIDA et Bachir TOURE.



Dimanche 24 mars 1968 à 15 heures

ASSEMBLEE D'AMITIE ET DE SOLIDARITE

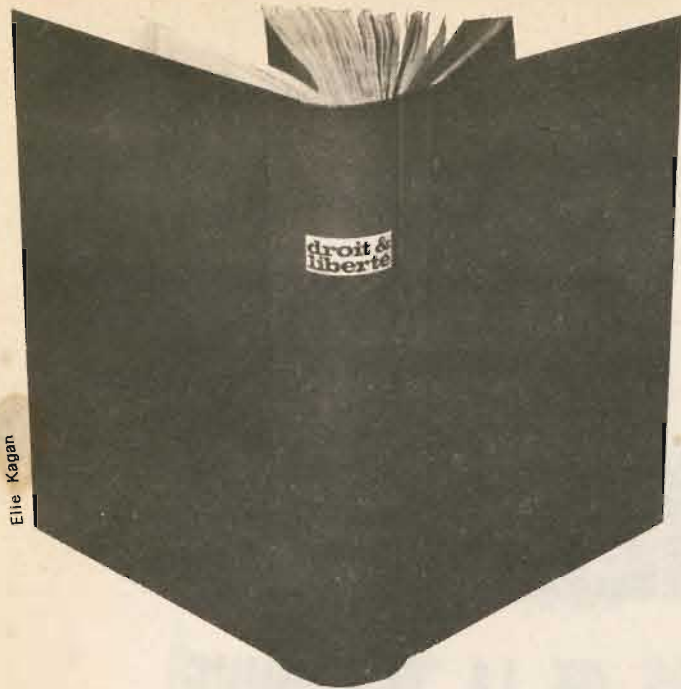
AVEC LES TRAVAILLEURS IMMIGRES EN FRANCE

à la Bourse du Travail

29, Boulevard du Temple (Métro : République)

Participation des organisations syndicales, des groupements d'immigrés et de diverses associations.

Projection du film « Le Sel de la Terre ».



RELIEZ VOTRE COLLECTION DE "DROIT ET LIBERTÉ"

« Droit et Liberté » vous propose sa reliure — système à broche, mise en place instantanée — couleur vert sombre, pour les numéros de l'année.

Prix : 10 F (+ 2 F pour frais d'envoi).

Les numéros qui vous manquent pour que votre collection soit complète peuvent vous être envoyés au prix de 1,50 F (numéros de 1967) ou de 2,00 F (numéros de 1968).

Si vous n'avez pas conservé les numéros anciens, vous pouvez commander les 11 numéros de 1967 dans leur reliure pour le prix de 25 F (+ 2 F pour frais d'envoi).

VOUS AUREZ A VOTRE DISPOSITION, SOUS UNE FORME ÉLÉGANTE ET MANIABLE
UNE DOCUMENTATION INDISPENSABLE

BULLETIN

M Adresse

commande la reliure « Droit et Liberté » de couleur 12 F (1)

s'abonne pour un an (abonnement ordinaire) 20 F (1)

(abonnement de soutien) 40 F (1)

Vous joint par chèque bancaire, mandat, chèque postal (1), la somme de

« Droit et Liberté » : 30, rue des Jeûneurs, Paris 2^e. C.C.P. 6070-98.

(1) Rayer la mention inutile.

dans ce numéro

LES PARIAS DE GRENOBLE

Les travailleurs immigrés, qui ont joué un rôle essentiel dans la construction des Jeux olympiques, sont aujourd'hui les plus menacés par le chômage. 6-10

TROIS MEDECINS REPONDENT A « MINUTE »

Si les travailleurs noirs sont victimes de la tuberculose, c'est la France qui est responsable. 11-12

Le dossier du mois :

L'INDE AFFAMEE

La conférence de New-Delhi va étudier pendant deux mois les problèmes du sous-développement. L'Inde, le pays hôte de la conférence, est peut-être le pays le plus touché par le sous-développement. Notre collaborateur Jacques Helle en revient. 19-26

LE CRIME AU POUVOIR

Madeleine Rébérioux présente le dernier ouvrage de l'historien Jacques Delarue. 27-28

CHENE ET LAPINS ANGORA

Une scène de la très belle pièce que le Théâtre National Populaire présente actuellement. 38-40

NOTRE COUVERTURE

Des femmes et des enfants du Cachemire chassés de leur village par la guerre indo-pakistanaise attendent les rations alimentaires distribuées par la Croix-Rouge.

(Photo UNESCO)

droit & liberté

MENSUEL

30, rue des Jeûneurs - Paris (2^e)
Tél. 488-09-57 - C.C.P. - Paris 6070-98

ABONNEMENTS

- Un an : 20 F
- Abonnement de soutien : 40 F
- Etranger : 30 F

BELGIQUE

MRAX (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie).

43, avenue de Berchem, Sainte-Agathe - Bruxelles 8 - Tél. 27-56-39.
Abonnements : MRAX, 15, Square Léopold - Bruxelles 2 - C.C.P. 73-64-15

- Un an : 200 FB.
- Soutien : 400 FB.

SUISSE

Librairie Rousseau - 36, rue Jean-Jacques-Rousseau - Genève - C.C.P. 12.7249.

- Un an : 18 F

CE 21 MARS

Le 21 mars 1968 sera la deuxième Journée contre la discrimination raciale que les Nations Unies ont inscrite au calendrier du monde, au cours d'une année qui a été proclamée l'année internationale des Droits de l'Homme.

Nous savons la relativité de ce genre de commémoration dans un univers qui demeure encore l'univers de l'apartheid et de la faim, alors qu'à ces signes fragiles d'espérance et de paix répondent les atroces bombardements du Vietnam, les duels d'artillerie des deux rives du Jourdain.

Nous savons tout cela, mais les épreuves, les combats, dont sont jalonnés les chapitres de nos existences, nous ont appris que nul progrès ne s'obtient sans des efforts obstinés, que seuls sont gagnants ceux qui dans l'indépendance et la rectitude de leur conscience conforment leur action aux seuls impératifs de l'humanité.

Si loin qu'il y ait du principe à l'application, c'est un élément nouveau, capital dans la lutte quotidienne que la presque totalité des Constitutions, que la plus haute instance internationale aient déclaré le racisme hors-la-loi et qu'en dehors de l'Union sud-africaine nul ne conteste plus, en théorie du moins, la vieille règle morale de notre Révolution française : « Tous les hommes sont libres et égaux en droit. »

Aussi les Etats qui y dérogent manquent-ils à leur parole.

Il est donc important que nous puissions rappeler solennellement le devoir humain aux peuples, réveiller à cette occasion les âmes ignorantes ou résignées.

Les gouvernants, si bien intentionnés soient-ils — et nous avons, hélas de bonnes raisons de ne pas être toujours rassurés — ne peuvent rien, si les gouvernés eux-mêmes ne donnent pas l'exemple, si dans leur vie quotidienne, à l'usine, au bureau, dans la vie au foyer, ils ne s'efforcent pas à la compréhension, au respect de ce prochain, de ce lointain qu'ils ne savent pas reconnaître pour leur frère.

Les graves événements qui se déroulent dans le monde mettent à l'épreuve leur sens de la fraternité. Non seulement lorsque leur conscience est unanime, lorsqu'une indigne ségrégation continue de frapper les noirs, lorsque des néo-nazis s'apprêtent à recommencer leurs crimes contre les juifs, non seulement lorsque des Vietnamiens écrasés sous les bombes, font face à une prétendue croisade qui est celle de l'oppression et de la corruption ou que les travailleurs immigrés nord-africains, africains noirs, portugais et les Gitans, souffrent dans les pays d'accueil d'un racisme social et psychologique. Mais dans tous ces coins de la terre où le racisme sévit encore, chez les émules de Kitchko, qui après trois ans de silence, récidive aujourd'hui et que l'on aimerait voir désavoué à nouveau en Ukraine, comme chez nos nostalgiques de l'Occupation auxquels une crise économique, des troubles politiques redonneraient leurs chances criminelles.

A la veille de cette Journée que le M.R.A.P. sera l'une des seules organisations de masses à commémorer dans toute la France et dont notre éminent ami, l'ancien ministre Charles de Chambrun, a bien voulu présider la célébration en Sorbonne, nos pensées vont vers toutes les victimes du racisme, vers tous les hommes et les femmes de bonne volonté qui partagent notre lutte.

Elles s'arrêtent au Moyen-Orient entre les Arabes et les Israéliens, pleines de compassion pour ces centaines de milliers de réfugiés qui souffrent d'un exode que leurs adversaires d'aujourd'hui n'ont que trop connu dans leur histoire, pleines d'amitié pour tous les peuples et d'abord pour le peuple israélien dont seule l'existence est encore contestée. Il a, comme ses voisins, le droit de vivre en sécurité, à l'abri de la mort qui a plané sur lui depuis sa création.

Aux uns et aux autres, dans une atmosphère passionnelle où les éperviers sont plus nombreux que les colombes, nous renouvelons notre appel, au nom des combats que nous avons en commun contre tous les racismes. Nous les adjurons de négocier, de revenir des voies funestes de la violence à celles de la coexistence et de la coopération pacifique où le Moyen-Orient cueillerait la paix et la prospérité.

AMIS du M.R.A.P., cette Journée contre la discrimination raciale que nous souhaitons, pour lui donner toute son ampleur et toute sa diversité, étendre à la semaine du 18 au 24 mars, est en priorité votre journée. Chacun d'entre vous, étudiants et ouvriers, éducateurs et commerçants, écrivains, artistes, savants, élus des Municipalités, des Conseils généraux et des Assemblées parlementaires peut contribuer à faire progresser notre cause.

Faites que cette journée qui coïncide avec la venue du printemps soit l'annonciatrice du printemps de l'amitié des hommes.

Pierre PARAF.



Pour les « J.O. », Grenoble a fait peau neuve. Des milliers de travailleurs immigrés ont travaillé à lui donner son nouveau visage. Eux vivent dans des banlieues, dans des ghettos que bien des Grenoblois ignorent...



Georges Chatain

LES PARIAS DE GRENOBLE

(De notre envoyé spécial Georges Chatain)

PENDANT deux semaines, la France vient de vivre à l'heure de Grenoble. L'actualité, ce furent les performances des skieurs et des patineurs. Les prouesses de Marielle Goitschell et de Jean-Claude Killy chassèrent de la « une » des quotidiens du soir l'offensive vietcong et les déboires diplomatiques de l'Europe des Six.

C'est que ces 10^e Jeux olympiques d'hiver étaient aussi un événement mondial : 1.800 concurrents étaient là, venus de 38 nations, réunis une fois de plus pour cette fête de la compétition fraternelle que créa, au début de ce siècle, le baron Pierre de Coubertin en faisant renaître les anti-ques olympiades.

Pour l'occasion, on avait misé gros : 1,2 milliards de francs actuels. Et, depuis quatre ans que la ville a été choisie, les péripéties et les inquié-

tudes n'ont pas manqué : une lutte électorale serrée pour la mairie, en mars 1965 ; le scandale que provoquèrent les sportifs étrangers, voici un peu plus d'un an, pour protester contre les conditions d'hébergement qui leur étaient faites ; la légende aussi que créa autour de la ville la préparation des Jeux, et qui lui valut une réputation de dynamisme, d'esprit aventureux et pionnier.

Des banlieues mornes

De fait, le Grenoble des Jeux s'est composé un visage neuf. Dans le cirque neigeux que ferment les monts du Vercors et de la Chartreuse, la ville ne présente pas seulement les quais et les perspectives urbaines qu'admirait Stendhal au siècle dernier, mais des architectures dont les écha-

udages viennent tout juste d'être enlevés : la Maison de la Culture, la Mairie, la Gare, la patinoire, et quelques remarquables immeubles d'habitation. Partout, dans la ville et dans ses banlieues, les bâtiments rythment le paysage de leurs masses verticales.

Cette ville propre et belle, qui ne vivait, ces derniers jours, que pour les Jeux, que parcouraient des équipes de jeunes au visage hâlé, à la tenue multicolore, évoquait irrésistiblement le fameux texte de Brecht : « Ce que demande un ouvrier qui lit » :

« Qui a construit Thèbes aux sept [portes] ? »
 « Babylone, plusieurs fois détruite »
 « Qui tant de fois l'a reconstruite ? »
 [Dans quelles maisons
 « De Lima la dorée logèrent les [ouvriers du bâtiment] ? »

Ces bâtiments, ces pistes, ces autoroutes, sont l'œuvre de quelques dizaines de milliers d'ouvriers du bâtiment et des travaux publics. Parmi lesquels 80 % de travailleurs immigrés.

A Grenoble, ces immigrés ne sont pas faciles à découvrir. A l'heure où le travail cesse sur les chantiers, ils disparaissent vers les banlieues mornes — Saint-Martin d'Hères ou Fontaine — ou des quartiers qui, à deux pas de la préfecture et de la magnifique place de Verdun, cachent la lèpre de leurs ruelles étroites, de leur pans de murs crevassés : la rue

Très-Cloîtres ; la rue de la Mutualité, promise à la démolition, et dont nombre d'habitations sont déjà évacuées.

5.000 par an

Les spécialistes, les cadres locaux, font des réserves sur ce que certains ont appelé, non sans légèreté, le « miracle grenoblois » ; Grenoble, disent-ils, a sans doute quelques caractères particuliers — la proportion de cadres, de techniciens, d'universitaires et de chercheurs y est sensiblement plus élevée qu'ailleurs — mais c'est une ville industrielle, qui connaît les problèmes de toutes les villes industrielles françaises : la concentration des entreprises, les difficultés qu'elle entraîne, la dégénérescence de certaines branches d'activité (dans l'Isère, c'est le papier-carton, les cuirs et peaux, le textile) l'accroissement du chômage. La situation n'est pas facile pour les salariés, et encore moins pour cette masse de main-d'œuvre que constituent les immigrés. Et puis l'image d'une Grenoble ville de riches, ville de cadres et d'intellectuels se modifie singulièrement lorsqu'on regarde non plus la ville, mais l'agglomération, faite aussi de banlieues où la population ouvrière constitue une écrasante majorité.

Les immigrés, quels sont-ils ? En 1966, date de la dernière évaluation précise, ils étaient, dans l'Isère, quelque 86.000. Sur 800.000 habitants que compte le département, ils repré-

CHAQUE JOUR : 30 HABITANTS DE PLUS

Grenoble comptait, au début de 1966, 183.000 habitants. Mais l'agglomération grenobloise, qui groupe également treize communes de banlieue, en regroupait, à l'époque, 303.806.

Parmi les communes de banlieue, les plus importantes sont Saint-Martin-d'Hères (21.000 habitants au début 66), Fontaine (19.000 habitants), Echirolles (13.000), Saint-Egrève (10.000).

Mais la population s'accroît à une cadence de quelque 12.000 habitants supplémentaires chaque année, trente de plus par jour. (C'est le taux le plus rapide de France après celui de la grande banlieue parisienne.) Les chiffres de 1966 sont déjà en partie périmés ; ce sont les communes de banlieue qui croissent le plus vite.

Grenoble, vieille ville de passage et d'administration, a vu son essor industriel lié à la domestication de la nouille blanche. Elle fut d'abord ville de tanneries, de cuirs et peaux. Puis à la fin du XIX^e siècle, ville de métallurgie spécialisée dans le matériel lourd hydroélectrique. Aujourd'hui, l'industrie chimique, liée à l'utilisation massive de l'électricité, y trouve un terrain d'implantation particulièrement favorable ; de même la recherche scientifique liée à ces secteurs industriels de pointe.

sentent 11 % alors que, pour la France entière, les travailleurs immigrés (et leurs familles) représentent moins de 6 % de la population. La proportion est forte, donc ; ce qui est normal : c'est vers les régions industrielles que les immigrés se dirigent. En 1946, ils étaient 36.000 dans l'Isère ; en 1954, 40.000, en 1962, 64.000... Pendant les dix dernières années, de 1956 à 1966, ils sont arrivés au rythme de 5.000 par an. C'est une population de célibataires, de jeunes ; la proportion de travailleurs par rapport à la population totale y est bien plus forte que dans la population française. A Grenoble, 40 % à peine de la population française est active ; mais, pour l'immigration, la proportion atteint 70 % : sur 86.000, ils sont 56.000 travailleurs.

Victimes

des spéculations diverses

Il y a, en premier lieu, les Italiens (44.500, dont 28.000 travailleurs) et les Espagnols (18.000, dont 13.000 travailleurs). Ces deux immigrations ont bien des points communs ; ne serait-ce que parce qu'elles présentent le même visage double :

• Une première immigration, ancienne, qui obéit, à l'époque, à des mobiles politiques : ouvriers italiens fuyant le fascisme mussolinien après 1933 ; républicains espagnols vaincus et pourchassés par la police de Franco. Cette immigration-là se caractérisait

par une compétence professionnelle et une conscience de classe assez élevées. L'intégration professionnelle, syndicale et sociale, se fit très vite. Aujourd'hui, nombre de ces anciens immigrés sont naturalisés ; leurs enfants, nés en France, sont français. C'est une population en voie d'absorption. Elle n'entre pour ainsi dire pas dans les chiffres cités plus haut.

• Une seconde immigration, plus récente, est radicalement différente. Née après la guerre, elle amène en France des Siciliens, des paysans d'Italie du Sud ou des régions désertées d'Espagne. C'est une main-d'œuvre non qualifiée, résignée à son sort, prête à tous les emplois et tous les salaires. Une relative intégration est pourtant rendue possible de par la présence de cette immigration aînée.

Immigrations italienne et espagnole ont enfin ceci de commun qu'elles tendent à diminuer : 800 nouveaux arrivants d'outre-Alpes en 1966, contre 1.100 en 1962 ; 650 arrivants d'outre-Pyrénées contre 1.300.

Ensuite viennent les Algériens : 10.000 environ, dont 6.500 travailleurs pour le département, mais presque tous concentrés à Grenoble. Beaucoup plus que Italiens et Espagnols, ils vivent en ghettos, dans des conditions très dures. Des enquêtes ont été menées, dans le milieu aglérien, en 1966-67, par deux associations grenobloises, le C.R.I.C. (Centre de réflexion et d'information sur la coopération, fondé par d'anciens coopérants militaires) et l'A.D.C.F.A. (Association dauphinoise de coopération franco-

UNE ACTIVITE CONCERTÉE :

Le nombre important de travailleurs immigrés que comptent l'agglomération grenobloise et le département de l'Isère a conduit depuis quelque temps déjà les responsables locaux, responsables politiques, syndicaux, éducateurs, à étudier plus à fond le problème de l'immigration.

Voici deux ans, lorsqu'y éclata un mouvement de grève, un Comité de soutien aux grévistes de Neyrpic se créa à Grenoble. La situation sociale continua à s'alourdir et le comité se transforma vite en un Comité de Défense de l'Emploi et des Libertés Syndicales, qui se donna pour but d'étudier plus en profondeur les difficultés économiques et sociales de la région.

Il s'avéra aussitôt qu'aucune étude n'existait dans ce domaine. Les syndicalistes et les universitaires qui avaient pris l'initiative de créer le Comité de soutien, puis le Comité de défense, s'avisèrent que rien de sérieux ne pourrait être fait sans un certain nombre d'études préalables. C'est ainsi qu'en 1966 vit le jour un **Centre départemental de documentation du travail**.

Furent partie prenante dans la création de ce Centre les trois grandes centrales syndicales — C.G.T., C.F.D.T., F.O. — ; la Fédération de l'Education Nationale ; l'Université de Grenoble, par l'intermédiaire de l'Institut d'Etudes Sociales, rattaché à la Faculté de Droit ; plusieurs partis politiques (le Parti Communiste, le P.S.U., la S.F.I.O.) ; l'agence d'urbanisme de la municipalité de Grenoble ; la municipalité elle-même ainsi que les municipalités des « banlieues » de l'agglomération ; diverses personnalités universitaires enfin.

L'une des premières tâches du Comité départemental fut d'organiser, en juin dernier, un colloque sur l'immigration dans la région. Ce colloque déboucha, d'une part, sur un meeting d'information ; d'autre part, sur la décision de préparer un **livre blanc** sur ce problème. Une équipe de travail a été constituée à cet effet, qui a arrêté son programme 1968, et qui a commencé ses recherches :

- Analyse générale de l'emploi des travailleurs étrangers dans le département de l'Isère.
- Le comportement des organisations syndicales à l'égard des travailleurs étrangers.
- Les aspects sanitaires et juridiques des conditions de vie et de travail des immigrés.
- Les conditions d'emploi et les conditions sociales des travailleurs étrangers dans l'agglomération de Grenoble.
- Le développement économique et l'emploi des travailleurs immigrés en Europe occidentale.

Ces travaux se font dans la perspective d'un colloque national, qui sera organisé en novembre 1968 par la Commission Nationale d'Etudes Inter-ethniques, rattachée au ministère de l'Education nationale.

algerienne). Ces travaux, qui purent être approfondies grâce à la collaboration d'enquêteurs algériens, révélèrent au miracle grenoblois un envers peu réjouissant. J.L. Quermonne, professeur à l'Université de Grenoble, préféra ainsi ce rapport :

« Entassés dans les taudis des vieux quartiers insalubres, dans des camions wagons et roulottes hors d'usage qui peuplent les terrains vagues, ou encore dans des baraques de chantiers, de très nombreux salariés sont victimes de spéculations diverses : spéculations à la baisse s'agissant de leurs salaires, spéculation à la hausse s'agissant du prix payé pour avoir, non pas une chambre, mais une place dans les garnis ou ailleurs ».

Laissons parler les chiffres : la moyenne d'âge des immigrants algériens est de 28 ans ; 80 % d'entre eux sont en France depuis plus de deux ans. 70 % d'entre eux gagnent moins de 3,10 F de l'heure : pour des

semaines de 45 heures, leur revenu mensuel serait donc inférieur à 600 F.

Le palace

83 % d'entre eux disposent, pour se loger, de moins des 8 mètres carrés qui sont considérés comme le seuil minimum critique (6 sur 10 ont même moins de 4 mètres carrés !). 50 % logent en baraquement ou en meublé (moyenne d'occupation : 3,7 personnes par chambre), 17 % dans des foyers, 8 % dans les immeubles en construction ou en démolition, 3 % dans des vieux wagons. 85 % n'ont pas de chauffage. 15 % n'ont pas de lit, et dorment par terre ou sur des tables. Certains loyers pratiqués pour les « privilégiés » qui logent en meublé ou en baraquements ont été relevés : 60 F par mois et par personne pour une cave de cinq « places » ; 100 F pour un lit dans une chambre à six

(trois lits servant alternativement à l'un puis à l'autre) sans fenêtre ni chauffage.

17 %, avons-nous noté, logent en foyers. Il y a cinq foyers dans l'agglomération. Deux sont à Grenoble même et, dit le rapport, ne méritent pas le nom de foyers ; les trois autres sont dans la banlieue.

Deux ont été construits en 1954 par le Comité d'Aide sociale aux travailleurs nord-africains, à Saint-Martin d'Hères et à Seyssinet. Ils offrent un peu plus de 200 lits chacun, répartis en chambres de 4. Le loyer est de 60 F par mois. Le surpeuplement de ces foyers atteint parfois 100 % : 400 pensionnaires là où il n'en faudrait que 200. Les derniers venus couchent par terre, sur les tables des cuisines et des salles à manger. Ce surpeuplement entraîne une dégradation dont se plaignent les locataires. Mais que faire ? Si les normes étaient strictement appliquées, 400 travailleurs devraient être expulsés, et connaîtraient des conditions pires encore.

Le Foyer-Hôtel de Fontaine (la banlieue, aussi) a été construit en 1963 par la Sonacotra (Société Nationale de Constructions pour Travailleurs) ; les chambres y sont individuelles ; chaque chambre fait partie d'un appartement qui en groupe 8, et qui met à la disposition de leurs occupants 4 robinets d'eau chaude, 1 douche, 1 sanitaire, 1 cuisine ; chaque chambre ferme à clef. Pour les travailleurs algériens, c'est le palace. Mais ce foyer modèle ne dispose que de 270 places.

« Pas dans le coup »

Jusqu'en 1962, les relations entre les travailleurs algériens et leurs compagnons de travail étaient pratiquement nulles. Le combat quotidien n'était pas le même ; les travailleurs algériens se considéraient eux-mêmes comme des étrangers ; au premier plan, ils plaçaient la lutte pour l'indépendance de l'Algérie ; l'action des syndicats français les intéressait peu et la réciproque était vraie. Après l'indépendance, tout changea : le contact se rétablit entre Français et Algériens, dont certains ont, à Grenoble, des responsabilités syndicales. Certaines grèves, dans l'Isère, ont été menées à bien par des leaders algériens ; voici quelques années, c'était encore impensable. Aujourd'hui, si le ghetto reste la règle dans le logement, « le courant passe » sur le chantier et à l'usine.

Puis viennent les Portugais ; les plus déshérités, ceux qui, avec les Africains (mais il n'y a pratiquement pas de travailleurs africains dans l'Isère) représentent la couche la plus basse de l'armée industrielle de réserve que constitue aujourd'hui la main-d'œuvre immigrée.

A Grenoble et dans le département, ils sont 5.500 environ, dont 3.500 travailleurs. Mais leur nombre s'est accru très vite : en 1962, il en est venu 155, en 1963, 350 ; puis, brutalement, leur nombre a plus que doublé. Depuis 1964, il en arrive 7 à 800 chaque année. Beaucoup d'entre eux arrivent en clandestins, de sorte que ces chiffres eux-mêmes, sans doute inférieurs à la réalité, ne sont qu'approximatifs. Ils s'entassent dans les banlieues de Grenoble, dans des conditions que l'on connaît mal, que l'on sait déplorables. Ils demeurent isolés, méfiants, rebelles à toutes organisations et même à des contacts avec leurs compagnons

de travail ; leur comportement a deux explications : la plupart d'entre eux sont d'origine paysanne ; c'est en France qu'ils font connaissance avec l'industrie et la discipline qui y régit le travail quotidien. Ils ne sont pas encore « dans le coup ». Et puis la police politique du docteur Salazar, la tristement célèbre **Pide**, est très active, et très vigilante, dans les milieux de l'immigration portugaise. Elle entretient un climat de méfiance et sape toute tentative d'organisation.

70 heures par semaine

Les autres immigrations — 1500 à 2000 personnes environ, dans le département — sont diverses ; la moitié environ est constituée de Polonais, installés là depuis longtemps ; une petite immigration yougoslave tend à croître en importance ; il y a aussi des Suisses, des Européens de nationalités di-

verses. Mais cette immigration-là est très diluée : elle ne se forme pas en communautés très particularisées ; elle n'est pas non plus (sauf l'immigration yougoslave) cantonnée dans des activités non spécialisées et sous-payées. Beaucoup de Suisses, par exemple, sont commerçants.

Revenons-en donc aux travailleurs immigrés. Ils sont occupés à Grenoble et dans l'Isère, à des tâches bien particulières, à des secteurs d'activité déterminés : le bâtiment et les travaux publics ; la métallurgie, les industries des cuirs et des peaux.

Dans l'Isère, bâtiment et travaux publics offraient jusqu'aux Jeux Olympiques, 30.000 emplois. 80 % de ces emplois sont tenus par des immigrés ; cela fait 24.000 emplois. C'est déjà presque la moitié de la main-d'œuvre qui est ainsi absorbée : Algériens et Portugais, surtout, dont la majorité travaille dans ce secteur. Notons au

ASSURER L'EGALITE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

A l'issue du Colloque qui s'est tenu à Grenoble en juin 1967 a été publiée une résolution dont voici les points principaux

Le colloque demande :

- l'élaboration d'un statut d'égalité pour les travailleurs immigrés prévoyant :
 1. l'égalité des droits syndicaux et sociaux, la liberté d'association et la liberté de presse,
 2. la libre circulation et le libre établissement sans contrôle policier ou politique pour tous les travailleurs, sans aucune restriction ni discrimination,
 3. la participation des organisations syndicales à la gestion de l'Office National d'Immigration.

Le Colloque souhaite que les partis démocratiques mènent à l'Assemblée Nationale une action concertée en faveur d'un statut prévoyant ces différents éléments.

- le respect des accords signés par la France avec les différents pays d'émigration (1),
- l'organisation efficace de l'alphabétisation des travailleurs immigrés et l'égalité des travailleurs étrangers dans le domaine de la formation professionnelle et de la Promotion Sociale...
- la mise en œuvre de sanctions pénales graves contre toutes les autorités publiques ou privées coupables de la plus petite discrimination...
- le renforcement des enseignements qui ont pour objet d'extirper toute trace de chauvinisme dans la jeunesse de notre propre peuple.
- la construction massive d'H.L.M. et l'adoption de mesures d'urgence par les Pouvoirs publics et le patronat pour permettre d'appliquer réellement le droit au logement qu'ont les travailleurs étrangers comme tout travailleur...

...Aux organisations syndicales, aux sections syndicales d'entreprise, le Colloque demande d'étudier et de réaliser les actions nécessaires pour que les travailleurs immigrés puissent exercer pleinement les droits reconnus à tout tra-

vailleur. Le Colloque appelle en particulier tous les travailleurs immigrés à faire connaître au Comité de l'Emploi les discriminations dont ils sont victimes...

Le Colloque félicite ceux qui lui ont fait part des initiatives qu'ils comptent prendre dès la fin de l'été en liaison avec le Comité de l'Emploi :

- les médecins qui constituent un groupe de travail pour étudier les problèmes de santé des travailleurs immigrés, leurs conditions d'hospitalisation, le respect des règles élémentaires de la médecine du travail,
- le groupe qui étendra à l'ensemble des travailleurs immigrés l'enquête réalisée sur le logement des travailleurs Nord-Africains,
- les instituteurs et enseignants qui étudieront les problèmes posés par la scolarisation et l'alphabétisation,
- les juristes qui envisageront les moyens de dénoncer et de faire cesser les discriminations dont sont victimes de fait les travailleurs immigrés devant la Justice de notre pays,
- le Centre Départemental de Documentation du Travail qui a décidé de porter son attention sur la situation économique de l'immigration, les municipalités qui doivent étudier les moyens à mettre en place pour accueillir correctement les travailleurs immigrés...

(1) M. JEANNENEY, Ministre des Affaires Sociales, a déclaré en effet le 28 mars 1966 : « l'immigration clandestine elle-même n'est pas inutile car si l'on s'en tenait à l'application stricte des règlements et accords internationaux, nous manquerions peut-être de main-d'œuvre ».



passage que 88 % des Algériens sont manœuvres ou ouvriers spécialisés (et chacun sait qu'en langage administratif, on nomme ouvrier spécialisé, celui qui n'a aucune qualification) ; pour les travailleurs portugais, les chiffres manquent, mais ils sont au moins similaires, sinon pires. Les Italiens et les Espagnols sont moins nombreux, et font parfois partie du petit personnel d'encadrement.

Et puisque nous en sommes aux chiffres, précisons que les semaines de travail, dans le bâtiment, atteignent depuis un an, jusqu'à 70 heures. L'inspection départementale du travail tenta d'imposer un maximum de 54 heures. En vain : il fallait terminer au plus vite les installations des Jeux.

Pour leur préparation, une entreprise met 28 travailleurs à la construction d'un échangeur routier. Sur ces 28, il y avait 2 maçons, 11 chauffeurs, 7 conducteurs d'engins, 1 mécano, 1 employé et 8 manœuvres. La moitié, 14, étaient étrangers : parmi eux, les 8 manœuvres.

Une autre entreprise, 50 personnes, travaille à l'aménagement d'une chaussée ; il y avait, outre le personnel d'encadrement, 10 maçons, 8 poseurs de bordures de trottoirs, 27 manœuvres ; parmi eux : 30 étrangers (dont les 27 manœuvres). Les Portugais sont recherchés car ils ont souvent une petite formation professionnelle (dans la maçonnerie surtout) qui les rend particulièrement rentables pour de bas salaires.

En situation illégale

Précieuse indication à ce propos : le chiffre des arrivées clandestines, qui sont surtout le fait des Portugais. Si l'on en croit les statistiques des services locaux du Ministère du Travail, il y eut, dans le premier semestre 1967 (de décembre 66 à mai 67, plus précisément), 1138 « régularisations de situation » ; des travailleurs, venus clandestinement, ont fait les démarches nécessaires après avoir trouvé du travail. Ce n'est pas dévoiler un mystère que de rappeler que l'immigration clandestine est voulue par les employeurs et tolérée par les Pouvoirs publics : elle fournit une main-d'œuvre fraîche à bon marché ; le clandestin se montre d'autant moins exigeant sur les conditions de salaire, d'emploi et de sécurité, qu'il est en situation illégale, et que c'est « pour lui rendre service » que son employeur accepte de régulariser une situation qui, « si elle était connue », lui vaudrait l'expul-

sion immédiate. Or ce sont 70.000 clandestins qui rentrent au total chaque année en France. On sait pourtant que la police française n'est pas si mal faite...

Après le bâtiment, la métallurgie. Là, les Italiens, et surtout les Espagnols fournissent l'essentiel de la main-d'œuvre non spécialisée ; les Algériens y sont moins nombreux, les Portugais pratiquement absents.

Puis viennent les industries chimiques, la papeterie, les cuirs et peaux, où la main-d'œuvre immigrée trouve le reste des emplois qu'elle occupe. Nombre de ces emplois sont tenus par des femmes : ce sont près de 4000 étrangères qui travaillent dans l'Isère : 2500 dans les industries de transformation, 600 dans les services ; un peu plus de 300 sont employées d'assurances, de banques ou de commerce.

Or, Grenoble s'apprête à affronter des difficultés. La ville et le département ont été touchés par le ralentissement qu'a connue, à partir des années 63-64, l'économie française dans son ensemble.

Pour l'Isère, il y avait une chance : la préparation des Jeux, qui allait, dans une certaine mesure, masquer les difficultés qui gagnaient le reste de la France, et même de la région. Certes, il y eut des grèves, et des grèves dures, comme celle de Neyrpic ou de la Rhodioceta, dont on parla beaucoup l'an dernier, mais enfin, l'un dans l'autre, la préparation des Jeux masqua les difficultés. Masqua mais ne résolut pas. « Grenoble a été obsédé par les Jeux », dit un universitaire ; un syndicaliste s'est montré plus sévère : « Les Jeux ont empêché la recherche de solutions ».

Une enquête réalisée en octobre dernier par le Centre départementale de documentation du Travail concluait : « Sans risque d'erreur, on peut chiffrer à 4000 minimum le nombre de licenciements en 1967 », non compris le bâtiment et les travaux publics. Dans un autre rapport, sur le bâtiment, le Centre se montre aussi pessimiste pour l'avenir :

« Après un niveau exceptionnellement élevé en 1964, la construction de logements subit une crise en 1966-1967. Les effets de cette crise sont encore, à la date où se fait l'étude, atténués par les travaux des Jeux Olympiques. Mais ceux-ci, on le sait, sont pour l'essentiel terminés... On peut donc craindre que la double action de la crise de la construction de logements et de la fin du programme des Jeux n'entraîne une forte baisse du niveau d'activité et une augmentation brutale du nombre des chômeurs ».

Et ailleurs :

« Compte non tenu des emplois dans les entreprises extérieures, on peut donc évaluer la diminution d'emploi liée à la fin des Jeux Olympiques à environ 3500 à 5000 dans l'hypothèse d'une absence de relais après les Jeux »

« On prend sa musette

et on s'en va »

Or cette hypothèse se vérifie maintenant. Et le terme « compte non-tenu » signifie que les chiffres cités peuvent être considérés comme relativement optimistes. Pour Grenoble, les lendemains de la fête ne s'annoncent pas faciles, d'autant que tous les crédits prévus au titre du V^e Plan ont été absorbés, et au-delà, pour la préparation de la ville aux Jeux. « Certes, de grandes choses ont été réalisées, dit encore un responsable, mais c'est un bel emballage. Tout le problème à présent, ça va être de savoir que mettre dans cet emballage ».

Un fait, en tous cas est certain : le chômage s'annonce durement, et ses premières victimes vont être les travailleurs du bâtiment, donc, dans leur majorité, les immigrés. Le bâtiment est une branche d'activité où l'on s'inscrit peu au chômage : « Quand on n'a plus de travail, on prend sa musette et on va chercher ailleurs » dit un homme du métier. A plus forte raison quand on est immigré, analphabète, et qu'on ne connaît pas les garanties élémentaires qu'offre la législation sociale en France ; la majorité des immigrés du bâtiment, par exemple, ne touchent jamais leurs congés payés parce qu'ils ignorent les formalités qui leur permettraient d'en bénéficier.

Il n'y a pas que dans le bâtiment que le chômage menace, à Grenoble et dans l'Isère ; les industries de transformation ont subi des concentrations qui menacent dans leur emploi les travailleurs français ou immigrés.

Pour des milliers d'immigrés, il va donc falloir reprendre la route, trouver un travail au plus vite à n'importe quelles conditions, car trois mois de chômage peuvent faire perdre le droit de séjour. C'est ainsi que s'alimente sans cesse le courant migratoire qui, pour être invisible, n'en charrie pas moins à travers la France et l'Europe de chantier en usine, et de cave en bidonville, les millions de parias silencieux de notre société de consommation.

Georges CHATAIN

« Minute », les travailleurs africains et la tuberculose

TROIS MÉDECINS PARLENT



Dr Robert Debré



Dr Max Fourestier



Dr Marc Gentilini

Minute continue sa campagne contre les travailleurs immigrés. Cette fois (numéro du 21 janvier 1968), c'est aux Africains qu'il s'en prend.

Parce que la situation sanitaire déplorable de ces travailleurs a été dénoncée par l'équipe du docteur Max Fourestier, Minute accuse, non pas, comme il serait logique, leurs conditions de vie, mais... les Africains eux-mêmes. Selon une technique éprouvée, cette feuille saisit ce prétexte pour tenter de dresser l'opinion publique contre les Africains, voire contre l'ensemble des Noirs. « Les Noirs ramènent la tuberculose ! » titre Minute. Alors que c'est la santé des Africains qui est catastrophique, elle écrit : « Une catastrophe sanitaire NOUS menace. » Et, falsifiant la réalité, elle affirme encore : « Pour eux (les Africains), bien entendu pas de contrôle sanitaire aux frontières : nous risquerions de les « froisser » ! (...) Les Noirs de Montreuil se refusent au dépistage radiologique systématique, s'estimant en marge des lois et des obligations sanitaires du pays qui les accueille », etc.

Il s'agit, pour Minute, de créer un climat de panique, de donner l'impression que tous les Français sont en danger par la faute des immigrés. Nous ne voulons pas, écrit-il « voir les sanas se remplir à nouveau de gosses frappés du terrible mal »...

Qui ne serait inquiet devant une telle menace ? Minute fait appel à la peur, à l'instinct de conservation pour susciter la méfiance et l'hostilité. Pourtant, même si cette menace était réelle, suffirait-il pour la conjurer de maudire les Africains ou d'arrêter l'immigration comme le demande Minute ?... Pour établir la vérité, nous nous sommes adressés au Dr Fourestier lui-même, auteur de l'étude médicale que Minute a manipulée à ces fins racistes, ainsi qu'à deux autres éminents spécialistes : le professeur Robert Debré, membre de l'Académie de Médecine et le professeur Marc Gentilini, professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Paris. Nous publions ici les textes qu'ils ont bien voulu nous confier :

UN DEVOIR ABSOLU

par

Robert Debré
de l'Académie de Médecine

UN certain nombre, parmi les travailleurs immigrés, arrivent contaminés par la tuberculose. Ceux-là, il faut les soigner et non les refouler, en leur permettant d'éviter que leur maladie s'aggrave.

D'autres se contaminent en France, la plupart parce qu'ils vivent dans des conditions matérielles mauvaises, notamment en raison de la promiscuité.

Qu'il s'agisse d'ouvriers venus des régions situées au nord du Sahara ou au sud, le problème est le même et doit être résolu avec humanité.

On ne résoudra pas la question simplement par un contrôle à l'arrivée, mais par l'amélioration de la situation des travailleurs immigrés, par l'application attentive, adaptée à leurs

besoins, de la prophylaxie et de la thérapeutique modernes contre la tuberculose. C'est un devoir absolu pour la France qui a besoin de ces travailleurs, comme eux ont besoin de travailler parmi nous, de les protéger et de les soigner, car, je le répète, la plupart ou se contaminent en France, ou voient en France leur maladie dangereusement évoluer.

FRATERNITÉ ET ÉGALITÉ DEVANT LA SOUFFRANCE

par

Max Fourestier

Chef du Service de
Pneumo-Phthisiologie
à l'Hôpital de Nanterre

DANS deux études récemment parues (1) — rédigées par un médecin et pour des médecins — j'ai révélé aux phthisiologues français une morbidité tuberculeuse anormalement élevée chez les travailleurs africains noirs de la région parisienne,

et, ces derniers mois, une évolution véritablement épidémique de la tuberculose dans cette population ethniquement fragile vis-à-vis de l'infection tuberculeuse, surtout quand elle est déracinée et soumise brutalement à des conditions de vie inhabituelles et défavorables.

J'ai jugé par mes constatations à Montreuil, ville où est hébergée une fraction importante d'Africains noirs, originaires surtout du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal, venus chercher du travail en métropole.

156 fois plus de risques

Voici les indications statistiques qui ont justement alarmé mes confrères. Jusqu'à 1963, jamais je n'ai eu l'occasion de diagnostiquer un cas de tuberculose à Montreuil, chez un Africain noir. En 1963, 9 malades ont été dépistés, mais j'ignore pour cette année le nombre de résidents noirs. En 1964, 33 malades ont été dénombrés, soit, pour 500 Noirs domiciliés dans cette ville, un pourcentage de 6,6 %. En 1965, 66 nouveaux malades et un pourcentage (sur 1.200) de 5,5 %. En 1966, 164 nouveaux tuberculeux et (sur 1.600) un pourcentage de 10,25 %. En 1967, 261 (!) cas nouveaux, soit, pour 2.250 Africains noirs habitant

TROIS MÉDECINS PARLENT

→ Montreuil, le pourcentage véritablement effrayant de 11,6 %.

11,6 %, cela veut dire que, en 1967, la population noire de Montreuil a été plus que décimée par la tuberculose. Cela veut dire encore que si, l'année dernière, ce même pourcentage de nouveaux malades avait été valable pour toute la population française (50 millions), on aurait diagnostiqué 5 millions huit cent mille nouveaux tuberculeux, dans notre pays. On estimait en 1966 à 30.000 le nombre d'Africains noirs travaillant en France, dont 15.000 dans la région parisienne. En 1967, cette même population pour Paris et les proches banlieues doit être estimée à 21.000. Si ce même pourcentage de morbidité tuberculeuse (11,6 %) est retenu, ce sont donc 2.436 nouveaux tuberculeux qui ont dû être diagnostiqués chez ces malheureux immigrés venus en France de leur lointaine et native Afrique en quête de travail.

Et il doit bien en être ainsi, si j'en crois les rapports qui m'ont été communiqués par les médecins-chefs des dispensaires parisiens (19^e et 20^e arrondissements) et des banlieues (Saint-Denis, Aubervilliers) où sont surtout groupés, de façon curieusement prévalante, les Africains noirs de la région parisienne. Autre renseignement corroborant : en 1967, dans le sana populaire de Villiers-sur-Marne (capacité de lits : 700), 25 % d'Africains noirs en traitement...

A titre de comparaison, j'ajoute qu'en 1966, à Montreuil, (près de 100.000 habitants), la morbidité tuberculeuse, pour le reste de la population, n'a été que de 0,065 %, soit, pour les Africains noirs domiciliés dans cette grande ville de la banlieue est de Paris, un risque pathologique tuberculeux 156 fois plus élevé (0,065 et 10,25).

Il convient encore de préciser qu'à leur arrivée en France, ces Africains ne sont pas tuberculeux ; la maladie (essentiellement pulmonaire) se déclare en moyenne au bout de 17 mois de séjour en France, et leur âge moyen est de 28 ans ; le barrage d'un examen radiologique systématique au départ de l'Afrique (ou à l'arrivée dans notre pays) est donc inefficace.

L'extension catastrophique de la tuberculose parmi ces travailleurs s'explique par leurs conditions de vie : insuffisance des ressources financières (celles le plus souvent d'un simple manœuvre), sous-alimentation ne leur permettant pas de surmonter la fatigue due à leur travail et aux conditions climatiques nouvelles pour eux, logement souvent défectueux, parfois misérable, où la promiscuité favorise au maximum les contaminations bacillaires interhumaines, privations de toutes sortes pour envoyer de l'argent à leur famille tout en consacrant une proportion importante de leur salaire à aider leurs camarades chômeurs, ainsi qu'aux frais vestimentaires pour

avoir une tenue correcte et digne. Manifestement, l'accroissement du chômage, ces derniers mois, a détérioré la situation sanitaire phthisiologique dans cette catégorie de travailleurs étrangers.

Pour un véritable accueil

Si ces pauvres (oh, combien...) Africains se prêtent mal, trop souvent, à nos règlements prophylactiques, diagnostiques et systématiques, c'est qu'ils sont dépourvus du moindre rudiment d'éducation sanitaire et sociale (et on ne saurait leur en tenir grief), et, quand ils sont malades, il arrive fréquemment qu'ils ne se soignent pas ou se soignent mal, de peur d'être licenciés s'ils manquent à leur travail, ou tout simplement de perdre une partie de leurs ressources.

A compter encore l'incompréhension due aux difficultés de communications linguistiques et le « repliement sur soi » d'un groupe minoritaire issu des normes de vie (campagnarde) d'un autre âge, brutalement jeté dans le tourbillon machiniste de la civilisation urbaine occidentale en phase d'accélération à l'époque où nous sommes.

En fait, toutes ces « causes de tuberculose » interfèrent les unes avec les autres, et le drame est que la victime soit particulièrement sensible (et ici encore, ce n'est pas sa faute !) à l'infection tuberculeuse.

La véritable solution à ces graves problèmes est de prendre des mesures rapides dans le domaine du logement, des droits sociaux, des conditions du travail, de l'assistance technique et sociale, en un mot, d'assurer à ces hommes une vie décente, équivalente à celle des travailleurs français. L'arrêt de l'immigration, que nous avons proposé, n'est évidemment qu'un pis-aller très provisoire et ne pourrait être de quelque intérêt que si de telles mesures étaient prises et qu'un véritable « accueil » (digne de la France) soit ensuite assuré, en fonction des besoins économiques.

Dans mon enquête, j'ai fait œuvre de médecin et d'hygiéniste, j'ai dressé un constat d'hygiène sanitaire, si je puis dire, et j'ai cru de mon devoir de lancer un cri d'alarme, à mes pairs d'abord, c'est-à-dire aux médecins français, à l'opinion publique ensuite.

Il me paraît inadmissible que l'on puisse s'emparer de cette réalité dramatique pour accuser les Africains de leur propre malheur, et ce serait faire preuve d'un inhumanité totale de masquer une des données essentielles du problème : la catastrophe sanitaire prévisible (si aucune mesure n'est prise) menace en tout premier lieu les travailleurs africains eux-mêmes. Les travailleurs africains, comme l'ensemble des travailleurs immigrés, sont indispensables à l'économie française. Nous ne les recevons pas par charité ou grandeur d'âme, mais sans aucun doute parce qu'ils acceptent d'effectuer les travaux les plus pénibles pour les salaires les plus bas, ce dont tirent profit un certain nombre d'employeurs.

Actuellement, notre pays est, à l'égard de ces travailleurs menacés, dans la même position qu'un individu refusant de venir en aide à une per-

sonne en danger de mort (ici, non-assistance à un groupe ethnique en danger). C'est indigne de nous, et si nous restions inactifs, le tribunal de l'histoire jugerait.

Il faut agir, et vite. Et, par avance, je dénonce toute campagne raciste qui, utilisant la documentation que j'ai rendue publique, serait basée sur une interprétation odieuse de faits qu'il convient d'aborder avec objectivité, dans un esprit constructif et humain.

(1) **Max Fourestier et collaborateurs.** La tuberculose dans la population des travailleurs africains noirs de la région parisienne. Morbidité anormalement élevée. Recrudescence actuelle alarmante. Nos constatations à Montreuil. « La Semaine des Hôpitaux (Semaine médicale professionnelle et médico-sociale) » n° 1 du 2 janvier 1968, p. 3, édit. L'Expansion Scientifique Française, 15, rue St-Benoît, Paris-6^e.

Max Fourestier et collaborateurs. Effrayante épidémie actuelle de tuberculose chez les travailleurs africains noirs de la région parisienne. Nos constatations à Montreuil. Communication à la séance du 21-10-67 de la Société Française de Tuberculose (Revue de Tuberculose et de Pneumologie, tome 31, n° 6, 1967, p. 849-861). Librairie Masson, 120, boulevard Saint-Germain, Paris-6^e.

UNE EXPLOITATION ABUSIVE

par
Marc Gentilini

professeur agrégé à la
Faculté de Médecine de Paris

Déchirés entre les sollicitations démagogiques des uns et l'agressivité raciste des autres, les travailleurs d'Afrique noire doivent faire preuve d'une incontestable personnalité pour sauvegarder leur originalité.

L'exploitation abusive de leur morbidité tuberculeuse par des journaux extrémistes d'audience réduite, mais qui s'appuient sur les réflexes légitimes d'auto-défense de la société, devient un thème favori. Pourtant, est-il vraiment besoin de rappeler que, si les travailleurs étrangers, dont nous avons besoin pour occuper les emplois délaissés par les Français, sont, plus que d'autres, et dans une proportion inquiétante, atteints par la tuberculose, c'est, certes, parce que le problème de l'immigration et de l'emploi n'est pas contrôlé, mais c'est surtout parce que les logements qui leur sont proposés sont indignes d'eux et de nous-mêmes et que la promiscuité qui y règne le plus souvent constitue un terrain idéal pour la propagation de cette affection. N'oublions pas, en tout cas, qu'ils contractent, à quelques exceptions près, cette maladie en France, après plusieurs mois de séjour, et que, par conséquent, c'est nous qui la leur apportons.

Enfin, pour répondre à « l'inquiétude » d'un périodique, il est permis de se demander si leur présence dans les Maisons de Jeunes constitue plus un risque physique pour nos ressortissants qu'un danger moral pour l'équilibre du travailleur migrant.

- 24-1. — L'échange des prisonniers entre la République arabe unie et Israël prend fin. 4 481 Egyptiens et 10 Israéliens ont ainsi été rapatriés.
- Quarante-huit personnes meurent de taim et des centaines d'autres sont atteintes de malnutrition dans le sud de l'île de Sumatra, en Indonésie.
- 25-1. — Le gouvernement des Etats-Unis mobilise 15.000 réservistes à la suite de la capture du navire-espion « Pueblo » par la République démocratique de Corée.
- 29-1. — Les autorités militaires américaines au Sud-Vietnam décident de ne pas observer la trêve du Têt créée par le F.N.L.
- Une fusillade éclate entre Jordaniens et Israéliens de part et d'autre du Jourdain.

30-1 — Les forces armées du F.N.L. lancent une offensive générale, occupant neuf villes les plus importantes du Sud-Vietnam.

- A Paris, le juge d'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat ordonne un non-lieu en faveur de sept des Guadeloupéens qui étaient inculpés d'atteinte à l'intégrité territoriale.
- L'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie demande l'autonomie interne du pays. Treize des 15 députés s'associent à cette demande.
- 1-1. — Le premier congrès national des femmes du Parti démocratique de Guinée réclame l'interdiction de la polygamie.
- 4-2. — L'agence Algérie-Presse-Service indique que 2.000 soldats portugais ont été tués en 1967 en Angola par les forces armées du M.P.L.A. (Mouvement populaire de libération de l'Angola).
- 6-2. — Les troupes américaines bombardent les quartiers populaires de Saigon, tandis que les forces vietnamiennes poursuivent leur offensive.

9-2 — A Orangeburg, aux Etats-Unis, la garde nationale ouvre le feu sur des étudiants qui manifestaient contre le racisme à l'intérieur de l'Université. Trois jeunes gens Noirs sont tués.

Antisémitisme

LES FUREURS D'ARRIBA

POUR protester contre la liberté laissée à la police espagnole de contrôler l'Université de Madrid, les professeurs André Lwoff et Jacques Monod ont refusé d'être nommés docteurs honoris causa de cette Université.

Le journal franquiste Arriba prend à partie les deux Prix Nobel : « L'on se trouve

devant le cas de deux chercheurs qui, comme beaucoup d'autres de race juive, cumulent, aux Etats-Unis où ils se sont formés, la « rébellion universitaire » avec un humanisme assez particulier et un pacifisme livresque, mais sans aucun talent pour la politique », écrit notamment Arriba, qui conclut : « Le fait que l'Espagne ait été disposée à leur accorder une distinction académique ne veut pas dire qu'ils aient le droit de critiquer les affaires de notre pays ».

Que les professeurs Lwoff et Monod aient refusé la distinction qui leur était offerte est tout à leur honneur et au déshonneur des

QUE SE PASSE-T-IL ?

- 11-2. — Dix-neuf Africains, accusés de « violation de la loi sur la suppression du communisme » dans le Sud-Ouest africain sont condamnés à la prison à vie par un tribunal sud-africain.
- 12-2. — L'hebdomadaire Newsweek confirme que le général Wheeler, chef d'état-major américain, a recommandé l'emploi d'armes atomiques au Vietnam.
- Israéliens et Jordaniens échangent des coups de feu. A Naplouse, en territoire occupé, un important réseau de résistance est arrêté.

13-2 — A Wuerzburg (Allemagne fédérale), un cimetière juif est profané.

- 14-2. — Partisan du « pouvoir noir », le Père Groppi, un Blanc, est condamné à six mois de prison avec sursis, aux Etats-Unis.
- 15-2. — Le chancelier ouest-allemand Kiesinger arrive à Paris, en visite officielle.
- La Cour suprême d'Autriche casse le verdict d'acquiescement de l'ancien officier SS Franz Novak.
- 16-2. — Malgré une interdiction officielle, plusieurs dizaines de milliers d'habitants de Berlin-Ouest manifestent dans la rue leur solidarité au peuple vietnamien.
- Trois pilotes américains sont libérés par les autorités nord-vietnamiennes.
- Un cessez-le-feu intervient entre la Jordanie et Israël après une journée de durs combats.
- 19-2. — A New-Delhi, de nombreuses délégations s'opposent à la participation de l'Afrique du Sud à la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement.
- Devant le Palais de justice de Paris, une manifestation a lieu au moment où s'ouvre le procès de dix-neuf Guadeloupéens.
- 20-2. — Le quartier général du général Westmoreland indique qu'en trois semaines l'aviation et l'artillerie U.S. ont rasé 400.000 habitations du Sud-Vietnam.
- 21-2. — A Lorman, aux Etats-Unis, la police tire sur des manifestants, dans un collège qui compte une majorité d'élèves noirs. Trois jeunes gens sont blessés.
- A Berlin-Ouest, les partis chrétien-démocrate et social-démocrate organisent une manifestation de soutien à la politique des Etats-Unis au Vietnam.

franquistes ; mais ceux-ci ne sont pas à un déshonneur près. L'article d'Arriba le montre bien.

LE SENS ET LA SAGESSE

« **Q**UI est Drucker ? Nul n'a jamais vu son visage. Nul ne sait rien de lui. Il a toujours refusé de briguer les prix littéraires. Il a refusé les appels classiques dont peut profiter un auteur pour étayer son succès. On a dit que c'était un homme du Moyen Age, habitant une forteresse au fond des bois. On le com-

LA MORALE DES ASSASSINS

C'EST dans Rivarol, bien sûr... mais il est des choses auxquelles on ne peut s'habituer. Dans un récent numéro de ce journal néo-nazi, un incertain Marcel Signac se plaint de l'Université française. A son gré, on y parle trop de la résistance et de la déportation. Que maîtres et professeurs proposent chaque année à leurs élèves de salutaires réflexions sur les crimes nazis, voilà qui révolte ce champion de la morale. Il reproche notamment — entre autres vétilles — l'utilisation des « films d'horreur » empruntés (sic) à l'Amicale des Déportés de Mauthausen et de certains textes où domine « la monotonie, l'accent de haine ou la pure bêtise » — comme « Le chant des partisans » de Joseph Kessel.

Je regrette pour ce voyou de la morale. Il n'y aurait pas eu de films d'horreur, comme il dit, s'il n'y avait pas eu Mauthausen, et s'il justifiait le nazisme par conviction politique, c'est qu'il est un assassin en puissance. Et quand il parle de « cendres réchauffées », on ne sait même plus si l'on doit s'indigner, botter les fesses de l'auteur de l'article, ou demander qu'on l'interne dans un hôpital psychiatrique. Six millions d'hommes, de femmes et d'enfants en cendres, voilà qui reste toujours brûlant. L'histoire ne s'efface pas. Mais Marcel Signac brûle de recommencer. Au nom de la haine...

Oncle TOM.

de l'Afrique du Sud. Depuis huit ans, l'Etat raciste tentait vainement d'envoyer une délégation aux Jeux internationaux.

Déjà de nombreux pays ont fait savoir que dans ces conditions, ils ne seraient pas représentés à Mexico, l'Algérie, l'Ethiopie, l'Ouganda, la Tanzanie, la République Arabe Unie, le Ghana, la Zambie, la Somalie, la Guinée etc. Ils entendent ne pas cautionner implicitement le régime d'apartheid.

Déjà les athlètes américains noirs avaient décidé le boycottage des Jeux de Mexico pour protester contre les discriminations faites dans leur propre pays.

Aux Etats-Unis, les milieux dirigeants du sport ont déclaré que « le C.I.O. a peut-être signé la perte des Jeux olympiques ».

Vietnam

LES ACTES DE GENOCIDE

JAMAIS sans doute la volonté des gouvernants des Etats-Unis de soumettre le peuple viet-

namien n'aura paru si tragiquement absurde qu'en ces jours de février où les forces du FNL lançaient une vaste offensive à travers tout le pays ; offensive qui prouve à quel point la fiction d'un gouvernement sud-vietnamien légal « aidé » par les USA à lutter contre la « subversion » est dérisoire.

Rapidement les troupes américaines devaient se trouver isolées les unes des autres, repliées dans des bases qu'elles pensaient imprenables.

De partout parviennent des récits qui montrent à quel degré de désespoir, à quels actes de génocide sont contraints les soldats américains ; les quartiers les plus peuplés de Saigon ont été bombardés à plusieurs reprises, Hué est arrosé de napalm, les exécutions sommaires se font de plus en plus nombreuses, on compte maintenant plusieurs centaines de milliers de réfugiés dans le Sud-Vietnam. Chaque Vietnamien est devenu un ennemi, l'ennemi à abattre.

Pourtant, Hanoï confirme que des négociations pourraient s'engager après la cessation inconditionnelle des bombardements du Nord-Vietnam.

Trois pilotes américains, libérés par les autorités nord-vietnamiennes, déclarent

" CHARIVARI " : DEUXIEME EPISODE

NOUS avons dit, dans notre numéro de novembre dernier, en quoi consistait l'offensive anti-juive du Charivari : dans un premier temps, présenter les juifs comme un corps homogène étranger à la nation et omnipotent.

L'entreprise du Charivari s'inscrit bien dans le cadre d'une vaste campagne, à laquelle participent Rivarol, Aspects de la France et quelques autres. Ce n'est certainement pas le fait du hasard si, après que « Les juifs dans la France contemporaine » eût été largement diffusé, Aspects de la France écrit, évoquant une éventuelle émigration de 3.000 Roumains vers Israël : « Il y a là une idée à creuser. Qu'attend Charles De Gaulle, afin d'effacer la fâcheuse impression que sa dernière conférence de presse avait laissée à Tel-Aviv, pour offrir à M. Eban les 550.000 juifs qu'abrite en ce moment la France ? »

« Nous n'avons trouvé aucune injure »

La publication de Mme Jacquemart prolonge sa campagne en publiant un numéro sur « Les juifs et le monde contemporain ». On y retrouve les mêmes procédés que dans le précédent : une fausse objectivité visant à présenter les juifs de divers pays également comme des corps étrangers, et aussi à minimiser, voire à justifier, la tentative de génocide perpétrée par les nazis (ainsi, citant une déclaration du procureur américain Jackson faite en novembre 1945 — le bilan des massacres n'avait pas encore été établi — au

sujet des juifs « disparus », Le Charivari écrit : « 4.500.000 : ce n'était déjà plus 6 millions »).

Le Charivari ergote sur le fait que l'opinion se soit émue de sa campagne, sur l'action judiciaire engagée contre lui par des organisations, le M.R.A.P. en particulier.

« Nous avons relu de la première à la dernière ligne le numéro en question, écrit-il. Nous n'y avons trouvé aucune injure à l'égard des juifs en tant que tels, et sans vouloir préjuger de la sagacité des juges qui seront demain appelés à trancher notre mauvais cas, nous doutons fort qu'ils en découvrent la moindre. » Les belles âmes !

A quand une législation ?

La mauvaise riposte du Charivari à notre action est faite de lieux communs : le M.R.A.P. est « une officine communiste et reconnu comme tel », l'ancien président de notre Mouvement, Léon Lyon-Caen et Charles Palant sont des gens peu recommandables, le second étant « un excité ». (Durant l'occupation, l'un et l'autre eurent une situation infiniment moins « privilégiée » que les amis de Mme Jacquemart : deux des fils de Léon Lyon-Caen furent assassinés par les nazis et Charles Palant fut déporté à Buchenwald.)

Le manuel de l'antisémitisme ne se renouvelle pas beaucoup mais il n'en demeure pas moins dangereux.

Quand donc une législation véritablement antiraciste sera-t-elle adoptée en France ?

→ qu'un Etat leur accorde l'hospitalité, le vieil ordre social se désagrège et bientôt éclate la Révolution ».

« Livre plein de sens et de sagesse », prétendait André Billy dans le Figaro littéraire. Nous n'avons sans doute pas la même notion du « sens » ni de la « sagesse ».

Ukraine

KITCHKO HONORÉ

TROFIM KITCHKO est l'auteur d'un pamphlet — « Le judaïsme sans fard » — dont le caractère antisémite avait été dénoncé de toute part. En juin 1964, l'Académie des Sciences d'Ukraine écrivait cependant au M.R.A.P. : « Le service d'édition a été sévèrement critiqué et a reçu des consignes rigoureuses pour éviter à l'avenir toute fausse interprétation des questions concernant la religion et l'athéisme. Les personnes auxquelles incombe la faute de l'édition de ce livre ont été sévèrement punies ».

En octobre dernier, Trofim Kitchko publiait dans Komsomolskaïa Znanïa un

article sur le sionisme, débarrassé de tout antisémitisme, mais d'un schématisme nuisible.

Mais l'auteur du « Judaïsme sans fard » vient de recevoir un diplôme d'honneur du Soviet suprême d'Ukraine.

Lui donner une nouvelle tribune était déjà passablement inopportun. Il est pour le moins étonnant qu'on ait cru devoir l'honorer.

Sport

LES JEUX OLYMPIQUES ET L'APARTEID

LE Comité Olympique International a décidé d'admettre la participation aux Jeux de Mexico



Dans tout le Sud-Vietnamien, les combats font rage depuis plusieurs semaines tandis que la solidarité internationale en faveur du peuple vietnamien a pris un nouvel élan. Ci-dessus : l'armée U.S. en opération de ratissage à Saigon. Ci-contre, deux aspects de la solidarité : en haut, une foule importante s'était rassemblée au Havre pour assister au chargement du bateau de la Solidarité (là comme à Marseille, le M.R.A.P. était représenté) ; 1.200 tonnes de marchandises sont parties pour le Vietnam. En bas, à Berlin-Ouest, une manifestation contre la politique américaine.

rent avoir été traités correctement durant leur détention. Ce qui donne tout de même à réfléchir.

Justice

L'AFFAIRE KLARSFELD

BEATE KLARSFELD était secrétaire à l'Office franco-allemand pour la Jeunesse. Elle en fut révoquée pour avoir porté « un préjudice moral » à l'Office, organisme officiel bilatéral (1). Mme Beate Klarsfeld avait en effet écrit un article — « Le sommeil trouble de l'Allemagne » — qui fut publié dans Combat le 21 juillet dernier, où elle critiquait la venue au pouvoir du chancelier Kiesinger.

Beate Klarsfeld avait assigné l'Office devant le Tribunal d'Instance du 8^e arrondissement de Paris pour rupture abusive et le procès a été plaidé le 29 janvier.

M^r Gaston Maurice a expliqué : « Le rapprochement et la compréhension réciproque des deux peuples à travers leur jeunesse étaient, aux yeux de Mme Klarsfeld, la tâche essentielle à accom-

plir pour parvenir à oublier progressivement l'horreur du nazisme et à construire la paix. Mais lorsqu'elle a appris par la presse que M. Kiesinger, qui venait d'être désigné comme chancelier, avait été un nazi et même un chef nazi, elle crut de son devoir de dénoncer son passé hitlérien. Ce fut son article à Combat. En disant toute la vérité, en quoi pouvait-elle porter un préjudice moral à l'Office ? ».

Selon les statuts du personnel, Mme Klarsfeld pouvait engager un recours. Deux magistrats, l'un désigné par le gouvernement ouest-allemand, l'autre par le gouvernement français, auraient alors statué. « Mais, dit M^r Maurice, le magistrat allemand, le Dr Hailer, était également un ancien nazi et jamais elle n'aurait accepté de comparaître devant lui ».

L'avocat de l'Office s'est tenu au plan juridique, réclamant qu'on renvoie Beate Klarsfeld devant la Commission de recours.

Le jugement devait être rendu le 19 février : le tribunal s'est déclaré incompétent. Mais Beate Klarsfeld a décidé de faire appel.

Quoiqu'il en soit, on n'oublie pas ici ce que fut le passé du chancelier Kiesinger.

(1) Voir « Droit et Liberté » n° 267.

Moyen-Orient

VERS LE

« DEGEL » ?

LA situation reste tragiquement tendue au Moyen-Orient. La crise interne qui s'est ouverte en Jordanie est révélatrice à cet égard. Le roi Hussein avait condamné les actions de guerrilla et le ministre de l'Intérieur avait annoncé des mesures de répression contre les organisations palestiniennes. Mais le chef du gouvernement n'allait pas tarder à désavouer implicitement le roi en proclamant « la détermination de son gouvernement de s'allier sur la politique de tous les pays arabes, s'inspirant ainsi des recommandations du roi Hussein » (!).

Le 15 février encore, de violents engagements s'étaient produits entre forces israéliennes et forces jordaniennes. Un moment, on a pu croire que de nouveau la région entière allait s'embraser : pendant plus de cinq heures, l'aviation israélienne, sur un front de 25 km, et à 16 km au-delà de la frontière provisoire israélo-jordannienne, avait bombardé des objec-

LE MATERIEL D'ENTREPRISE
ET DE TRAVAUX PUBLICS

"L.A.H.O"

S. A. AU CAPITAL DE 2 051 280 F

134, avenue Aristide-Briand
92-Bagneux

à 2.300 mètres de Paris
(Porte d'Orléans)

Téléphone : 735-15-10 (6 lignes)
Câble : MATELAHO - Paris

**Offrons à représentants
grosse situation, si
très bons vendeurs.**

Vient de paraître

POUR UN JUSTE RÈGLEMENT DU PROBLÈME PALESTINIEN

Une étude collective du Groupe de
recherche et d'action pour le ré-
glement du problème palestinien
(G.R.A.P.P.).

Ont participé à cet ouvrage : Jacques
Berque, René Bérouti, Régis Blachère,
Claude Cahen, A.P. Lentin, Pierre Mar-
thelot, Théodore Monod, André Philip,
André Prenant, Maxime Rodinson.

Edition « Témoignage chrétien » -
C.C.P. 5023-99 Paris. Prix du cahier :
7 F.

« Le « Peuple Breton » dénonce
le néo-nazisme. »

(N° 29, avril 1966)
« Racisme pas mort... « Minute »
fait école. »

(N° 40, mars 1967)
Des enquêtes : clergé de Bretagne,
Ouest ou Bretagne.

Des dossiers : l'agriculture des
régions périphériques.
Chaque mois : le billet de Morvan
Lebesque.

Lisez

LE PEUPLE BRETON

Organe mensuel de l'Union Démocra-
tique Bretonne. B.P. 103 - 35-
RENNES - C.C.P. 23-65-76. Abon-
nement ordinaire : 10 F. Numéro
specimen sur demande.

EUROPE

La revue EUROPE, fondée en 1923 par
un groupe d'écrivains en collaboration
avec Romain ROLLAND, poursuit la
tradition de ses fondateurs orientée
vers un large humanisme, avec le sou-
ci d'intensifier les échanges culturels
entre les peuples pour le maintien de
la paix.

Depuis 1949, elle a multiplié ses numé-
ros spéciaux consacrés, les uns à des
créateurs illustres, les autres à des
littératures étrangères, permettant au
vaste public de langue française à tra-
vers le monde d'entrer en contact avec
des œuvres jusque-là enfermées dans
leurs frontières linguistiques.

Son programme pour 1968 et pour les
années suivantes permettra à ses lec-
teurs de continuer à explorer la cultu-
re mondiale et en même temps de se
tenir au courant de la production
française (littérature, théâtre, cinéma,
musique, arts plastiques), dans ce
qu'elle a de plus valable.

EUROPE qui, depuis quarante-cinq
ans, a diffusé les premières pages écri-
tes par des auteurs qui ont aujourd'hui
atteint une renommée universelle, a
pour devoir de rechercher et de publier
les jeunes poètes, les jeunes conteurs,
dont les œuvres futures ajouteront à la
gloire de la littérature française.

Le Comité d'EUROPE

Pierre ABRAHAM, ARAGON, Ga-
briel AROUT, Emmanuel d'AS-
TIER, Madeleine BARTHELE-
MY-MADAULE, Roger BORDIER,
Maurice BOUVIER-AJAM, Roger
CHATEAUNEUF, Marie-Anne
COMMENE, Pierre GAMARRA,
Jacques GAUCHERON, Jacques
MADAULE, Jean ORCEL, Pierre
PARAF, Lucien PSICHARI, Emi-
le TERSEN, Elsa TRIOLET.

EUROPE

a publié récemment
des numéros spéciaux sur :

**RACINE
ELSA TRIOLET et ARAGON
BAUDELAIRE
PIRANDELLO, O. MIRBEAU
RAMUZ, THOREAU
CINQUANTENAIRE
D'OCTOBRE
SWIFT
LITTÉRATURE CATALANE
LITTÉRATURE POUR
LA JEUNESSE**

Chacun de ces numéros :

France : 10,50 F

Etranger : 12 F

Abonnement (12 numéros) :
France : 1 an 45 F - 6 mois 25 F
Etranger : Un an 55 F

Demandez la liste complète à :

EUROPE

21, rue de Richelieu, Paris (1^{er})
C.C.P. 4560-04 Paris

CRÉATIONS FÉMININES

*Michel
Flame*

134, rue d'Aboukir, 134
Paris 2^e - Tél. 488-28-33

**VENTES
SUR STOCKS
PERMANENTS**

GUADELOUPE, PAYS DE DÉSESPOIR

COLONIALISME et racisme aux Antilles : c'est sous ce
titre que s'est tenu, le 14 février dernier à Paris, salle
de la Mutualité, un meeting d'information organisé à
l'initiative du Comité étudiant du M.R.A.P. avec la partici-
pation de l'U.N.E.F., de l'Association générale des Etudiants
martiniquais, de l'Union générale des Travailleurs réunionnais
en France, du C.O.G.A.S.O.D., de l'Union des Etudiants com-
munistes de France, de l'Union des Etudiants socialistes
unifiés. Ce rassemblement se tenait à la veille de l'ouverture
du procès des Guadeloupéens inculpés d'atteinte à l'inté-
grité du territoire national devant la Cour de sûreté de l'Etat.

C'est devant une salle comble que Michel Leiris ouvrit la
réunion en déclarant : « Il y a maintenant 120 ans que l'es-
clavage a été aboli... mais les blancs, très peu nombreux,
ont la haute main sur l'économie, tandis qu'au bas de
l'échelle on trouve les nègres. Jamais dans un département
de métropole on n'a vu s'abattre une répression aussi sévère
sur des manifestants ; cela montre clairement le caractère
raciste et colonialiste de cette répression. »

Au nom du Comité de Solidarité aux Détenus, M. Baden,
en quelques mots et citant quelques chiffres, décrivit ensuite
les conditions de détention dans les départements d'outre-
mer.

Un franc de pattes de poulet

Aimé Césaire, député de la Martinique, dit ce que sont
en réalité les Antilles : « Pays de marasme, de décourage-
ment, voire de désespoir qui s'enlise chaque jour davan-
tage dans le sous-développement. »

Maître Hermantin affirma pour sa part que « tant que le
pacte colonial sera maintenu, il n'y aura pas de solution

→
tifs. C'est à la demande des
Jordanien que le cessez-le-
feu put être obtenu.

Dans les territoires occu-
pés, résistance et répression
continuent. Le général Dayan
a déclaré que les actes de
sabotage étaient aussi gra-
ves que les actes de guerre.
De son côté, l'organisation
palestinienne Al Fatah af-
firme avoir tué onze soldats
israéliens en une semaine.

Cependant, une certaine
évolution vient de se produi-
re dans l'attitude des diri-
geants israéliens. M. Abba
Eban, ministre des Affaires
étrangères, a proposé l'ou-
verture de négociations is-
raélo-arabes, en terrain neu-
tre et sous l'égide de
l'O.N.U. Le gouvernement de
Tel-Aviv pose des conditions
à l'ouverture des discus-
sions : qu'on en arrive vite
aux négociations directes et
qu'on parle bien d'un traité
de paix et non d'un accord
d'armistice. A Khartoum, les
représentants des Etats ara-
bes avaient rejeté l'éventua-
lité d'un tel traité. Mais que
l'évolution se poursuive et
peut-être en arrivera-t-on, de
part et d'autre, à considérer
les intérêts véritables des
deux parties opposées.

AREF ET LES NEO-NAZIS

AHMED CHOUKEIRI,
qui fut le tonitruant
président de l'Organi-
sation de Libération de la
Palestine, a été éliminé de
la scène politique. Mais le
« choukeirisme » n'est pas
mort avec sa disparition.

Ainsi le général Aref, chef
de l'Etat irakien, a accordé
une interview révélatrice au
Dr Gerhard Frei, directeur
du journal néo-nazi ouest-
allemand Deutsche National-
Zeitung und Soldaten-Zei-
tung.

« Israël ne vivra pas long-
temps, a déclaré le général.
Il n'existe que pour rendre
service aux colonialistes et
cette situation ne pourra
pas durer. Si Israël a vécu
momentanément depuis 1948,
cela ne signifie pas qu'il en
sera toujours ainsi. Israël
n'existera que tant que l'Al-
lemagne sera traitée comme
un protectorat (!). L'Allema-
gne demeurera-t-elle tou-
jours un protectorat ? »

Le moins qu'on puisse



À la tribune du meeting organisé par les étudiants
du M.R.A.P. : de gauche à droite : Maîtres Hermantin
et Manville, MM. Baden, Michel Leiris, Aimé Césaire,
Jean-Emile Fortin (M.R.A.P.).

heureuse... Longtemps une propagande habile a mal posé les
problèmes ».

Maître Marcel Manville nota enfin qu'« aux Antilles, écrire
la vérité devient un acte criminel », affirmant : « Nous som-
mes convaincus qu'il faut continuer à défendre notre cause.
Il n'y a pas d'autre solution que celle qui passe par la dignité
et la liberté. »

A l'unanimité, les participants au meeting ont adopté une
résolution de solidarité.

Ces thèmes qui furent développés au cours du meeting,
des inculpés devaient les illustrer devant la Cour de sûreté.

Ainsi M. Léon Danchet, biologiste, a déclaré :

« Je ne vois pas ce que veut faire l'accusation en nous
qualifiant de séparatistes. Je ne suis pas un antibranc, je ne
suis pas un antifrançais. Quand un homme est en face de
moi, ça n'est pas la pigmentation de sa peau qui m'importe,
c'est ce qu'il a dans la tête et dans le cœur. Je pourrais
être vindicatif car on m'a choqué, on a cherché à m'humilier
et à m'abaisser... Je ne pouvais pas vivre tranquille lorsque,
à côté de moi, je voyais à la boucherie des femmes acheter
pour un franc de pattes de volaille. »

Et M. Albert Caracalla, professeur :

« Chez nous, les gens sont soumis au bon vouloir de
leurs maîtres, c'est-à-dire de l'usine sucrière. L'esclavage
n'est pas vraiment aboli. J'ai vu des familles incapables de
s'offrir le luxe d'un cercueil. J'ai habité le bidonville de
Pointe-à-Pitre, alors j'ai compris... »

dire des propos du général
Aref est qu'ils ne procèdent
pas de la recherche d'une
solution politique des pro-
blèmes du Proche et du
Moyen-Orient.

Quant au Dr Frei, il in-

dique avoir été accueilli par
le ministre de l'Information
en personne à son arrivée à
Baghdad. Ce qui indique
déjà une certaine sympathie
de la part des dirigeants
irakiens.

ET FILS
david

POISSY - St DENIS

Les Grands Magasins
du Confort et
des Arts Ménagers

Sangène

BAS-SLIP
COMBINÉ

Sangène

ELASTIQUE
INDEMAILLABLE
OU
MAILLE LISSE
EXTRA-SOUPLE

Sangène

à partir de

5 frs

Imprimé en Belgique

Distribution : Sangène - Mercier : NS. Bouly, 71, rue de Provence, Paris-9^e -
Tél. : 744-67-39.

Enfin en France !

LA FAMEUSE BIÈRE
DE ZYWIEC
IMPORTATION DIRECTE
DE POLOGNE

distribuée par

R. DALAKUPEIAN

Importateur exclusif pour la France de la

WODKA WYBOROWA

(Varsovie)

12 à 25, avenue du Petit Château
PARIS BERCY - Tél. : 343 19-38* LE DOSSIER
DU MOISL'INDE
AFFAMÉE

A New Delhi, la capitale de l'Inde, s'est ouverte, en février, la Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement. 1.500 délégués, experts et conseillers, venus de 102 pays, doivent étudier durant deux mois les problèmes du sous-développement et les solutions qui pourraient être apportées à une situation tragique.

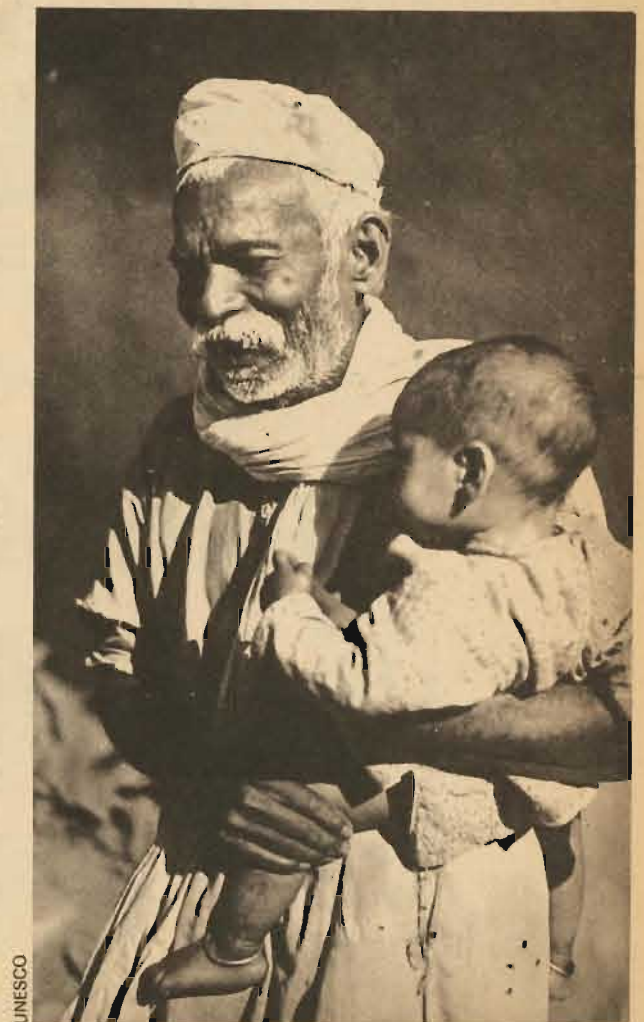
Sur cinquante millions d'êtres humains, hommes, femmes et enfants, qui meurent chaque année, trente-cinq millions meurent de faim ou d'une maladie consécutive à la faim. C'est évidemment surtout dans les pays du Tiers monde, pays redevenus indépendants récemment ou encore colonisés, que règne la faim.

Dans ces pays, insuffisamment développés, déséquilibrés quant à la répartition des richesses, le taux d'augmentation de la population est d'environ 2,5 % par an alors que le volume de la production agricole n'augmente que d'un peu moins de 3 %. Plus du cinquième de leurs populations — 2.200 millions d'êtres — souffrent de la faim et plus de la moitié sont mal nourris (28 % seulement de la population mondiale disposent des 2.700 calories journalières nécessaires, 60 % en reçoivent moins de 2.200).

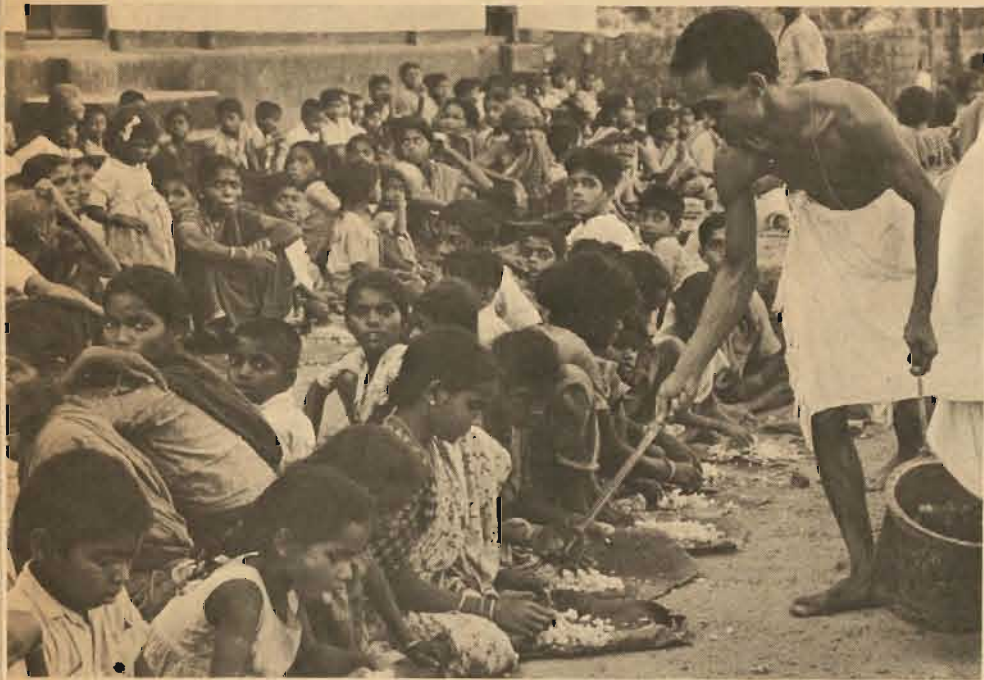
La population de l'Inde compte parmi les plus sous-alimentées (avec celles du Pakistan, de l'Indonésie et des Philippines). La longévité moyenne de la vie y est de 27 ans.

Notre collaborateur Jacques Helle a séjourné en Inde. Il nous montre ici qu'il n'est pas vrai que peuple sous-développé soit peuple sous-capable comme voudrait le faire croire la presse raciste, que le sous-développement vient de déséquilibres économiques et sociaux intérieurs, et aussi des débâcles qu'entraînent certaines formes intéressées d'« aides » de pays industrialisés.

Les pays du Tiers monde ont d'ailleurs présenté à New-Delhi des revendications qui, si elles étaient satisfaites, assainiraient le marché mondial et leur permettraient de bâtir des économies non tributaires des « protecteurs » d'hier ou d'aujourd'hui et donc d'améliorer le sort des populations.



UNESCO



Almasy

Une distribution de nourriture dans une ville indienne. Ces trois poignées de riz, servies sur une feuille de bananier constitueront l'unique repas de la journée. Encore ceux qui en bénéficient sont-ils privilégiés.

« J'étais comme les autres mais je ne me voyais pas, je voyais seulement ce que les autres étaient devenus ; je voyais fondre leur chair ; je voyais leur peau se tendre et se creuser entre leurs os en saillie, je voyais leurs yeux s'enfoncer dans leur crâne, leurs côtes soulever de plus en plus leur peau ; et cette malédiction qui desséchait les jeunes pesait deux fois plus lourde sur les vieux, qui étaient deux fois plus émaciés. »

Kamala Markandaya,
[« Le riz et la mousson » - Ed. R. Laffont].

UN PAYS PRISONNIER DE LA MISÈRE

par Jacques HELLE

MAREE frénétique de squelettes en écailles de poussière, plaques dentelées de crasse patinée, os assemblés de bric et de broc, ligaments à l'extrême bord de l'usure.

Enfants pathétiques ; bréchets d'échassiers et l'œdème de la faim dissimulé sous le ventre en tonnelet.

Mendiants d'habitude et suppliants de circonstance, tendant sébille, braquant

moignons purulents, exposant au soleil fétide des masques grignotés, effrités, rongés jusqu'aux yeux de lèpre implacablement dévorante.

Vaches vacillantes d'inanition, broutant ici un journal, là les reliefs d'un repas, vaches des temples et des prêtres, dodues, pomponnées, lustrées pour qui les hommes affamés se sacrifient.

Fous des dieux, glabres ascètes, contor-

sionnistes sacrés qui se perdent dans l'extase tendus en chandelle, courbés en arc de chairs torturées ; pèlerins haillonneux, barbus jusqu'aux orbites où tournoient des incandescences de soleil ivre.

Vider la mer...

Moines bouddhistes, dévotieusement hilares, papelards, insatiables frôleurs de chairs adolescentes, aimables zélotes d'une religion de tendres contemplations.

Bramanes dédaigneux, aristocrates écœurés d'un vain peuple, puisant force sagesse et connaissance à des sources millénaires et toujours vivaces.

Gourous, roides directeurs de conscience qui, au bout d'extases insensées, par de rocailleux chemins de traverse, vous conduisent au dieu de leurs méditations, de leurs déformations, vous plongent dans le vide où vous vidiez de toute substance.

550 millions d'habitants qui ne risquent certes pas de déborder en flots conquérants mais de verser dans les ornières de la misère.

Telle est l'Inde de nos questions, de nos connaissances et de nos préventions.

De nos préventions surtout, car lorsque l'Européen débarque pour la première fois, il se découvre subitement l'héritier glorieux d'une incomparable civilisation. Il possède la science infuse et le goût de l'effort continu. Il porte au moins trois siècles de démocratie réelle, sans castes ni corruption. Il s'est arraché d'un monde où tout n'est qu'ordre, propreté, efficacité constante et progrès permanent.

C'est à douter que ce monde-là ait jamais connu de guerres nationales, de révolutions fort peu pacifiques, de persécutions religieuses et raciales, de querelles linguistiques. Alors, cet Européen tombe d'un univers d'harmonie dans de cacophoniques stridences. Il s'aveugle et il fend la foule qui cède puis se referme, qui s'ouvre, béante, puis se resserre, étouffante ; il avance avec l'arrogance de la peur et la brutalité parfois salvatrice de l'incompréhension délibérée. S'il entrouvre un œil, il est perdu. Tout à apprendre, trop à comprendre, rien qui offre une prise définitive, qui permette une définition lapidaire, qui autorise un programme en trois points. Vider la mer avec une passoire à thé.

Un monde

Une foule de cinq cent cinquante millions de composants interchangeable et de cinq cent cinquante millions d'individus aussi ; six religions principales et trente-six manières de chercher un dieu ; une collectivité moderne et une société pour qui l'essentiel n'est pas forcément le mieux-être, la production effrénée de denrées périssables, mais d'établir une relation continue avec une divinité quelconque.

Dans ce continent qui constitue un monde à lui tout seul, les frontières politiques ne coïncident pas strictement avec les frontières religieuses, et linguistiques. (On y parle 826 langages). Il existe au moins trois Indes dissemblables, se repoussant l'une l'autre : le Nord, le Dec-

can, le Sud, aux histoires antagonistes. Elles eurent chacune leur impérialisme qu'elles magnifient encore. L'apogée de l'une est la misère de l'autre.

Les Anglais pendant deux cents ans ; une autorité unique, bloquant des évolutions nationales ou régionales, une langue étrangère qu'il fallait apprendre pour appartenir non à une communauté culturelle mais à une communauté de candidats qualifiés à des postes d'administration.

Puis, correspondant à une révolution industrielle, le 28 décembre 1895, à Calcutta, des nationalistes indiens, hindous et musulmans de Bombay, Madras, Lahore, Allahabad, Delhi, Cuttack, Jubbulpore, Magpur, Sangor, Meerut, Tezpur, délégués du Nord et du Sud définissent un programme commun d'action politique et leur objectif est véritablement national.

Une âpre lutte, des prisons encombrées, des foules enfiévrées qui ensuite, sous la houlette de Gandhi opposeront à l'adversaire l'exaspérante inertie des non-violents.

La Grande-Bretagne, au bout d'une guerre qui l'a exténuée, abandonne ce qu'elle ne peut plus pétrir et, le 14 août 1947, sur le coup de minuit, monte le drapeau safran, blanc et vert foncé de l'Indépendance.

Il s'agit de bâtir une nation unie, une société socialisée, une communauté moderne.

Vingt ans plus tard, après une partition, une guerre avec le Pakistan, un conflit avec la Chine, des disettes occultes, des famines endémiques, des plans de développement qui s'arrêtent à mi-course, une femme, Indira Gandhi, dirige un pays qui selon les uns va éclater, qui selon les autres se ramasse sur lui-même, prépare une décantation et va s'extirper de ses contradictions.

Le soir de mon arrivée à la Nouvelle Delhi, un homme politique posait pour moi des questions essentielles : « Allons-nous vers un éclatement de l'Union ? Vers des dictatures nationalistes ? Devons-nous renoncer à la démocratie pour nous contraindre à un régime fortement centralisé, autoritaire, ou nous acheminons-nous vers la déliquescence ? Serons-nous toujours une nation d'assistés ? »

Vingt ans d'échecs

Demeure vaste et fraîche. Sofas profonds, fauteuils pour siestes prolongées, lourdes étoffes noires et or, voluptueux tapis de haute laine drue.

Bière, whisky et gin, ce qui dans une ville soumise à la prohibition, a son prix ; beignets joufflus, bizarrement contournés, fragments de pâte sèche d'un blanc opalin, constellé d'épices noires.

Mon hôte arbore un turban écarlate en proue de navire. Massif, large d'épaules, épais de torse, il tonitruie, non par jactance mais par puissance native. Il est Sikh et les Sikhs se ressentent de manger de la viande. Robustes laboureurs, soldats impétueux, joyeux drilles, nombre d'entre eux occupent des postes importants dans l'administration et l'armée.

Cet hôte taillé pour les chevaux.

conquérantes, les sabres décapitants et les razzias orgiaques, est un sociologue réputé, membre correspondant de nombreuses académies, habitué de longue date des conférences internationales.

Mon voisin de gauche, petit, rondouillet la voix fluette, le geste lent et précieux, chanoine en veste de tweed, est lui aussi un Sikh, mais il a dû être élevé dans un club britannique sur les genoux rigides d'un honorable lord conservateur. Ce vieux monsieur édite des livres pour enfants. Dans son jeune temps, il n'a pas dédaigné l'action terroriste.

A ma droite, un jeune journaliste, au long visage mélancolique.

La conversation roulait sur les élections et le sens profond (1) qu'il convenait de leur accorder.

L'éditeur revenu des fastes barbares de l'action directe et le jeune journaliste qui paraissait s'être usé aux aspérités quotidiennes oscillaient entre l'inquiétude et le dégoût. Les vingt ans d'indépendance s'achevaient sur un échec dont ils exposaient complaisamment les multiples facettes :

Où était donc la société sans classe et sans caste que Nehru dépeignait comme devant être la société socialiste indienne ? Les castes traditionnelles abolies par la loi demeurent, pratiquement, intactes. Aux formes traditionnelles d'exclusive et de mépris se sont ajoutées des castes modernes de fonctionnaires privilégiés, d'enseignants et de techniciens. Castes et classes sociales s'entremêlent et s'opposent.

La réforme agraire dont on admirait qu'elle se soit effectuée sans violence ni condamnation pénale n'a pas contribué de manière décisive à améliorer le sort des paysans ni à augmenter sensiblement la production agricole. Le nombre des propriétaires terriens a certes augmenté mais ils possèdent d'insignifiants lopins et des millions de paysans sont démunis de terre et de protection.

La mécanisation de l'agriculture est déplorablement insuffisante. Les coopératives, les fermes d'Etat, trop peu nombreuses, mal équipées, dotées d'un encadrement médiocre ou lassé, sont piquetées de ci de là dans un océan d'incurie, de pratiques moyennageuses. Juste dans ses principes humains, la réforme agraire a abouti à une injustice majeure et à un non-sens économique.

Le manque d'eau affecte cruellement les Etats de Bihar et d'Uttar Pradesh qui souffrent en plus de famine. Or, le sous-sol de Bihar recèle d'immenses réserves d'eau que l'on a négligé d'exploiter. De grandes parties du Madhya Pradesh, du Gujerat et du Rajasthan sont aussi touchés par la sécheresse.

100 francs par an

Que les récoltes soient bonnes, mauvaises ou moyennes, l'Inde doit toujours quémander des secours en blé auprès des Etats-Unis. Ce recours serait conce-

(1) Voici un an, des élections aux Indes ont porté un coup dur au Parti du Congrès, parti au pouvoir, qui a vu sa représentation passer de 361 sièges à 270 au Parlement de New Dehli.

vable si la disette provenait de très particulières conditions climatiques ou d'infinies étendues stériles. L'Inde produit peu parce qu'elle travaille mal. Le paysan égratigne la terre avec une houe. Une vache sous-alimentée tire à regret un soc de bois que maintient tant bien que mal un homme sous-alimenté. C'est la misère qui conduit l'infortune. 45 % de la population agricole est constituée de métayers qui bénéficient d'un revenu annuel de 140 francs, 38 % des journaliers qui doivent se satisfaire d'un revenu annuel de 100 francs. Avec la réforme agraire, les métayers ont perdu la protection du contrat ; ils n'avaient déjà pas intérêt à travailler une terre qui ne leur appartenait pas ; ils n'y ont maintenant plus aucun intérêt puisqu'ils occupent la terre sans garantie. Les rendements sont ridiculement bas ; moins de quinze quintaux à l'hectare pour le riz (30 à Formose), moins de huit quintaux à l'hectare pour le blé (30 quintaux à l'hectare en Europe occidentale).

Les vaches errantes, les insectes, les virus et les rats détruisent un tiers des récoltes mal conservées dans des greniers à tous vents. Et que la récolte soit bonne, moyenne ou mauvaise, les spéculateurs financés par les banques entretiennent la famine. Prévoyant des disettes fructueuses ils remplissent des silos clandestins. Les cargaisons de blé parviennent rarement à destination. Elles sont bien débarquées mais elles se perdent en chemin ou pourrissent dans les entrepôts. Il suffit d'amarrer le bateau, cale ouverte, en plein soleil, de retarder le déchargement en entretenant la lenteur administrative.

Depuis 1957, le gouvernement annonce qu'il va réglementer le commerce des grains. Or rien de tangible n'est apparu. Les stocks du gouvernement sont insuffisants. En 1965, s'il avait employé tous les cargos aériens C 119 et C 130 de son armée de l'air pour aller chercher le million de tonnes de blé que lui proposait l'Australie, il aurait pu enrayer la crise alimentaire et casser les prix spéculatifs.

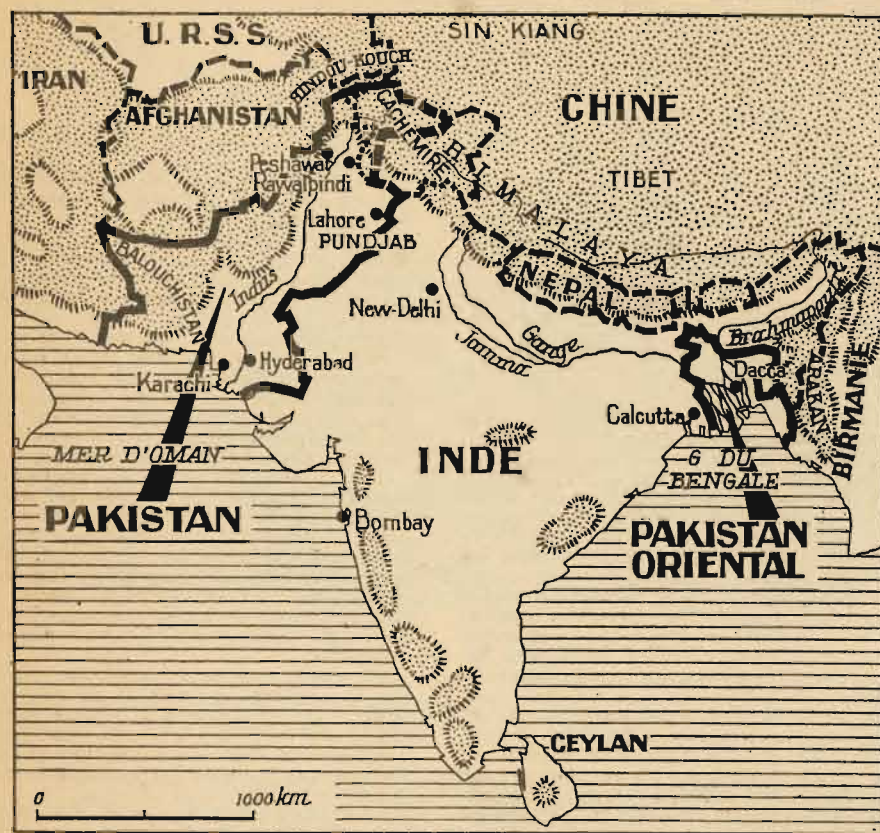
72 arrestations

Le sociologue interrompit la litanie : — Une explication ne suffit jamais. Ainsi dans cette histoire de livraisons perdues, vous négligez de mentionner quelques raisons valables. On n'a encore rien fait quand on a amené à quai des navires de blé. Il faut décharger, emmagasiner et ensuite acheminer les cargaisons aux quatre coins de cette immense péninsule et atteindre des régions difficilement accessibles. N'oubliez pas que la capacité d'absorption de nos quatre grands ports — Calcutta, Bombay, Madras et Cochin — ne dépasse pas 800.000, 900.000 tonnes par mois.

— Ce serait évidemment fort gênant si 10 millions de tonnes arrivaient d'un coup, remarqua le jeune journaliste, mais ce n'est pas encore le cas.

Le sociologue ignora l'interruption et reprit :

— Vous prétendez que le gouvernement n'ose pas lutter contre les spéculateurs



LA REPUBLIQUE INDIENNE

Ancienne colonie britannique

1947. Indépendance de l'Empire des Indes, coupé en trois territoires : l'Union Indienne, hindouiste, et les deux Pakistans, musulmans, formant un seul Etat, mais dont les deux morceaux sont distants l'un de l'autre d'environ 3.000 kilomètres. Ce découpage sera gros de conflits futurs.

1950. L'Union Indienne devient la République indienne, mais reste membre du Commonwealth britannique.

1954. La France restitue à l'Inde ses derniers comptoirs coloniaux dans la péninsule : Pondichéry, Chandernagor, Mahé, Yanam, Karikal.

1961. L'Inde expulse le Portugal de sa dernière colonie indienne : Goa.

1962. Conflit frontalier avec la Chine.

1965. Conflit indo-pakistanaï.

La République Indienne couvre 3,2 millions de kilomètres carrés ; sa population est de 550 millions d'habitants.

La République compte 16 Etats (dont certains sont des Républiques, d'autres des royaumes) : Andhra Pradesh ; Assam ; Bengale occidentale ; Bihar ; Jammu-Cachemire ; Kerala ; Gujerat ; Madhya Pradesh ; Madras ; Maharashtra ; Mysore ; Nagaland ; Orissa ; Pendjab oriental ; Rajasthan ; Uttar Pradesh, et six territoires : les Andaman et Nicobar ; Dehli ; Himichal Pradesh ; Iles Laquedives ; Manipur ; Tripura.

or, j'ai lu, ce matin, cet entrefilet :
« Lucknow. Une opération de police montée dans huit districts a permis la découverte de 16.000 quintaux de céréales à Banaras, 11.000 à Allahabad, 5.000 à Gohda, 1.000 à Kanpur, 1.000 bacs à Meerut. 21 négociants ont été arrêtés dans le district de Banaras, 72 à Meerut. »
Le journaliste coupa la justification :

— Il vient de se résoudre à une action spectaculaire et limitée parce que les électeurs ont désavoué le Congrès, précisément ce Congrès qui s'appuie sur la grande bourgeoisie, les commerçants et les spéculateurs, pourvoyeurs des caisses électorales. Le réseau des magasins à prix réduit est notablement insuffisant...
Et la litanie se poursuit :

— Avec notre besoin de 10 à 12 millions de tonnes de blé par an, nous avons perdu toute indépendance. Nous sommes soumis aux Etats-Unis qui nous imposent d'abandonner l'essentiel de nos programmes industriels pour développer notre agriculture. Apparemment, cette exigence paraît normale. Mais derrière elle, se dissimule la volonté d'ôter à l'Inde toute possibilité de devenir une grande puissance indépendante. L'amélioration de notre agriculture signifie aussi que les Etats-Unis installeront leurs usines d'engrais qui posséderont leur propre réseau de distribution et vendront au prix fixé par elles. Les Etats-Unis, avec le Fonds Monétaire international, nous ont déjà imposé une dévaluation de la roupie. Nous prétendons que l'inflation est malgré tout un gage d'expansion pour un pays sous-développé. La conséquence la plus claire de la mesure prise en juin dernier a été une augmentation fantastique des légumes et des céréales. Les prix ont grimpé de 40 à 120%. Les salariés à revenu fixe ont été durement touchés.

Les conclusions du colonisateur

Nous avons vécu pendant des années sous un ciel de mots. Maintenant, il se déchire.

Des Etats rêvent d'autonomie. Un régime fort paraît à beaucoup indispensable et nous cherchons vainement la personnalité capable de l'incarner car en plus de nos malheurs, nous manquons de personnalités. Nous avons eu Gandhi, puis Nehru, ce faux grand homme, puis Shastri mort à la tâche, et maintenant Indira Gandhi qui sera certainement une fois encore Premier ministre car personne ne tient à assumer un tel héritage d'erreurs et aller au devant de tant de confusion...

— La question est de savoir si le gouvernement central qui a maintenant les mains embarrassées, qui se trouve contesté par de nombreux Etats, réussira à imposer les profondes modifications sociales qu'implique le respect de ses promesses, lança l'éditeur.

Quelles conclusions tirer de ces entretiens contradictoires où chacun de mes interlocuteurs exprimait une opinion complexe car elle se référait à la fois à des exemples européens et à des faits proprement indiens ? Les pensées étaient sinieuses. Elles s'abreuyaient à des

sources connues mais détournées de leur cours originel ; elles s'alimentaient aussi à des fonds qu'ignorait l'étranger et qu'eux-mêmes, peut-être, connaissaient mal.

Les mots d'ordre justes

Alors, parler de mutation douloureuse, de cristallisation difficile serait évidemment commode et fort tentant. Dès que votre attention se fixe sur ce continent massif, il explose en mille parcelles ; se rassemble brusquement et de nouveau se défait soudainement. S'en tenir à une explication c'est vouloir capter les chutes du Niagara avec un filet à papillons.

Il faut se résigner à délaïsser le reportage et tenter de fixer quelques traits essentiels.

Depuis août 1947 (depuis qu'elle se hisse à l'indépendance) l'on ne cesse de s'interroger sur l'Inde ; elle-même s'examine avec une inquiète perplexité.

Ses interrogations passionnément inquiètes ne proviennent nullement d'une quelconque incapacité à répondre au défi de l'histoire. Elles traduisent l'impétuosité du combat confus au creux duquel s'élabore le nationalisme indien.

L'indépendance a incité chaque communauté linguistique à prendre conscience d'elle-même, à reprendre possession d'elle-même, chacune se retrouvait dans un âge d'or, apogée d'un empire ou d'une civilisation édifïée sur la destruction d'un voisin.

Vouées à une destruction légitime mais profondément vivaces, les castes trouveront dans l'indépendance l'occasion d'une âpre compétition économique et sociale. Aux castes anciennes dégradées ou stimulées par la liberté s'ajoutèrent de nouvelles castes (ne coïncidant pas forcément avec les nouvelles classes nées du progrès économique) qui s'appuyèrent sur le fonds linguistique commun. A l'intérieur de chaque Etat, classes anciennes et récentes, groupes de pressions économiques contestés ou en expansion luttèrent sous le couvert des partis politiques pour obtenir la suprématie.

Chacune de ces entités est assez forte pour croire à sa suprématie, aucune n'est assez forte pour l'imposer à d'autres. Dès lors, s'ouvrent deux voies : l'une conduit à la désintégration de l'Union, l'autre à la dissolution des particularismes par l'alchimie que réussira un chef national qui saura trouver les mots d'ordre justes et les bons alliés.

On comprend mieux alors l'attrait qu'exerce l'U.R.S.S. sur l'Inde. La Russie soviétique affronta le double problème du développement économique et des nationalités souvent rivales. Elle a réussi une intégration souple et si les originalités se maintiennent, si certaines nationalités ou groupes raciaux peuvent à bon droit se plaindre d'exclusivité, voire de persécution, aucune des nationalités qui composent l'U.R.S.S. n'est en mesure d'imposer sa loi et il existe un patriotisme soviétique.

Ainsi, s'expliquent mieux certaines bizarreries des plans de développement indiens. Des experts ont reproché une dispersion des efforts, un gaspillage des moyens de production projetés apparem-

ment au petit bonheur la chance ; installer ici une aciérie, là une usine, plus loin des fermes modèles, ressemblait fort à du gaspillage. Ne s'agissait-il pas en fait d'apaiser les revendications de certains Etats, de constituer aussi des pôles d'attraction qui, dégageant des forces sociales nouvelles, préparaient une intégration ?

Les intouchables

Les nationalistes du Mouvement pour l'Indépendance ont toujours prétendu que la civilisation indienne avait aspiré à une unité politique. Elle l'aurait atteinte lors des périodes Maurya (IV^e siècle avant J.-C.) et Gupta (V^e siècle avant J.-C.) ; elle l'aurait retrouvée sans la conquête mongole puis la domination britannique. Les historiens régionaux magnifient au contraire leur histoire propre et s'évertuent à démontrer que l'Inde de naguère connaissait les mêmes unités régionales qui forment aujourd'hui les assises de l'Union. La vérité doit sans doute se situer entre ces deux opinions extrêmes.

Deux mille ans avant Jésus-Christ, des Aryens nomades venus de Perse traversèrent l'Inde et atteignirent la plaine du Gange. Ils imposèrent leur langue qui évoluera en sanskrit classique. Passons sur les royaumes étincelants, les empires flamboyants, les routes sinieuses d'une colonisation pour souligner quelques traits dominants.

Toutes proportions gardées, l'aryanisation du Nord ressemble à la colonisation de l'Amérique du Nord ou de l'Australie par les Européens. Elle s'accompagne de l'élimination des populations locales. Dans le Sud, la situation se compare à celle des Européens en Afrique du Sud. Les Noirs, réduits en esclavage, devinrent des paysans et des intouchables.

Les Aryens imposèrent leur système social dont la hiérarchie théorique est la suivante :

- les brahmanes, ou caste sacerdotale,
- les kshatriya, princes, chefs d'Etat guerriers,
- les vaishya, commerçants et cultivateurs,
- enfin les shûdras (ou sudras) qui se consacraient au service des trois castes supérieures.

L'origine ethnique des sudras se discerne mal. Ils ne peuvent être confondus avec les Noirs, libres ou asservis ; les serviteurs noirs étaient intouchables. Les sudras, de fonctions serviles, n'étaient pas intouchables. Ils appartenaient à la société hindoue, davantage clients au sens romain que citoyens.

Quelques jours après la discussion avec le sociologue, l'éditeur et le journaliste, j'eus l'occasion de rencontrer un expert financier. Ses propos se firent plus concrets :

Un milliard d'hommes en 1990

— Le recensement de 1961 était imprécis. Il a sous-estimé le volume de la population et son taux d'accroissement. En 1967, l'Inde doit compter 550 millions d'habitants et le taux d'accroissement osciller entre 2,7 et 2,8 %. Selon cette hypothèse, 15 millions de nouveaux

Indiens se présenteront chaque année. A ce tarif, la population dépassera dès 1990 le milliard.

Or l'Inde maintient au bord de la disette la majorité de sa population. Elle n'aura jamais assez de nourriture, assez d'emplois pour ces millions de condamnés à vivre.

Le gouvernement s'efforce donc de limiter les naissances. Des fonds illimités vont être consacrés à cette politique qui prévoit l'installation d'une infrastructure médicale dans les villes et les campagnes, la constitution de groupes autonomes mobiles d'intervention (task force).

Les résultats obtenus demeurent modestes. Au début de cette année, un million d'insertions de stérilisés et un million deux cent mille stérilisations. Le IV^e plan prévoit, de 1966 à 1971, 3.450.000 opérations de stérilisation et l'insertion de 19 millions de stérilés. Selon ces prévisions, un quart des couples indiens devraient être capables de contrôler leur fécondité.

Je doute que ce résultat soit atteint. J'ai l'impression que la baisse de la natalité sera très lente et que le nombre des habitants s'accroîtra rapidement les prochaines années. Cela fait toujours plus de bouches à nourrir et toujours moins de nourriture.

80 à 85 millions de tonnes sont prévus pour la récolte de 1967. Les possibilités réelles de production sont estimées à 90 millions de tonnes. Le IV^e plan s'est fixé une augmentation de la productivité de 26 % pour les cinq années prochaines. Le gouvernement assure qu'en 1971 l'Inde aura conquis son indépendance alimentaire.

Elle devra alors disposer de 120 millions de tonnes de céréales ; soit un tiers ou un quart de plus que 5 ans auparavant.

Le gouvernement espère parvenir à accroître sensiblement la production agricole en pratiquant sur des surfaces limitées une culture intensive à l'aide d'engrais et de semences sélectionnées. Jusqu'ici, les autorités avaient essayé les facteurs de production agricole ou industriels. Cette dispersion s'est révélée désastreuse.

15 millions d'hectares, qui représentent 10 % de la surface cultivée, seront sélectionnés et soumis à une exploitation intensive.

L'agriculture devra financer

l'industrie

Sur les trois cent vingt districts (districts à la dimension d'un petit département français), certains d'entre eux ont accompli des progrès rapides, notamment dans le Penjab, l'Ouest de l'Uttar Pradesh, une partie du Gujerat et du Maharashtra et la côte de Coromandel (zone côtière de l'Andhra Pradesh et de Madras).

— Ces ambitions ne vous paraissent-elles pas démesurées ? 6 % d'accroissement agricole par an, cela paraît un tantinet exagéré quand d'autres pays bénéficiant de bien meilleures conditions climatiques et techniques arrivent péniblement à 3 %.



— Certes, le chiffre peut surprendre d'autant plus que pour parvenir à cette moyenne, les terres soumises à une exploitation intensive devront permettre un taux de croissance de 10 à 12 % l'an. Cependant, l'Inde dispose de deux atouts :

• Une énorme réserve de productivité (les rendements indiens étant en moyenne le quart des rendements mondiaux).

• Une partie de la paysannerie ne boude pas le progrès et la demande d'engrais croît sans cesse...

Bien des ombres subsistent ; le gouvernement, qui est sorti affaibli de la récente confrontation électorale, va être contraint à des mesures impopulaires. La fuite des capitaux et la mauvaise utilisation des ressources entravent le développement industriel qui ne bénéficie pas d'une épargne suffisante. Si cette situation se maintient, les projets d'investissements industriels que prévoit le IV^e Plan resteront sur le papier. Le développement industriel sera soutenu lorsque le secteur agricole qui produit près de la moitié du revenu national participera à la formation du capital en dégagant des surplus importants.

En clair, cela signifie qu'il faudrait suivre l'exemple du Japon qui a financé son développement industriel en taxant l'agriculture. En 1892, le taux d'épargne japonais atteignait 10 % ; celui de l'Inde d'aujourd'hui n'excède pas 3 %. 87 % des prélèvements fiscaux provenaient de l'agriculture ; ici, l'agriculture fournit 5 % des recettes budgétaires fédérales, et des Etats. Pourtant, voici près d'un siècle, la part de l'agriculture dans le revenu national japonais approchait ce qu'elle est dans le revenu national indien actuel. La taxation a constitué le socle du développement industriel japonais.

La structure fiscale indienne et le faible rendement des terres interdisent les forts pourcentages d'imposition. Mais il n'en demeure pas moins que si 20 % des ménages agricoles les plus riches qui cultivent 3 % des terres étaient taxés, 75 % du revenu agricole serait assujéti à l'impôt. Cette nécessité économique devrait requérir du gouvernement un grand courage politique.

Quel socialisme ?

L'idéal de justice sociale de Nehru et de ses collaborateurs et le besoin de développer l'agriculture incitèrent le gouvernement à prendre des mesures énergiques : le programme de réforme agraire fut mis en application à partir de 1950. Ce programme diffère d'un Etat à l'autre mais, dans l'ensemble, il comporte la suppression des grandes propriétés : celles-ci ont été réduites à la possession d'une seule ferme et les propriétaires expropriés ont été en partie indemnisés. Les lois agraires ont également tenté de faire baisser le loyer des terres données à bail, d'accorder aux cultivateurs des baux de longue durée et de permettre au locataire d'acquiescer la terre qu'il cultive, grâce à de petits paiements échelonnés sur un temps assez long. Dans certains Etats, on a fixé un maximum aux superficies que peut posséder un fermier. Le

but de ces lois est d'arriver à répartir équitablement les terres et à en rendre l'acquisition possible aux ouvriers agricoles. Malheureusement, les superficies expropriées risquent d'être insuffisantes pour que ces projets généreux se réalisent.

Il est difficile d'évaluer l'effet général de ces mesures : les grandes propriétés ont certes été morcelées, mais leur division semble n'avoir profité qu'aux locataires principaux, c'est-à-dire aux paysans les plus prospères, les sous-locataires et les travailleurs agricoles ne paraissent pas avoir acquis les terrains qui auraient pu leur être cédés.

Un résultat inattendu mais important des lois agraires est la dissociation des groupes familiaux : les familles des grands propriétaires ont réparti leurs terres entre leurs membres, de façon à éluder la loi qui fixe une limite à la propriété personnelle.

Le mot « socialisme » a un sens assez vague en Inde. La majorité des partis indiens prônent le socialisme, certains sans bien expliquer ce qu'ils entendent par là. En fait, l'Inde est moins socialiste qu'on pourrait le croire, moins même — prétendent certains — que les Etats-Unis, puisque le secteur privé compte pour 90 % dans le revenu national, alors qu'il représente que 80 % du revenu des Etats-Unis ; cette comparaison n'est toutefois pas valable, car l'agriculture est comprise dans ce chiffre et si elle est presque tout entière le fait d'entreprises privées dans les deux pays, elle représente, en Inde, une beaucoup plus large part du revenu national. Les statistiques ne font pas apparaître qu'une forte partie des industries indiennes sont des industries d'Etat. Au cours des dernières années, le taux d'expansion de l'industrie (évalué en fonction des investissements) a été beaucoup plus élevé dans le secteur public que dans le secteur privé. Le gouvernement a investi des capitaux considérables, dans l'industrie lourde notamment.

En même temps qu'elle créait de nouvelles industries, l'Inde a nationalisé quelques secteurs importants de l'activité ; les chemins de fer, le téléphone et le télégraphe sont maintenant étatisés ainsi que toutes les lignes aériennes, les assurances sur la vie, et la plus grande des banques du pays. Chacune de ces nationalisations a été décidée en raison de circonstances spéciales n'affectant que la branche intéressée. Nehru a répété à maintes reprises que le gouvernement n'envisageait pas d'autre étatisation ; la théorie officielle est que l'Inde doit avoir une « économie mixte » dans laquelle les entreprises de l'Etat et celles du secteur privé coexistent.

L'Etat et les industriels

Deux textes, datant l'un de 1949 et le second de 1956, ont tracé la ligne de démarcation entre les deux secteurs et délimité à grands traits le domaine de chacun d'eux.

Les industries sont divisées en trois catégories. Dans la première, dont l'Etat prend l'entière responsabilité, sont rangées l'industrie lourde, l'industrie extrac-

tive et le traitement de minerais, la fabrication des machines et de l'équipement industriel, la construction navale, la fabrication de matériel électrique (téléphonique compris), la production de matériel de guerre et d'avions, l'exploitation des lignes ferroviaires et aériennes. La deuxième catégorie est celle dans laquelle « l'Etat prend part aux initiatives de créer de nouvelles entreprises » mais dans lesquelles « il attendra de l'entreprise privée qu'elle soutienne l'effort de l'Etat » ; cette catégorie comprend les industries chimiques, les transports maritimes et les transports par routes et la plupart des usines fabriquant d'autres machines que celles de la première catégorie. Dans la troisième catégorie, entièrement laissée à l'initiative privée, se trouvent les industries textiles, la fabrication de ciment, du papier et toutes les industries de consommation.

Les porte-parole du gouvernement prétendent que l'industrie lourde ne peut se développer que si elle est soutenue par l'Etat, les capitaux privés ne suffisant pas aux investissements nécessaires. Le groupe Tata qui possède déjà des aciéries et des participations dans tous les genres d'industries, et une ou deux des grandes fortunes de l'Inde auraient pu se permettre de tels investissements, mais le gouvernement tenait essentiellement à empêcher la concentration de la puissance industrielle et financière.

Pour cette raison, et aussi parce que les capitaux et les devises étrangères sont rares, le secteur privé est réglementé par l'Etat. Par un système ressemblant à un arbitrage forcé, le gouvernement fixe les taux des salaires et des divers avantages accordés aux travailleurs. Il peut régler le prix de vente, les normes de production et les modalités de distribution. Les industries privées ne peuvent, sans autorisation du gouvernement, émettre des actions, importer ou acheter des matières premières rares, fabriquer de nouveaux articles ou transférer leur usine dans une autre localité. Toutefois, cette tutelle de l'Etat est plus théorique que réelle : la preuve en est que, au cours de la période du deuxième plan, le secteur privé s'est développé beaucoup plus rapidement que le Plan ne l'avait prévu.

Les industriels qui ont obtenu les autorisations qu'ils désiraient ne se plaignent pas trop de ces règlements quoiqu'ils critiquent la paperasserie et les retards qui en résultent. En fait, beaucoup d'entre eux admettent que la réglementation a augmenté leurs bénéfices parce qu'elle a diminué la concurrence. Les chefs d'entreprises moins favorisés sont évidemment d'un avis différent ; ils prétendent que l'on n'obtient les autorisations que grâce au jeu des relations personnelles ou à la vénalité de certains fonctionnaires.

La publication de l'avant-projet relatif au quatrième Plan quinquennal a récemment indiqué la politique du gouvernement en ce qui concerne l'étatisation : 64 % des nouveaux investissements doivent être affectés au secteur public. Les industriels indiens ont protesté avec énergie, mais ils n'ont pas réussi à

s'assurer un soutien politique assez puissant pour faire modifier ces dispositions.

Cette période d'accommodation est rendue plus difficile encore par la nouvelle politique d'aide américaine. Jusqu'à présent, les livraisons américaines, qui apportent à l'Inde une part notable de son pain quotidien, étaient payées en monnaie locale, à 80 % de la contre-valeur en or. Désormais, le paiement de cette aide devra comporter une part croissante de règlement en dollars. Si les importations indiennes de céréales peuvent être chiffrées à 8 millions de tonnes par an, ce sont 650 millions de dollars que l'Inde devra bientôt prélever sur ses recettes d'exportation, ce qui oblige à des coupes sombres dans son programme d'industrialisation.

Un journaliste m'a dit :

— A quelle sorte d'hommes appartient donc les Américains ? Incontestablement ils sont généreux et doués d'un très cruel sens pratique. Ils se croient de bons génies incompris. Ils se savent détestés et ils n'ont toujours pas compris pourquoi. Je reviens des Etats-Unis où j'ai accompli un voyage d'information. On m'a posé d'étonnantes questions : « Pourquoi le visage de l'Amérique est-il souillé à ce point (blurred) en Inde alors que notre aide dépasse celle de l'Union soviétique ? » J'ai répondu : « Parce que les Russes s'efforcent de nous donner ce dont nous estimons avoir besoin : que ce soit une aciérie, des pipelines ou des machines-outils, alors que vous, vous investissez là où vous pensez que nous avons besoin d'investir. Cela heurte notre fierté nationale ». J'ai ajouté : « Maintenant, vous êtes généreux avec votre aide économique comme vous l'avez été pendant dix ans avec le Pakistan en lui fournissant des armes et des tanks pour nous attaquer. »

A Washington, un radio-reporter m'a demandé : « L'Inde est-elle à la tête des nations mendiantes ? » J'ai répondu : « Vous appelez mendiant votre client ? Ou vendez-vous vos surplus si ce n'est aux nations sous-développées, à l'Inde la plus grande d'entre elles, le grand marché d'Asie après la Chine ? Sans doute le paiement est-il échelonné, souvent réglé en roupies et l'intérêt peu élevé. Mais c'est que vous faites de la réclame pour votre économie et de ce fait pour votre pays ! ... L'Inde n'a jamais failli à ses engagements financiers. »

Les nourrices de peuples

incapables ?

Nous avons besoin de dix à douze millions de tonnes de blé et de riz. Vous avez lu les journaux ? Johnson, d'ici juillet, nous accordera deux millions de tonnes. Un supplément de trois millions de tonnes, à conditions que les autres pays fournissent eux aussi leur contribution, est annoncé pour la fin de l'année. On ne sait pas très bien si la livraison de ce supplément dépend encore strictement des efforts analogues consentis par les autres pays.

LES HOMMES SONT RESPONSABLES

« Q U'EST-CE que la surpopulation ? Trois personnes dans un désert, c'est déjà de la surpopulation. Irriguez ce désert et, avec 300.000 personnes, il sera encore sous-peuplé... »

« La faim est une conséquence de l'exploitation non rationnelle et de la mauvaise répartition des richesses. Elle est fabriquée par les hommes, car les ressources naturelles ne manquent pas. La superficie totale des terres émergées est d'environ quatorze milliards d'hectares. La moitié de ces terres est cultivable. Or, en fait, seulement le huitième est exploité, soit à peine un milliard sept cent millions d'hectares. D'après les spécialistes, il faut en moyenne 0,80 ha pour assurer la nourriture d'un individu. Comme il y a trois milliards d'hommes à nourrir, il suffit que la surface cultivée dépasse légèrement deux milliards d'hectares pour que tous les hommes soient nourris... »

Josué de CASTRO.

Les U.S.A. ont certes quelques raisons d'être déçus. En 1949, Nehru assurait que l'Inde parviendrait en deux ans seulement à se nourrir seule. Depuis 1951, elle a dû quémander dix milliards de dollars, dont le tiers en céréales. Le troisième plan quinquennal, achevé en mars 1966, devait doubler la production agricole. Elle n'a augmenté que de 14 %. Pour les cinq années à venir, l'Inde a réclamé 7,5 milliards d'aide, presque deux fois plus que par le passé.

Les Américains n'acceptent plus de nous aider que sur une base paritaire. Cette décision est catastrophique car l'année dernière, les autres pays n'ont pu nous fournir qu'un peu plus d'un million trois cent mille tonnes de céréales. Or les U.S.A., jusqu'ici, nous avaient apporté quelque 10 millions de tonnes. Si cette nouvelle réglementation est strictement appliquée nous sommes coincés.

« Nous en avons assez, dit le gouvernement américain, d'être les vaches nourricières de peuples incapables de produire suffisamment ; qu'ils fassent donc un effort ; qu'ils s'adressent à leurs bons amis socialistes ». Mais en accordant une aide alimentaire, il s'attache l'Inde. A-t-il réellement intérêt à ce qu'elle devienne indépendante ? Lorsqu'ils comblent le déficit alimentaire, les Etats-Unis permettent au gouvernement de ne pas procéder à une véritable réforme agraire, de continuer à s'appuyer sur la bourgeoisie d'affaires, sur les spéculateurs de Bombay et de Calcutta. Chacun y trouve son compte.

— Ils repoussent les explications conventionnelles de la famine due à des sécheresses toujours exceptionnelles, à des spéculations toujours imprévisibles, continue le journaliste. Ils n'ont pas tort. Nous sommes nombreux ici à penser que ces justifications sont mensongères.

Vous savez, ils posent d'autres conditions que celle de l'aide sur une base paritaire. Ils seront satisfaits lorsque nous aurons fait sauter ce qui demeure encore de structure socialiste, ouvert totalement notre économie aux capitaux étrangers qui manient déjà nos principales industries de transformation. Selon eux notre salut dépend d'un strict

contrôle des naissances et de l'installation de fabriques d'engrais. Elles posséderont leur propre réseau de distribution. Leurs prix seront les nôtres.

Le quatrième plan leur donne satisfaction. Nous nous engageons à développer notre production agricole en concentrant nos efforts sur certaines zones privilégiées qui bénéficieront de toutes les techniques et de tous les engrais voulus. D'ici 1971 nous aurons acquis notre indépendance alimentaire. Nous aurons aussi compromis notre croissance industrielle car nous avons renoncé à la plupart de nos objectifs.

Dans la préhistoire

Les Etats-Unis peuvent espérer être bientôt débarrassés d'un tueur. Il sera devenu entre temps un client et un assujéti. L'Inde se nourrira elle-même et achètera les biens de consommation, les produits finis aux U.S.A. Sur le plan industriel, elle aura pris un retard considérable à moins que son énergie atomique ne lui permette un nouveau développement, mais ceci est une autre histoire.

Les Américains ont raison lorsqu'ils refusent l'explication de la famine provoquée par des sécheresses répétées. Cependant, ils repoussent la seule explication valable. La famine suscitée par une mauvaise organisation sociale. Les conditions naturelles ne sont pas pires qu'en Chine. Elle produit au moins deux fois que l'Inde.

— Alors, que préconisez-vous ? Il haussa les épaules, demeura silencieux un instant, regarda les clients de ce coffee-house installé sous une immense tente, avec un apitoiement amusé et me dit :

— Trop de choses à faire dans trop de mondes différents. J'ai quarante-cinq ans. Et toujours pas de frigidaire. Depuis trois ans, j'attends ma voiture. Elle est commandée. Je sais que nos recherches atomiques sont fort poussées. Quand je vais dans les campagnes, je me frotte les yeux. Quel rayon mystérieux m'a donc transporté dans la préhistoire ?

Jacques HELLE.

Rainett

PARIS



catalogue et liste des depositaires sur demande à Rainett, BP 233-02 Paris RP

Lorsque les alliés débarquèrent en Normandie, le maquis paralysa les arrières nazis par des actions de grande envergure. Les tueurs d'élite de Hitler furent chargés de terroriser les régions rebelles. Ainsi furent pendus les otages arrêtés au hasard à Tulle (ci-contre), et se multiplièrent les assassinats (à droite, l'exécution de deux paysans).



Documents F.N.D.I.R.P.

LE CRIME AU POUVOIR



L'itinéraire de la division S.S. Das Reich en juin 1944 dans le centre de la France. Elle supplicia plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. Les principaux massacres ensanglantèrent Oradour (642 morts), Tulle (99 morts) et Argenton (68 morts).

NOUS devons déjà à Jacques Delarue une excellente **Histoire de la Gestapo**. Il nous donne à présent, toujours chez Fayard, un livre d'apparence plus décousue (1). Ce n'est pas une histoire, ce ne sont pas des histoires. Ce n'est pas — pas tout le temps — un témoignage, ce n'est pas un recueil de témoignages. On sent que l'auteur, hanté par le temps de la nuit. Obstinément, il cherche à voir clair.

Deloncle, Déat, Doriot

C'est un livre d'un intérêt constant quoiqu'un peu inégal. On y respire intensément la volonté d'empêcher certains collaborateurs notoires, retranchés derrière les paravents pourris d'une pseudo solidarité européenne, de présenter les S.S. ou les hommes de la L.V.F. comme les précurseurs de l'Europe, leurs crimes comme de fâcheux accidents dont ils furent (presque) innocents, M. Benoist-Méchin comme un grand patriote et le marché noir comme l'expression éternelle de la coupable volonté des Français de manger un peu moins mal que les malheurs de leur pays le leur commandaient. Livre utile et même, par ces temps de renaissance du N.P.D., salutaire. Jacques Delarue me permettra-t-il de lui dire que parfois nous restons encore sur notre faim : on aimerait le connaître par son nom, cet inspecteur de police chargé de surveiller Szkolnikoff dit Michel (le roi du marché noir à Paris) qui finit par devenir le principal associé de celui qu'il avait à charge de surveiller. Et lorsque l'auteur évoque le sursaut de dégoût qui s'empare de quelques initiés à la lecture de « certains noms de la chro-

nique financière », à la vision de certains visages sur les photographies de mondanités, au pesage d'Auteuil ou de Longchamp, aux grandes premières, on aimerait que ces personnages soient au passage nommément fustigés.

L'ouvrage s'ordonne en quatre chapitres : le premier et le quatrième, très longs, consacrés aux dessous du marché noir et à la division SS **Das Reich**, celle qui fit Tulle et Oradour, le deuxième et le troisième, plus brefs, où revivent la médiocrité honteuse de la « Légion des Volontaires Français » et les heures de la destruction du Vieux-Port de Marseille.

Est-ce le goût de l'historien pour la quête vigilante du témoignage et les recoupements d'où jaillit soudain sur un point controversé, la lumière ? J'ai trouvé le tout intéressant, mais plus passionnants encore le troisième et quatrième chapitres. Et pourtant... On savait certes en gros ce qui se cachait derrière les « bureaux d'achat » allemands en France et quelles entreprises de pillage ils dissimulaient, quel abri aussi ils avaient fourni à la tourbe des repris de justice. On n'en assiste pas moins avec étonnement à la mue en centres de marché noir de bureaux de contre-espionnage. Le Bureau Otto, dégoûtant de crimes, relève aussi du roman policier américain. Le pillage de la France n'a pas servi que les hommes du Troisième Reich. Plus d'un Français, d'un Russe, voire d'un juif russe y participèrent. La nationalité d'origine ne fait rien à l'affaire. L'homme est vraiment ce qu'il devient.

Traitant de la L.V.F., 638^e régiment d'infanterie de la Wehrmacht, J. Delarue confirme l'intensité de ses conflits internes (Deloncle, Déat, Doriot) et la maigreur squelettique de cette participation française à l'Europe unie : 5.800 « légionnaires en tout et pour tout ; une fois passé « l'élan »

(1) Trafics et crimes sous l'occupation, par Jacques Delarue - Fayard. 492 pages.

→ du départ (3.000 en un trimestre !), des centaines de bureaux de recrutement fonctionnant à grand tapage ne purent, en 34 mois, trouver plus de deux candidats par jour.

Deux chapitres sanglants

On trouvera pourtant plus riche la documentation rassemblée à propos de la Division **Das Reich** et plus neuve, celle qui concerne la destruction du vieux Port. De destructions à vrai dire, il est question tout au long de ces deux chapitres sanglants. Ce sont les fermes, les villages qui brûlent ou qui sautent : Oradour après le Vieux-Port. Ce sont les femmes, les enfants que les SS abattent dans leur cuisine, à l'église ; les hommes pendus en otage ; les martyrs de Tulle ; les centaines d'étrangers, de juifs, réfugiés à Marseille qui ne peuvent échapper à la rafle et que la Préfecture qui parle mentalement avec l'occupant n'essaye pas de faire avertir.

Je voudrais ici insister sur ce qu'apporte de plus original Jacques Delarue.

Il était à Marseille à la fin de 1942 et ce qu'il nous livre c'est le journal, au sens propre du mot, qu'il tint du 9 novembre à la veille de l'entrée des Allemands dans la ville au 17 février 1943, date à laquelle fut achevée la démolition des 1.494 immeubles où avaient vécu 27.000 êtres humains. Les responsables de l'administration vichyssoise (voir l'article de l'Académicien Louis Gillet du 21 octobre 1942 dans le Bulletin publié par le Conseil municipal et le Préfet) sont mises dans une évidente lumière : c'est elle qui a formulé la première, officiellement, contre le vieux quartier populaire et mal pensant, les accusations et les suggestions qui allaient séduire Adolf Hitler. Que le préfet Lemoine et le secrétaire d'Etat à la police Bousquet aient ensuite tenté de limiter le mal et y soient dans une certaine mesure parvenus, n'empêche pas, comme le souligne Delarue, qu'ils se sont finalement accommodés de l'essentiel : ils ont demandé et obtenu pour la police française, la charge de l'opération, à ce titre ils l'ont couverte.

Jacques Delarue rapporte par le menu la discussion qui, les 12 et 13 janvier opposa Oberg et les chefs nazis parisiens aux autorités vichyssoises. Reste à savoir les raisons qui déterminèrent les Allemands à une entreprise de destruction sans égal jusque là en Europe occidentale. Delarue confronte les diverses hypothèses ; il conclut qu'on ne peut conclure... mais dès le

30 mars, un nouvel attentat atteignait à Marseille un soldat allemand : la pire des terreur, loin de la faire reculer, alimentait la résistance.

Ressemblances

C'est celle-ci, soulevée à travers tout le Sud-Ouest pour freiner la remontée vers le nord des troupes nazies après le débarquement du 6 juin, qui forme la toile de fond du dernier chapitre. Mais Delarue a soin de préciser que les repréailles des S.S. ne visèrent pas à détruire d'invisibles maquis, mais à terroriser les populations civiles. Avec une accablante précision, il en met en lumière l'ordonnance systématique et il démontre, preuves en mains, les responsabilités personnelles du commandant S.S., Heinz Lammerding ; il s'était au préalable fait la main en Russie occupée. Certes l'auteur n'a pas vécu heure par heure ces journées du 8 au 12 juin 1944, mais il a conduit

après coup une enquête minutieuse, comparé les documents, interrogé des témoins parfois neufs. Retenons comme exemplaire la démonstration de la présence de Lammerding à Tulle le 9 juin à partir de 11 heures, alors qu'il déclara depuis avec constance n'y être arrivé que le soir : ce changement d'horaire le déchargeait personnellement de l'assassinat des 99 pendus.

Décidément, les guerres qu'on fait à un peuple se ressemblent toutes. L'ordre du jour raturé et surchargé de Lammerding le 9 juin évoque les faux de l'affaire Andin ; les tortures de la « rue Lauriston », liée au gang des bureaux d'achat, nous en rappellent d'autres, où il advint même à d'anciens résistants d'être tortionnaires. Et l'indomptable courage des maquis et des francs-tireurs et partisans nous ramène aujourd'hui au combat du peuple vietnamien.

Madeleine REBERIOUX



Elle Kagan

EN ECOUTANT SANAKE MOUSSA

Son nom est Sanaké Moussa. J'ai lu ses quelques poèmes, qu'il appelle des « brouillons », modeste qu'il est. J'ai échangé quelques phrases avec lui. Il m'a livré à demi-mot sa souffrance, ses espoirs, sa gentillesse. Il m'a ouvert son cœur simple d'homme fraternel qui ne s'acclimate pas au froid de l'Europe. Puis, il m'a dit au-revoir. Quelque part des travailleurs noirs — vous savez ces fantômes qu'on croise dans les rues, un balai à la main, les yeux perdus, ou au fond des cités ouvrières, du côté des taudis et des bidonvilles — l'attendent. Ce sera un peu de chaleur pour tous, la langue natale partagée comme le pain. Je n'oublierai pas Sanaké Moussa.

André LAUDE.



Elle Kagan

GATTI, LES SOLEILS ET LE THEATRE

Les Treize soleils de la rue Saint-Blaise, la dernière œuvre d'Armand Gatti, sera jouée au Théâtre de l'Est Parisien à partir du 15 mars, dans une mise en scène de Guy Rétoré.

Les Treize soleils n'est pas une entreprise ordinaire ; c'est une aventure théâtrale. Armand Gatti et Guy Rétoré expliquent pourquoi.

Armand Gatti : Nous sommes ici au cœur du vingtième arrondissement de Paris ; cet arrondissement est en pleine transformation ; on y rase des îlots, on y construit des grands immeubles. Tout près d'ici, il y a une petite rue, la rue Saint-Blaise. Elle doit être détruite. Pour le quartier, c'est un événement.

Ma pièce met en scène treize habitants du quartier qui suivent des cours du soir. L'institutrice leur donne à écrire un devoir : « *Imaginez que vous soyez le soleil qui passe chaque jour au-dessus de la rue Saint-Blaise. Que souhaitez-vous qui la remplace ?* » A chacun d'imaginer l'avenir, selon ses souhaits, sa condition et ses aspira-

Armand Gatti (à gauche) et Guy Rétoré travaillent à la mise en scène des « Treize soleils » ; sujet : la résurrection de la rue Saint-Blaise, dans le 20^e arrondissement, près du Théâtre de l'Est Parisien.

tions. Par ce biais, ce sont tous les problèmes de notre société — la société de consommation, la civilisation des gadgets — qui sont abordés.

Ces aspirations se réduisent en fait à deux. Il y a ceux qui veulent s'installer dans cette société ; la révolution, pour eux, ce sont les vacances et le tiercé. Il y a ceux qui la refusent. Parmi ceux-ci, l'un des personnages-soleil rêve de la Commune ; n'oublions pas que c'est dans le 20^e arrondissement qui firent rage les derniers combats, que tombèrent les dernières barricades.

Un succédané de soleil

Et puis, il y a les attitudes aliénées. Celle du balayeur noir, par exemple, plongé dans cette société si loin de la sienne. Ce personnage m'a été fourni en partie par une histoire que m'ont raconté les éboueurs. Porte d'Orléans.

J E suis un nègre. Je suis né en 1939, à Bougouni, au Mali, dans le Sud. Qui suis-je ?

Je suis le fils d'un village

J'ai des envies, des besoins

Je les murmure aux grands magasins

Et à leurs magnifiques étalages.

Mes parents étaient d'origine paysanne. Grâce à mon père qui était soldat dans l'armée française, je pus faire des études. Après le certificat, j'entrais à l'école militaire de Bingerville, en Côte d'Ivoire. Mais mon père mourut en Indochine, en 1953. Alors je dus revenir au village, pour soutenir ma mère qui souffrait de troubles mentaux depuis la mort de son mari. Après, j'entrepris des études d'infirmier à Bobo-Dioulasso, en Haute-Volta. J'obtins mon diplôme. Pendant deux ans j'exerçais mon métier parmi les paysans, toujours parmi les paysans. J'écrivais déjà, personne ne le savait. Je remplissais des cahiers entiers de poèmes. Je ne les montrais pas. La poésie, quand ça a commencé pour moi ? Peut-être avec la lecture de Victor Hugo. Ça a été une vraie découverte. Quand j'étais infirmier parmi les paysans, écrire, pour moi, c'était libérer un sentiment de liberté. J'étouffais parfois. Un jour j'en eus assez. Je fis mon bagage et partis pour l'Europe, pour Paris.

« **J'écris sur un coin de table.** »

A Paris, il m'était impossible d'exercer mon métier d'infirmier. Je dus travailler comme tous les nègres, faire un peu de tout. Je connus la solitude, le racisme, la nostalgie.

Sur ce vieux lit où j'entends murmurer la ville

Buvant au frais, le cœur à la dérive

De-ci, de-là sur tes deux rives

Au bout de ce trottoir où la solitude m'entraîne

Sur ce corridor à ciel ouvert...

A Paris, j'ai découvert **Présence africaine** et les œuvres des poètes de mon continent. Césaire... ses premiers poè-

mes m'ont beaucoup marqué, les numéros de **L'Étudiant noir**. Mais je n'ai pas rencontré de jeunes poètes africains. Je continuais à écrire tout seul. Je me considère comme un poète « engagé ». Je crois que l'Europe est l'endroit où l'Africain doit faire valoir particulièrement ses droits. Quand j'écris je m'adresse autant à un lecteur d'Afrique qu'à un lecteur occidental. A celui-ci je veux dire que j'existe avec mes valeurs propres, que la valeur d'un homme n'a rien à voir avec la couleur de sa peau, je veux lui parler aussi de mes traditions qu'il ignore. Je voudrais créer le dialogue.

De dignité j'ai une nostalgie ardente

A travers le monde comme mes ancêtres

Je ne suis aîné que d'apparence.

Je dors peu et n'ai droit à aucune trêve.

Pourtant mon cœur point ne s'arrête.

Dans ce monde en déclin

Mon cœur point ne dévie

Par la grâce de ma peau d'ébène

Serais-je ivre de mon caprice

Quand l'aurore en moi creuse son nid.

J'ai peu de temps pour écrire. Je suis très occupé. En effet, je suis devenu animateur à l'association pour la formation des travailleurs africains et malgaches. C'est un travail qui me prend beaucoup. Il y a tant à faire pour les travailleurs africains isolés en Europe. J'écris le soir, la nuit, sur un coin de table. Pour l'instant, la poésie seule me passionne. Elle me suffit. Plus tard peut-être j'écrirais des romans, des pièces de théâtre.

Quelqu'un m'a beaucoup aidé. C'est Jean Schmidt. J'apparaissais dans son film « **L'Afrique des banlieues** ». C'est moi qui dit le poème à la fin. Jean Schmidt, c'est vraiment un gars épatant. Il a lu mes poèmes. Il m'en a parlé. Il m'a prêté un livre de Cendrars. J'ai beaucoup aimé. Il a parlé de moi à la télévision allemande qui a mis un poème en images.

On avait dit à un balayeur noir : « Tu vas balayer cette rue jusqu'au bout. » Il commença à balayer, donc ; et le soir, il avait disparu. On le retrouva trois jours plus tard à l'autre bout de Paris, Porte de Pantin. Dans la pièce, le soleil noir tente de répondre par la fantaisie à ce dilemme qu'il subit, mais qui n'est pas vraiment le sien. Mais cette apparente fantaisie retombe dans tous les mythes qui imprègnent notre société ; elle est elle-même conditionnée.

Il y a aussi un travailleur algérien ; un Kabyle. Lui ne peut pas s'imaginer en soleil ; il s' imagine seulement en coq. C'est un refus de se prononcer, car ce personnage ressemble un peu à un personnage de Brecht : quel que soit le sens où il se prononce, c'est lui qui « trinque ». Alors il se contente d'être un coq qui chante au matin, c'est-à-dire un succédané de soleil.

Au bout d'un moment, ces treize personnages se disent que c'est un vrai casse-tête, d'être soleil ; ils décident donc de redevenir des hommes ; mais des hommes au sens où l'on dit : « c'est humain » aux lâchetés ou aux trahisons. Mais la solution n'est pas là ; en fin de compte, les personnages veulent redevenir soleil, c'est-à-dire plus que des hommes.

Guy Rétoré : Ce sur quoi il faut insister, je crois, c'est la façon dont Gatti a élaboré sa pièce. Le TEP est devenu une réalité, dans l'est parisien, je dirais une institution : il a ses habitués, ses fidèles. Gatti a réuni ici vingt-cinq de ces fidèles, et les a fait discuter autour d'un magnétophone. Ils représentaient un éventail aussi large que possible ; il y avait là un prêtre et deux religieuses, des militants ouvriers, des étudiants, une ménagère, des travailleurs divers... Ils ont discuté, au cours de plusieurs séances, de multiples choses, et c'est de leurs propos que Gatti a tiré la substance de son œuvre. Il ne s'agit pas d'un procès-verbal d'ailleurs, et ceux qui ont participé à ces réunions préparatoires, lorsqu'ils ont lu la pièce, n'ont pas retrouvé leurs propos ; cela les a étonnés, voire déçus ; c'est que ces réunions, c'était la matière première sur laquelle Gatti a travaillé pour un texte très personnel.

A. G. : C'est un travail collectif que nous faisons là. Nous sommes quatre à travailler ensemble de façon très étroite : nous deux, plus Diégo Masson pour la musique et Hubert Monloup pour les décors ; rien n'est arrêté ; nous progressons dans une remise en cause continue.

(Propos recueillis par Pierre Lasnier)

Jules Roy :

RENDRE JUSTICE A L'ALGERIE

JAMAIS encore un romancier n'avait tenté de raconter la longue et dramatique histoire des Européens d'Algérie devenus au cours des décennies les « Français d'Algérie » ou les « Pieds-Noirs ».

Cette vaste fresque, Jules Roy, qui fut — et qui reste — profondément enraciné dans la terre d'Algérie, a entrepris de la broser.

Le premier tome de ses « Chevaux du soleil » vient d'être publié (1). Huit autres suivront. L'œuvre commence en 1830, elle s'achèvera en 1962. Sans doute comprendra-t-on à la lire que l'Histoire, souvent cruelle, n'est pas simple.

Ancien officier (il quitta l'Armée parce que la politique française au Vietnam lui paraissait aberrante), Jules Roy n'est aujourd'hui à l'aise que devant sa table de travail.

S'il passe quelques semaines à Paris, c'est pour répondre, à son corps défendant, aux mille sollicitations qui suivent la sortie d'un livre.

Dans le bureau où il nous a reçus, une aquarelle faite à partir d'une gravure ancienne — l'Alger d'avant la conquête — rappelle quelle est sa préoccupation présente.

Il y a certes eu des documents de guerre — La question d'Henri Alleg, La guerre d'Algérie, de Jules Roy — écrits par des Européens. Mais n'est-il pas étonnant qu'en plus d'un siècle, aucun romancier n'ait évoqué la situation des Européens par rapport à la communauté algérienne ?

Ceci, explique Jules Roy, est dû à l'impossibilité dans laquelle se trouvaient les écrivains français — je ne parle évidemment pas des écrivains algériens de langue française — de parler des Algériens comme de vrais personnages. Dans ce premier tome qui vient d'être publié je n'en parle d'ailleurs pas. Dans le second, ils ne feront qu'apparaître, encore comme des ombres, sur la montagne, assez loin des hommes qui s'approchent. Dans le troisième, où il s'agira de l'insurrection de Kabylie, je ne sais pas encore quelle part ils auront. Dans le quatrième ou le cinquième, ils apparaîtront comme de véritables personnages, ils entreront dans le roman, ils en feront partie intégrante. Car il y a un jeune étudiant en Droit musulman à la Médersa d'Alger qui s'est marié avec l'une de mes cousines germaines ; il est donc entré dans la famille. Ça, je le

raconterai probablement parce que ce mariage a provoqué un drame dans la famille : il n'y a pas beaucoup de familles de « Pieds-Noirs » où cela s'est passé, peut-être une dizaine, je n'en suis même pas sûr.

Ce n'est pas M. de Montherlant qui s'est intéressé aux Algériens, vous savez, ni Louis Bertrand ou Louis Leconte ou Robert Randau (2). Un écrivain a une importance considérable : Jean Pélegrin. « Le Mahboul » est la première œuvre consacrée par un écrivain français à un musulman, à l'Homme arabe. C'est en effet la première fois que l'Homme arabe est décrit dans ses profondeurs, dans sa vérité. « Le Mahboul » tient le milieu entre le poème extraordinaire, le monologue, la réflexion intérieure et le roman. Ça n'est pas un roman comme celui que je veux écrire. C'est une œuvre considérable qui se prolonge avec les « Monuments du déluge », avec une pièce qu'il vient d'écrire, « Silmane ». Le « Mahboul », c'est le cycle de l'Homme arabe.

Encore une fois, un Français n'était jamais descendu aussi profondément dans l'âme algérienne, dans l'âme arabe. Moi, je n'en suis pas là : nous allons aborder l'Algérie, comme des conquérants. Ce n'est que peu à peu que le conquérant sera conquis sans qu'il s'en doute, puis en opposition, puis expulsé ».

En 1945 à Sétif

Pourquoi avoir entrepris de broser cette fresque ?

« Pour moi, dit Jules Roy, c'est Dieu qui me l'a ordonné. Il m'a dit : « Tu vas faire ce livre ». J'ai dit : « J'en suis indigne ». « Tu vas le faire ». « Je ne pourrai pas ». « Tu vas le faire ». Obéissant, j'ai commencé à le faire. Maintenant, je sais que j'irai jusqu'au bout. Si Dieu me donne la santé et la force physique. Je suis croyant, vous savez. Ça peut paraître ridicule, mais c'est comme ça. Plus j'avance — je ne dis pas « en âge » parce qu'avancer en âge cela veut dire être un peu gâteux, perdre de ses forces, plus j'avance dans le temps, plus je suis croyant. La croyance m'aide à supporter les épreuves aussi ».

Quand on parle du passé de l'Algérie, deux dates reviennent souvent : 8 mai 1945, 1^{er} novembre 1954. C'est à

LU - VU - ENTENDU

● Une mine de fer, vieille de 30 000 ans, vient d'être découverte à Ngwengya, au Swaziland (Afrique australe). Vingt-trois mille outils y ont été découverts, ce qui atteste l'importance de sa production.

Cette découverte est d'une importance extrême. La mine date du plein âge de pierre, bien avant le début de l'époque où l'on faisait commencer les âges du métal (5000 ans avant notre ère). Elle est un indice de plus à l'actif de l'hypothèse scientifique qui fait commencer sur le continent africain les temps historiques.

● A l'heure où nous mettons sous presse, ce qui est de-

venu l'« affaire de la Cinémathèque » est loin d'être réglé. Chacun connaît le véridable coup de force qui a permis d'installer Pierre Barbin sur le siège d'Henri Langlois, directeur et père de la Cinémathèque.

Chacun connaît aussi les réactions d'un très grand nombre de cinéastes qui interdissent la projection de leurs films jusqu'au rétablissement de Langlois dans ses fonctions, sans parler des comédiens, des critiques, des personnalités diverses...

● Le M.R.A.X. (Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie) éditée à Bruxelles un ensemble de fiches à l'usage des

militants antiracistes. Ces fiches contiennent des textes scientifiques et théoriques (« Aspects biologiques de la question raciale » ; l'« origine des préjugés » ; etc.), les textes antiracistes internationaux (la Convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale ; le texte instituant le 21 mars journée internationale antiraciste...), des projets de cours, d'exposés et de causeries (plans de cours, etc.), des informations (« Voici l'apartheid » ; « Les enfants étrangers réussissent-ils à l'école belge ? », etc.).

Cet ensemble de fiches peut être commandé au Secrétariat du M.R.A.X., 411, avenue Rogier, Bruxelles 3.

● Le prix Maurice Vanikoff, créé par l'Union des Engagés Volontaires et Anciens Combattants juifs, a été décerné le 20 février à David Diamant pour son livre « Avec armes et sans armes ». « L'orchestre rouge », de Gilles Perrault, a été déclaré hors-concours, et s'est vu attribuer une mention exceptionnelle. Le jury est présidé par Jacques Madaule.

● « La manifestation », d'Eric Westphal, vient d'obtenir le Prix Paul Vaillant-Couturier. Ce roman, ou plutôt ce récit, narre la naissance et l'explosion d'une émeute raciale aux Etats-Unis (Editions Gallimard - 10 F).

cette dernière date qu'éclata l'insurrection nationale algérienne.

« Le début de l'insurrection ne m'a pas surpris parce qu'au retour de la guerre, en 1945, j'étais allé à Sétif pour retrouver ma famille et mes enfants. Je suis arrivé à la fin de la répression (3). J'ai reçu un grand choc quand je me suis aperçu que nous avions fait cette guerre-là, que les Algériens avaient fait cette guerre contre le nazisme, contre l'Allemagne, pour arriver à une pareille répression. J'ai fini par apprendre qu'il y avait eu 45.000 morts... Quand l'insurrection a éclaté, en 1954, je n'ai pas été étonné. Elle devait venir, c'était fatal ».

Beaucoup pensent que l'O.A.S. est le responsable principal de l'exode massif et précipité des Européens d'Algérie.

Comme revivant leur drame, Jules Roy dit trois fois : « Je le crois aussi », précisant : « C'est la dernière année qui a été tragique et qui a vraiment tout cassé ».

Jules Roy est allé plusieurs fois en Algérie depuis la proclamation de l'indépendance :

« J'y ai trouvé une mentalité très chaleureuse, très chaude — sauf exception, très amicale. Il n'empêche que cette amitié s'adressait en quelque sorte à des absents, à des gens qui avaient « foutu le camp », à un souvenir, mais ce souvenir était très chaleureux. J'ai rencontré en général des gens très bons, très amicaux, très fraternels comme on peut l'être en Algérie. Pour moi, bien sûr, les sentiments que j'éprouve pour les Algériens ne changent pas, mais ils sont toujours partagés en ce sens qu'ils ne s'adressent qu'à « la moitié » : les autres étaient partis, les gens de ma propre communauté n'étaient plus là, il n'y avait plus que des cimetières en quelque sorte. Moi, cette situation me met en porte-à-faux. Mais chez les Algériens, aucune rancœur, aucune rancune, rien ».

Peu à peu, les Européens d'Algérie se sont intégrés dans la société fran-

çaise. Par ailleurs, plusieurs centaines de milliers d'Algériens sont immigrés en France. Jules Roy n'éprouve-t-il pas quelque attirance pour les uns et les autres ?

« Non, je suis très solitaire. Je vis, si on veut, en religion. Je suis presque dans un couvent. Mon travail m'oblige à une très grande discipline, à une très grande régularité. La meilleure chose que je puisse faire, c'est de travailler pour que, chaque année, sorte un livre ».

« Pour ce qui concerne l'Algérie, elle est plus proche de moi quand je suis à ma table de travail et quand je me resouviens des choses que j'ai éprouvées, mais aussi de celles que mes ancêtres ont éprouvées, que si je me mettais à discuter avec des amis d'un peu partout ».

Jules Roy a donc voulu conter l'histoire des Européens d'Algérie, mais cette œuvre sera-t-elle « reçue » par les Algériens ?

« Pour l'instant, je n'en sais rien. Mais en ce qui concerne l'avenir, j'en suis absolument sûr. Ce que j'écris ne sera vraiment compris que lorsque

j'aurai achevé le cycle, quand j'aurai écrit 4.000 ou 4.500 pages. A ce moment-là, l'œuvre apparaîtra dans toute sa vérité. Je suis sûr, en tout cas, que dans vingt ans, elle sera considérée comme importante en Algérie même. Dès le troisième tome, je pense, le chemin sera vu par les Algériens. Au neuvième, en tout cas, ils s'apercevront que c'est celle qu'on pouvait attendre pour que justice leur soit rendue, pour que non seulement leur patrie soit célébrée mais une patrie. Moi, lorsque j'aurai terminé, j'aurai enfin ma patrie. Je peux très bien être incompris et même repoussé un certain temps... ».

Homme d'action, Jules Roy est de ceux qui répugnent à discourir. Que ce qu'il nous a dit des Algériens soit parsemé des mots « amitié » et « fraternité » est tout-de-même assez significatif.

Jean-Pierre SAID.

(1) Editions Grasset, 22 F.
(2) Ecrivains « algérienistes ».
(3) Une vaste répression suivit des manifestations nationalistes.

PIEDS SENSIBLES

Les chausseurs du super-confort et de l'élégance

Choix UNIQUE en CHEVREAU, en SPORTS et en TRESSE MAIN

Femmes du 35 au 43 — Hommes du 38 au 48

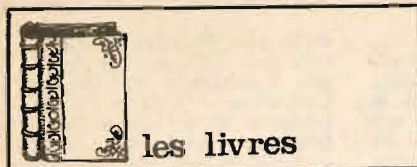
6 largeurs différentes

(9^e) GARE SAINT-LAZARE, 81, rue St-Lazare (M^o Saint-Lazare - Trinité)

(6^e) RIVE GAUCHE, 85, rue de Sèvres (M^o Sèvres - Babylone)

(10^e) GARE DE L'EST, 53, boulevard de Strasbourg (M^o Château-d'Eau).

Magasins ouverts tous les lundis



les livres

Deux livres de Paul Silva-Coronel

Le racisme est au cœur des deux premiers romans de Paul Silva-Coronel. Le premier, *Comme une graine patiente*, a pour cadre l'Afrique, pour héros un couple de jeunes bourgeois libéraux — Régine et Stéphane et un « meneur » noir, Kalimbo. L'ouvrage n'est pas sans rappeler l'*Etat Sauvage*, de Georges Conchon ; mais il est radicalement différent. Alors que dans l'*Etat Sauvage*, les personnages étaient pris dans un maélstrom de cruauté raciale, de bêtise furieuse et d'impuissance qui les rejetait, rompus, *Comme une graine patiente* est, tout au contraire, l'histoire de la lente prise de conscience de héros que tout un système poussait à s'affronter et à se déchirer (Editions Francis Lemarque, 320 pages, 12 F.).

Le second, *Naissance de Ludwig Kleinst* (Editeurs Français Réunis, 240 pages, 15,45 F.) raconte la dramatique rencontre, 18 ans après, d'un juif dont la femme et enfants, morts affreusement sous les expériences d'un « médecin maudit », et de ce médecin, maintenant réfugié en Amérique latine. Le récit s'y mêle de lettres qu'échangent l'ancien bourreau et son poursuivant. Plusieurs livres ont été écrits sur ce thème. Aucun n'avait la force de celui-ci.

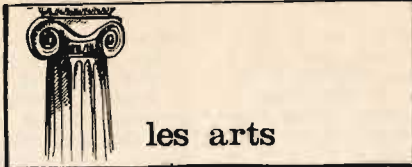
Un million de juifs à sauver

Après Varsovie, Eichmann et ses services avaient prévu, dans leur stricte planification criminelle, l'extermination des juifs hongrois et la liquidation du ghetto de Budapest.

C'était compter sans la *Waada*, le Comité hongrois pour le Salut des juifs, qui s'était constitué dans la clandestinité. *La Waada*, lorsque les nazis commencèrent à comprendre que la partie était perdue, et qu'ils intensifièrent à la fois le travail épuisant des kommandos de déportés et le massacre industriel, prit contact avec Himmler et proposa l'échange de centaines de milliers de vies contre des camions et des devises fortes. Des tractations eurent lieu, d'autant plus délicates que la *Waada* ne possédait ni camions ni argent, mais, écrit André Biss, « un minuscule acompte devrait suffire à sauver la vie de tout un peuple, car l'appât de ce gain colossal retiendra nos adversaires jusqu'à leur capitulation. »

André Biss, l'auteur de *Un million de juifs à sauver*, fut l'un des dirigeants de la *Waada*. Ses étranges mémoires se lisent comme un roman. (Grasset, 400 pages, 21 F.).

Pierre LASNIER



les arts

Marx Ernst et "Big Brother"

« Big Brother », c'est, dans le célèbre roman d'anticipation de George Orwell, « 1984 », le prototype du dictateur fasciste dont les effigies, obligatoires par décret, dans les rues, les lieux publics, les couloirs d'immeubles et même les appartements, semblent suivre des yeux le commun des mortels jusque dans son lit, jusque sous sa douche.

Max Ernst a nommé *Big Brother* l'une des sculptures qu'il expose actuellement à la galerie Alexandre Iolas, boulevard Saint-Germain à Paris. Les deux autres ont nom *Séraphin le le néophyte* et *Séraphin-Chérubin* ; à



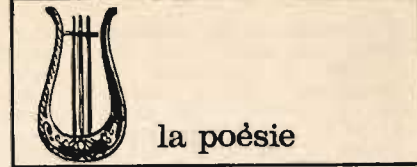
André Morain

elles trois, elles forment un ensemble au titre inquiétant : « Corps enseignant pour une école de tueurs. »

Ce sont moins des sculptures que des monuments : deux mètres de haut, deux tonnes chacune. Alors que les anciennes œuvres sculptées de Max Ernst avaient souvent l'air énigmatique et seraient des sculptures africaines ou océaniques, ces nouvelles sont brutales et menaçantes : « *Je n'ai pas pu faire autrement*, dit leur auteur, *elles m'ont été inspirées par la première page des journaux.* »

L'ancien surréaliste quitte ses mondes intérieurs pour le monde extérieur, quotidien, pesant de tous ses drames. Les œuvres qu'il en tire sont lourdes d'angoisse.

Antoine MENOUX



la poésie

Du jeu à la vie

André Marissel nous émeut sur la mort-sacrifice du docteur-poète Bertherat, victime d'un aliéné. Parmi les vingt pages qu'en hommage lui consacre *Esprit*, certains beaux vers de R. Marteau rencontrent ce langage mathématique qu'illustre l'E de Jacques Roubaud en ses parties admirables. Et certes, la science ouvre, immense, luxuriant, un espace à l'image où la poésie épique retrouve une vertu. « *Le haut-verbe* » dit Claude Roy (1). Certes, mais pourquoi faut-il que les meilleurs concèdent au divertissement de salon ? Le jeu n'atteint la connaissance qu'en valeur d'humanité.

C'est pourquoi ici, sans ignorer que la forme est pour l'œuvre, mère d'immortalité, mais témoin d'une renaissance provinciale et de la haute poésie dont les jeunes peuples sèment leurs champs, nous faisons la plus large part à la poésie vivante de la vie de l'homme.

Henri Ambert exprime dans *Heureux qui comme Ulysse (2) nos révoltes : ...On les emmène comme on emmenait*

[Les nôtres ces Bicots, ces Norafs, ces Crouillas, ces youpins et ces mêtèques.

Aux « chemins de croix de la guerre » fond « le matériel humain » et Youra est « l'île du diable » mais la confiance renaît

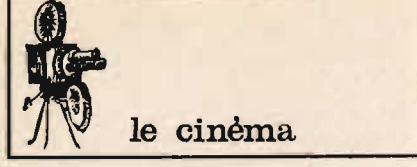
Là où le verbe aimer se conjugue. Militante au grand cœur. M. M. Carbet le précise dans *Suppliques et chansons (3)* :

Nul ne m'est étranger si bien que j'ai frère en tout homme.

Je vous arrêterai sur cette définition de Michel Cossem en *Encres vives (4)*. La poésie est « une nécessité profonde, humaine, historique de l'homme... Son engagement est tout entier dans l'acte d'écrire ».

Jean CUSSAT-BLANC

- (1) Le Monde.
- (2) Oswald.
- (3) Cerf-Volant
- (4) Bram.



le cinéma

Terre en transes

de Glauber Rocha

Au Brésil, terre de dictature militaire, un film sur les dictatures, réalisé par Glauber Rocha, une des têtes de file du « cinéma novo » brésilien, auteur de *Le Dieu noir et le Diable blond* : sur le plan politique, le film montre l'impossibilité de lancer une action révolutionnaire véritable au terme d'une lutte individuelle.

Mais le lyrisme de Rocha, en même temps qu'il critique ce romantisme révolutionnaire tellement en faveur auprès de certains, en montre aussi les aspects exaltants.



« *Terre en transes* », c'est aussi du cinéma neuf, qui utilise une syntaxe renouvelée, dégagée de la gangue du récit traditionnel. Et c'est ce qui en fait l'efficacité terrible.

Je suis curieuse

de Vilgot Sjöman

Il est difficile de prendre tout-à-fait au sérieux cette Lena, héroïne du film de Vilgot Sjöman... Elle est curieuse, en effet, curieuse de tout, et se livre à toutes les expériences possibles, que ce soit au niveau des aventures amoureuses, décrites avec une singulière liberté de ton, ou des prises de position politiques...

Lena est non-violente : à ce titre, elle est pour la désertion, contre la guerre du Vietnam, ce qui ne l'empêche pas de mépriser son brave ouvrier de père parce qu'il aurait quitté trop tôt les rangs républicains lors de la guerre d'Espagne.

Au passage, apparaissent dans le film le poète soviétique Evtouchenko et le pasteur Martin Luther King.

Lena tire à boulets rouges sur la bonne conscience de la société suédoise contemporaine, et de la nôtre par la même occasion. Ses solutions n'en sont peut-être pas, mais son bruit et sa fureur nous concernent aussi...

Raymond PRADINES



la télévision

Directe et frondeuse

« Zoom » est une des émissions magazines qui ont contribué depuis un an à relancer la 2^e chaîne. Chaque dernier jeudi du mois, André Harris et Alain de Sedouy y présentent des problèmes actuels : nous avons en mémoire ces portraits de Benoît Frachon, président de la C.G.T. et de Sylvain Floirat, grand capitaliste, ou cette récente émission sur la sexualité. Toute leur production — comme l'excellente série « 16 millions de jeunes » également — bénéficie d'un style original qui leur vaut un grand public. Comment définir ce style ? D'abord Harris et Sedouy ne croient pas à la télé « en conserve ». Ils ne font pas appel aux archives. Ce qu'ils présentent est généralement une « marchandise fraîche ».

Sur le choix des sujets il en va différemment. Ils affirment volontiers ne « pas être engagés » mais ils ne sont pas quand même « neutres ». Ils ont simplement une façon à eux de s'exprimer qui n'exclut pas l'indignation ou la dénonciation. Une façon assez bien illustrée par ces propos d'André Harris :

« Pour certains problèmes d'actualité aigüe, sujets à polémique, vous aurez remarqué comme nous que la Télévision Française a pour habitude — surtout au niveau des informations — de présenter la situation à l'étranger plutôt qu'en France : on parlera du racisme à Manchester mais pas du racisme à Nanterre. (1) »

« Cela peut être une méthode intéressante, qui fait prendre conscience de nos propres problèmes et de notre comportement, par le détour du dépaysement. Après tout, Corneille ou Racine choisissaient leurs sujets dans l'Antiquité ou en Espagne, et non à la Cour de Versailles. Reste à savoir si le public suit et s'il fait son examen de conscience au lieu de se dire : « ...grâce à Dieu ces choses-là seraient impossibles chez nous. » Reste à savoir... effectivement s'il ne serait pas préférable d'apprendre à certains télé-spectateurs à se regarder en face, même au risque de déplaire.

On touche alors à la liberté d'expression du journaliste à la télévision André Harris ne cache pas qu'il est tenu de s'imposer une sorte d'auto-censure.

Mais ce qui nous plaît dans le travail d'André Harris et Alain de Sedouy, c'est sans doute en fin de compte, leur refus d'accepter les lois du conformisme, leur volonté d'évoquer malgré tout des sujets réputés tabous, leur démarche de « frondeurs ».

Jean COMTE

(1) Selon nous (Jean COMTE), il existe en France bien d'autres lieux que Nanterre où sévit le racisme.



les disques

Chansons pour vivre

Claude Vinci est en train de faire à Paris une rentrée éblouissante. Claude Vinci est de ces artistes que les amateurs connaissent et apprécient à sa juste valeur.

Il a contre lui d'avoir de la voix, du goût, un tempérament, une vie privée sans histoire, une simplicité vraie, un manque de sophistication qui l'écarte des rubriques commerciales des journaux à sensation et une fidélité à son style qui l'a fait souvent passer à côté de la gloire parce qu'il



Bossière

n'avait pas l'échine assez souple ou l'arrivisme assez exigeant.

La sélection de son répertoire fait déceler l'exigeance qu'il porte à la qualité ; ses arrangements — ils sont de Michel Villars — fleurissent l'harmonie et la poésie, la prise de son est stricte, dans la juste mesure ; sa publicité est discrète, son maquettiste ne l'enjolive pas sur ses pochettes...

Qu'il chante Holmès, Fanon, Bérilmont ou Montéhus, Claude Vinci apporte le même sérieux, la même conviction. L'humour n'est pas non plus exclu de son microsillon « Chansons pour vivre » chez Chant du Monde (LDXS 4330).

Les jeunes surtout se sentent solidaires de ses préoccupations, concernées par ses problèmes : *Le déserteur* (B. Vian), *La petite Juive* (Fanon), *Les enfants d'Auschwitz* (Lafforgue), *Près d'Amoucha* (G. Gérard).

Alors pourquoi le succès s'est-il fait attendre ? Pourquoi les grandes scènes boudent-elles Claude Vinci ? Pourquoi les Radios sont-elles si économes de sa voix ?

Sans doute parce que le grand public n'est pas prêt encore à recevoir ce présent qu'est un grand artiste tout simple qui chante ce qu'il aime, comme il l'aime, quand il l'aime.

Les dernières expériences des Maisons de la Culture aideront sans nul doute à l'émancipation de ce genre d'interprète qui ne peut pas vivre sans la compréhension du public, sans sa complicité.

Bernard SANNIER-SALABERT

la vie du mrap

LA DEUXIEME JOURNEE INTERNATIONALE

La 2^e Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, instituée par l'O.N.U., sera marquée par de multiples initiatives, le 21 mars ; mais, en fait, c'est pendant tout le mois que se dérouleront, à travers la France, les manifestations qui s'y rattachent.

Nous ne faisons qu'en citer, ci-dessous, quelques-unes ; il est certain que beaucoup d'autres, qui ne sont pas encore portées à notre connaissance, s'organiseront dans les prochaines semaines. Et puis, l'élan étant donné, il est à prévoir

que le 21 mars se prolongera... en avril.

Centralement, le M.R.A.P. a réalisé un dépliant qui contient de très nombreuses suggestions pour la célébration de la Journée internationale : enseignants et éducateurs, dirigeants d'associations, municipalités, journalistes, commerçants et, d'une façon générale, tous ceux qui entendent prendre part à l'action antiraciste, y puiseront des idées multiples et fécondes. A leur disposition, le M.R.A.P. met toute la documentation qu'ils peuvent souhaiter : livres, films, photos, schémas d'exposés, brochures, journaux ; il propose aussi des conférenciers, des animateurs de débats ; il a enfin édité des timbres, en petit et grand format, avec un motif antiraciste, dont la diffusion doit permettre de couvrir, localement et nationalement, les frais inhérents à la Journée internationale.

A Paris, le M.R.A.P. organise deux grandes assemblées : le 21 mars à la Sorbonne, et le 24 mars à la Bourse du Travail, cette dernière consacrée aux problèmes des travailleurs immigrés. Elles sont présentées en page 3.

D'autre part, le M.R.A.P. s'est adressé au ministre de l'Education nationale, pour obtenir que des instructions soient données en vue de la célébration de la Journée internationale dans les établissements scolaires ; au ministre de l'Information, pour suggérer des émissions sur le racisme à l'O.R.T.F. ; enfin, au Garde des Sceaux, pour demander la prise en considération des propositions de lois antiracistes déposées à l'Assemblée nationale par plusieurs groupes de députés.

Signalons enfin que, le 21 mars, sera attribué le Prix de la Fraternité, destiné à couronner l'œuvre littéraire, artistique ou scientifique qui a le mieux contribué au cours de l'année à défendre l'idéal antiraciste.

Il dépend maintenant de tous nos comités, de tous nos militants et amis, que la Journée internationale suscite en 1968, plus encore qu'en 1967, une large mobilisation de l'opinion publique. La lutte contre toutes les formes de racisme s'en trouvera considérablement renforcée.

QUELQUES MANIFESTATIONS DE MARS

Vendredi 1er. — Grand débat sur le racisme, organisé par le Centre culturel de Dunkerque, avec la participation de Pierre Paraf, président du M.R.A.P., de l'abbé Gérard Leman, vice-recteur des Facultés Catholiques de Lille, du professeur S. Agblemagnon, et du journaliste Jean-François Held.

Dimanche 3. — Assemblée organisée à 9 h 45, par le Comité du M.R.A.P. du 9^e à Paris, au « Studio 43 ». Projection des films « Description d'un combat », de Chris Marker et « Derrière la fenêtre », de Jean Schmidt. Débat animé par Charles Palant, secrétaire général du M.R.A.P.

Mercredi 6. — Soirée-débat sur le « problème noir » aux Etats-Unis, à la Maison des Jeunes et de la Culture d'Epernay. Projection du film « Harlem Story ». Exposé de G.A. Astre, professeur à la Faculté des Lettres de Nanterre.

● Colloque sur la renaissance du nazisme, organisé à Paris, par le Comité des 14^e et 15^e arrondissements de la Ligue des Droits de l'Homme, avec la participation de Guy Desson, député, Charles Palant (M.R.A.P.), Blanche Albert (Union Démocratique Féminine), Pierre Loiseau (Mouvement de la Paix), Pierre Durand et Gérard Sandoze, journalistes.

Jeudi 7. — Réunion d'information à l'intention des Sociétés mutualistes de juives, dans les Salons de l'Hôtel Moderne, à Paris, sous la présidence de Pierre Paraf, avec la participation de Charles Palant.

Vendredi 8. — A Bondy, présentation du film « L'enclos », d'Armand Gatti, par la Fédération des Déportés.

Dimanche 17. — Journée Nationale contre le racisme organisée à Bruxelles par le M.R.A.X. (Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie). Les thèmes suivants seront débattus : la situation des immigrés en Belgique ; ratification par la Belgique de la Convention internationale contre la discrimination raciale ; adoption d'une législation antiraciste ; 1968, année des Droits de l'Homme.

Lundi 18. — Ouverture à Champigny, d'une exposition sur le racisme, à la Mairie, qui se prolongera jusqu'au 23.

Mercredi 20. — Au ciné-club de Vernon (Eure), projection du film « Les tripes au soleil » de C.B. Aubert, suivie d'un débat. Exposition sur le racisme.

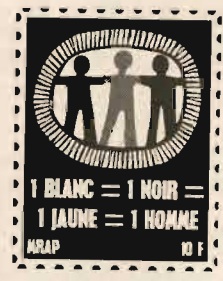
Jeudi 21. — A Paris, soirée à la Sorbonne (voir page 3).

Ce que vous pouvez faire...

1. Pour les timbres de petit format...
2. Pour les timbres de grand format...
3. Pour les dépliants...
4. Pour les affiches...
5. Pour les tracts...

POUR CE 21 MARS

Le dépliant édité par le M.R.A.P. (ci-dessus) peut être demandé au siège du Mouvement, 30, rue des Jeûneurs, Paris-2^e (GUT 09-57), ainsi que les timbres (ci-dessous) : ceux de petit format sont à diffuser à 1 F pièce ; ceux de grand format, à 10 F. [Remise de 50 % pour les comités et associations.]



"TOUTE L'AFRIQUE"

Au Théâtre des Amandiers de Nanterre

- Le Théâtre des Amandiers organise, au cinéma de la Boule, à Nanterre, une semaine de cinéma consacrée à l'Afrique, qui aura lieu du 21 mars au 30 mars.
- La séance d'ouverture consacrée à l'Afrique du Sud est patronnée par le Comité anti-apartheid et par le M.R.A.P.
- Chaque soir un programme différent : 3 séances pour l'Afrique noire, 2 séances pour le Maghreb, 1 séance pour l'Egypte, 1 séance sur la lutte armée en Afrique. Les projections seront suivies de débats avec les réalisateurs, des journalistes et des personnalités.
- Pour tous renseignements, s'adresser au Secrétariat du Théâtre, 2, boulevard Honoré-de-Balzac, 92 - Nanterre. BOI. 37-13.

LES ACTIVITÉS DES COMITÉS

A Tours

Le comité de Tours nous fait part ainsi des activités qu'il a eues depuis la soirée du 19 décembre à laquelle avait participé Alain Gausse, secrétaire national :

« Le 11 janvier, rencontre avec deux membres du Bureau de la F.E.A.N.F. (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France). Ce groupe, qui entretenait déjà l'an dernier de bons rapports avec le comité du M.R.A.P., avait exprimé le désir de poursuivre les relations et d'établir un contact entre son nouveau bureau et le nôtre (...). Ambiance sympathique, bonne soirée pour tous.

« Le 26 janvier, nous partageons une galette... 20 personnes au total, et seulement 10 Français, parmi lesquels deux épouses, l'une d'un Africain, l'autre d'un Indien, et une jeune fille qu'accompagnait un Libanais.

« Les 6, 8 et 11 février, profitant du passage du film « Pleure ô mon pays bien aimé » dans une salle de la ville, nous

avons distribué des tracts (tirés à la polycopie, faute de moyen plus chic) et fait une petite intervention à l'entracte pour exposer les buts et les moyens d'action du M.R.A.P. (...).

« Un groupe de lycéens catholiques a demandé une information sur la situation des étrangers à Tours. Contact pris avec un Libanais, nous attendons la réponse d'un membre de la F.E.A.N.F. La soirée, sous forme de diner-débat, aura lieu prochainement.

« Une jeune femme est entrée en contact avec un organisme d'alphabétisation existant depuis plusieurs années à Tours, et a donné sa première leçon à une jeune fille algérienne employée de maison. La mère de cette jeune femme est en pourparlers pour enseigner la couture à un groupe de femmes algériennes. Les deux personnes en question ne sont pas nommément adhérentes (j'espère qu'elles le deviendront), mais agissent dans le cadre du M.R.A.P.

« Dans tout cela, nous essayons surtout de « créer des liens ». Nous tablons sur

BULLETIN D'ADHÉSION

Approuvant le combat de « Droit et Liberté » et désireux de soutenir l'action contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix,

J'ADHÈRE AU M.R.A.P.

Nom Prénom

Profession

Adresse

Je vous envoie, à cet effet, la somme de (1).

Je souhaite (2) :

- recevoir une documentation complète sur le M.R.A.P.
- être invité à ses réunions et manifestations,
- participer à l'un de ses Comités locaux ou professionnels.

(1) De 1 à 10 F : Ami du M.R.A.P. ; de 11 à 50 F : Souscripteur ; de 51 à 200 F : Donateur ; au-dessus de 200 F : Bienfaiteur.
(2) Rayer les mentions inutiles.

MOUVEMENT CONTRE LE RACISME, L'ANTISEMITISME ET POUR LA PAIX (M.R.A.P.)
30, rue des Jeûneurs - Paris (2^e) - Téléphone : 488-09-57 - C.C.P. : 14-825-85 Paris

→ l'amitié, les personnes qui veulent bien donner un peu de peine étant soucieuses d'être « pour » plutôt que « contre ». Positif dans ce domaine, le contact gardé avec un étudiant ivoirien qui vient de nous écrire. Vous avez d'ailleurs contact aussi avec lui, je crois... »

A Agen

Plus de 300 personnes ont assisté, le 19 janvier, à la conférence d'information organisée par le comité du M.R.A.P. d'Agen. Les deux tiers des participants étaient des jeunes, mais, dans l'ambiance chaleureuse de la salle Chaudordy, pleine à craquer, on applaudit longuement, au cours du débat, l'intervention d'un « ancien » qui, après avoir rappelé les horreurs passées du racisme, s'écria : « Seule la France peut apporter le M.R.A.P. que vous nous avez dit... ».

Le comité, lui-même formé de jeunes, qu'anime Jean Cussat-Blanc, avait commencé par exposer les positions de notre Mouvement face aux problèmes actuels. Ses efforts sur le plan local, qu'il s'agisse de lutte contre les préjugés raciaux, d'alphabetisation, de solidarité avec les travailleurs immigrés, ont recueilli l'adhésion entière de l'assistance.

« Cette conférence, écrit « Le Petit Bleu de l'Agenais », a été concluante, et permet d'envisager avec optimisme la Journée internationale du 21 mars. »

● A l'assemblée d'information sur le néo-nazisme, avec projection de « Mein Kampf », organisée le 9 février, par le Comité de CRETEIL, une résolution a été adoptée, demandant à celui-ci : d'organiser, avec les résistants, les déportés et les partis, un meeting important sur ce même problème ; d'intervenir auprès des autorités allemandes pour qu'il soit mis fin à la propagande du N.P.D. ; de développer les rapports amicaux avec les jeunes et les démocrates allemands.

LE SOUVENIR DU DOCTEUR VROCLANS

Il y a un an, disparaissait un dévoué ami du M.R.A.P., le docteur Bernard Vroclans, emporté par une crise cardiaque à l'âge de 46 ans.

Après une brillante carrière universitaire, le Dr B. Vroclans avait poursuivi sans relâche sa formation scientifique en même temps que le dur travail exigé par son appartenance aux équipes de prélèvement des Centres de transfusion. Il concevait sa tâche d'une façon profondément humaine et sa compréhension, son dévouement suscitaient la gratitude de tous ses malades. Sa haute qualification lui avait valu d'accéder au poste de médecin-directeur du Centre hospitalier de transfusion de l'hôpital de Bicêtre. Bien qu'inachevée, son œuvre à ce poste est considérée par ses pairs comme un modèle du genre.

Ses travaux ont, à maintes reprises, donné lieu à des communications publiées dans « La gazette des hôpitaux », hautement appréciées par les spécialistes.

En dépit de ses écrasantes activités professionnelles, Bernard Vroclans savait réserver du temps pour sa vie familiale, pour la musique et pour le jeu d'échecs : il avait participé brillamment à de nombreux tournois internationaux.

Que cet anniversaire douloureux soit l'occasion de redire à ses parents, à sa femme, à sa fille, combien nous partageons leur deuil et conservons intact dans nos cœurs le souvenir de notre grand ami. A. L.

SUR LE "I" DE "MINUTE"

DANS son dernier numéro (janvier-février 1968), *Le Droit de Vivre*, organe de la L.I.C.A., publie, sous le titre « Les points sur les « i », un article consacré au M.R.A.P., article débordant de malveillance et cachant mal le dépit engendré dans certains milieux par l'action de notre Mouvement et l'ampleur toujours croissante de son influence.

Le style même de cette agression, qu'inspire le mac-carthysme de la belle époque, permet de prévoir qu'elle n'atteindra pas le but recherché : détourner du M.R.A.P. ses adhérents et ses amis, du moins une partie d'entre eux, en invoquant l'épouvantail de ses « attaches » (celles-ci, il est vrai, seraient fixées, selon nos adversaires et selon le moment, en des points variables de l'horizon politique).

Nous ne nous abaisserons pas à polémiquer sur de telles bases. Chacun sait, dans le M.R.A.P. et hors du M.R.A.P., que notre Mouvement unit, dans une mutuelle loyauté, des citoyens de toutes appartenances politiques, sociales, ethniques et confessionnelles ; que ceux-ci coopèrent en toute liberté dans nos organismes dirigeants et nos comités ; que nous combattons sans parti-pris et sans démagogie, avec la même détermination, toutes les manifestations de racisme et d'antisémitisme, quels qu'en soient les auteurs et où qu'elles se produisent. Ce qui garantit le sérieux et l'efficacité d'une telle conception, c'est que le M.R.A.P. se garde en permanence de prises de position sur des problèmes qui se situeraient en-dehors de la plate-forme commune. Et c'est gravement sous-estimer la lucidité des membres du M.R.A.P., que d'affirmer, comme le fait *Le Droit de Vivre*, qu'ils sont « manipulés au bénéfice d'une doctrine qui n'est pas la leur ».

NOUS ne discuterons pas la conception toute différente que les dirigeants de la L.I.C.A. ont de leur rôle. Il suffit d'évoquer ce qui a été fait de valable en France contre le racisme, ne serait-ce que ces dernières années (manifestations contre le néo-nazisme, ripostes aux menées racistes et antisémites, défense des travailleurs immigrés, recherches en vue d'une paix juste et durable au Moyen-Orient, célébration de la Journée Internationale du 21 mars, action pédagogique contre les préjugés raciaux, législation antiraciste, attribution du Prix de la Fraternité, etc.) pour être à même de juger quelle est la part prise par le M.R.A.P. dans cette lutte nécessaire.

Il est regrettable que l'organe de la L.I.C.A. éprouve le besoin (pour quelles justifications ? pour obtenir quels soutiens ?) de s'en prendre au M.R.A.P. plutôt que de consacrer son énergie au combat contre les racistes. Comme on pouvait s'y attendre, ce sont ces derniers qui profitent d'une pareille attitude. *Minute*, trouvant là un style qui lui convient, s'est empressé (numéro du 1^{er} février) de reproduire triomphalement le texte du *Droit de Vivre*. L'occasion et la caution étaient belles, l'image donnée du M.R.A.P. était tout à fait conforme aux désirs et aux besoins de l'extrême-droite raciste : les rédacteurs de *Minute* auraient eu tort de ne pas s'en saisir pour attaquer notre Mouvement — qu'ils trouvent constamment en face d'eux, dénonçant leurs campagnes de haine. S'ils savent reconnaître leurs adversaires, ils savent aussi utiliser toutes les armes qui leur sont offertes.

BEAU travail, en vérité ! Bien des adhérents de la L.I.C.A. seront surpris de constater que leur organisation fournit ainsi à une feuille raciste de la copie et des « arguments » contre des combattants antiracistes. D'aucuns trouveront cela scandaleux. Disons, simplement, que c'est pitoyable.

En fait, bien que l'article paru dans *Le Droit de Vivre* soit signé : « Le Comité Central de la L.I.C.A. », nous ne voulons pas considérer qu'il engage cette organisation toute entière ; plusieurs membres dudit comité central nous ont d'ailleurs fait savoir qu'ils n'approuvaient pas de telles méthodes. Ils reconnaissent que le M.R.A.P., pour sa part, a toujours évité de se livrer à des attaques susceptibles d'aggraver des divisions préjudiciables à l'action contre le racisme.

Face aux déchainements des racistes et par-delà les divergences sur les autres problèmes (que nous avons l'habitude, au M.R.A.P., de surmonter), c'est l'union de tous les antiracistes qui s'impose et qui finira bien par triompher. En dépit des diviseurs impénitents, que l'esprit partisan aveugle au point de les faire agir contre la cause qu'ils sont supposés défendre.

DANS NOTRE



COURRIER

D'autres gens

Je viens de recevoir votre lettre me demandant de me réabonner. Je voudrais un peu discuter avec vous de votre revue. Chaque fois qu'un journal change de présentation, c'est mauvais signe.

Votre revue a aussi changé. Elle est devenue plus belle mais aussi moins indépendante sans doute : la réclame tient trop de place. Non pas d'accord sur cela. « Droit et Liberté » : Quel beau titre !

Mais ne trouvez-vous pas que votre revue renferme trop de relations de scènes de violences, de détails macabres dont le fond estompe un peu trop ce qu'il y a sous le titre : revue mensuelle contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix. Alors qu'on a tellement besoin de cette paix, votre revue tend à prouver que cela est un terme utopique.

Je crois que « Droit et Liberté » doit être repensé, refondu, sauf peut-être le dossier du mois qui, à mes yeux, est la seule chose positive. L'humanité est peut-être faite de monstres mais est faite également d'autres gens et c'est justement ce qui est positif dans l'humanité qui n'apparaît pas assez dans « Droit et Liberté ». Il va sans dire que ce point de vue est strictement personnel.

Je vous envoie quand même le montant de mon réabonnement et vous prie de croire à mes sentiments les meilleurs.

François KLEIN,
Strasbourg.

N.D.L.R. — Il va sans dire que la rédaction de « Droit et Liberté » remercie les lecteurs qui lui donnent leur point de vue. Elle tient toujours le plus grand compte de leurs observations et critiques. Nous avons fort à faire pour dénoncer le racisme et tous ceux qui excitent à la haine raciale. Mais nous nous efforçons de mettre de mieux en mieux en relief les actes positifs en faveur de la compréhension et de la fraternité humaine et tout ce qui contribue au progrès de l'idéal que nous défendons.

Ne pas ménager les susceptibilités

Je ne comprends pas pourquoi « Droit et Liberté », qui se veut organe du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix, a publié la lettre de M. Adolphe Banatzeano de Biarritz (n° 269) sans l'accompagner du moindre commentaire.

Celui-ci explique en effet ses « raisons » d'être raciste ! Au moins les organes sionistes de France se sont abstenus de rapporter les « raisons d'être sioniste » de M. Xavier Vallat, ancien commissaire aux questions juives...

« Je ne peux plus voir les Arabes », écrit M. Banatzeano. Ils se plaignent d'avoir reçu du napalm, c'est une bombe atomique que j'aurais voulu leur voir prendre et qu'il en soit détruit cent millions !

Votre correspondant évoque longuement son passé d'antifasciste et c'est peut-être pourquoi vous avez respecté son « opinion ». Mais l'évolution de M. Banatzeano montre bien pourtant qu'un tel passé, n'est pas forcément une preuve d'intelligence présente.

Le « face-à-face » que vous avez publié (n° 270) place la question du Moyen-Orient dans son véritable cadre, un cadre politique et économique.

Je souhaite que votre voix soit entendue au-delà des frontières de la France et particulièrement dans ce Moyen-Orient plusieurs fois ensanglanté.

Mahmoud KAID,
Gennevilliers.

Deux raisons

Ci-joint mon adhésion au M.R.A.P. Deux raisons à cela : la première, ne pas me contenter d'un soutien moral ; la seconde, ma satisfaction de voir qu'au milieu du climat de folie haineuse menant le monde, les hommes que j'admire le plus pour leur « humanisme » (voir votre Comité d'Honneur) demeurent fidèles à

l'idéal de paix et de générosité.

Courage ! Amicalement.

R. COURTILLON,
92 - Clichy.

Le cœur et le napalm

Vous avez raison de souligner, dans votre dernier éditorial, notre accoutumance aux souffrances de certains peuples qui semblent voués, de toute éternité, à l'oppression et au massacre. Comme par hasard, ce sont des peuples « de couleur » — noirs, basanés ou jaunes. Pour se donner bonne conscience, on se dit que « tout ça, c'est de la politique » et que, par conséquent, c'est un peu de la faute des victimes, ou qu'en tout cas, les massacres ont des excuses. En revanche, l'émotion s'exprime pleinement lorsqu'on est en présence de drames individuels ou de catastrophes « naturelles ».

Un fait précis : parmi les très nombreuses personnes qui s'inquiètent (à juste titre) des problèmes moraux et humains posés par la greffe du cœur, combien s'interrogent et protestent avec la même passion au sujet du génocide qui se poursuit au Vietnam, condamnant l'usage monstrueux des bombes à billes et du napalm ?

Jacques LAURENT,
Paris 7^e.

Pas raciste, mais...

Non, je ne suis pas raciste, mais je vais vous conter une chose qui m'est arrivée en 1967 : donc ce n'est pas vieux ; je faisais la queue pour avoir mon autobus, le 186 à Porte d'Italie, j'étais le troisième à passer ; derrière il y avait foule et, au moment de monter, un Noir, qui n'avait pas fait la queue, passa devant tout le monde sans demander « pardon » ou s'excuser ; lui ayant fait la remarque il m'a répondu : « Ta gueule, t'es pas content ? » etc. ! Alors, quel est ce genre d'homme ? Je ne veux pas généraliser mais vous avouerez que, bien des fois, ce n'est pas du racisme que l'on éprouve contre ces personnes-là. Car j'ai honte d'être blanc quand je sais qu'en Amérique des hommes de couleur souffrent de la bêtise des blancs ! mais il faut aussi que l'homme de couleur fasse la part des choses aussi, ou bien, il ne

pourra pas y avoir d'entente. Je vous cite l'impolitesse de ce Noir, car, moi, j'ai toujours demandé pardon ou je me suis excusé pour des fautes ou des maladrotes que j'ai commises. Alors si l'on estime que les gens de couleur sont nos égaux, ce que je désire aussi de tout cœur, qu'ils prennent aussi nos bonnes manières et non les mauvaises.

Raymond DIEUNAIDE,
94 - Villejuif.

N.D.L.R. — « Je ne veux pas généraliser », dites-vous. Mais pourquoi, alors, parlez-vous de « ces personnes-là » ? De même que chez les Français, il y a dans tous les groupes humains des gens à « bonnes » et à « mauvaises » manières. Ne pas être raciste, c'est juger chaque individu séparément et non pas par rapport au groupe ethnique auquel il appartient. Se libérer des préjugés demande souvent un sérieux effort de réflexion et de compréhension humaine.

Un grand intérêt

Suite à votre lettre, je vous adresse tout d'abord mes plus vifs remerciements pour l'envoi des deux numéros de votre revue qui ont éveillé chez moi le plus grand intérêt étant donné les conceptions communes que je partage avec vous et que nous défendons chaque jour. Je souhaite de tout cœur que ce mouvement qu'est le M.R.A.P. prenne de plus en plus d'ampleur afin que, sur le plan mondial, chaque cause défendue soit enfin justement solutionnée par une meilleure prise de conscience des hommes. Je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir m'abonner pour un an à la revue « Droit et Liberté » à dater du prochain numéro.

Armel JAUME,
78 - Saint-Germain-en-Laye.

Vœux

Nous vous faisons virer ce jour une somme de 100 F représentant notre adhésion pour 1968 et vous souhaitons pour cette année de nombreux succès dans la lutte vigilante que vous menez contre le racisme, le néo-nazisme et pour la paix.

C. PRAGER,
Commission
« Loisirs et Culture »
du Com. d'Et. Hispano-Suiza,
92 - Bois-Colombes.

Mes vœux très fervents pour que votre action devienne de plus en plus efficace au cours de cette nouvelle année.

Olivier HUSSENOT,
Paris.



PIC

CHÊNE ET LAPINS ANGORA

La pièce de l'Allemand Martin Walser que le Théâtre National Populaire présentera jusqu'au 13 mars, *Chêne et lapins angora*, est une « Chronique allemande ». L'auteur nous montre trois « moments » de l'Allemagne (1945, 1950, 1960) — trois masques et le même visage, au travers de la vie d'une petite bourgade ouest-allemande.

Alois-Jacques Dufhilo, un « empêcheur de prospérer en rond » selon l'expression de Gilbert Badia, traducteur de l'œuvre de Martin Walser, a été déporté comme communiste. Un médecin l'a utilisé comme cobaye. Physiquement et mentalement, il l'a dépersonnalisé. D'Alois, il ne reste qu'un monstre, épris de ses lapins angora et du chant choral, répétant mécaniquement les « vérités » nazies qu'on lui a inculquées au camp.

Les uns et les autres s'adaptent à l'Allemagne nouvelle. Seul Alois... Il faudra interner à vie l'infirme pour que les autres trouvent le sommeil, pour que l'Allemagne du miracle puisse dormir du sommeil du juste.

De cette chronique, Martin Walser a fait une farce. Mais la farce est parfois

plus « percutante » — *Chêne et lapins angora* le prouvent — qu'une tragédie. L'Allemagne fédérale a-t-elle rompu avec l'Allemagne d'hier ? Martin Walser nous montre bien que non. Certes les uns et les autres ont bien quelque mauvaise conscience mais la disparition d'Alois leur rendra la paix.

Martin Walser a quarante ans. Sa notoriété, en Allemagne, date de 1955. Il obtint en effet cette année-là le Prix du Groupe 47. En 1957, il recevait le Prix Hermann Hesse et en 1962 le Prix Gerhard Hauptmann.

Connu d'abord pour ses romans (*Un avion au-dessus de la maison* en 1955, *Quadrille à Philippsburg* en 1957, *Mi-temps* en 1961), Martin Walser donna sa première pièce de théâtre — *L'écart* — en 1961 puis *Chêne et lapins angora* en 1962, *Monsieur Krott plus grand que nature* en 1964 et *Le cygne noir* en 1965.

Nous remercions les Editions Gallimard de nous avoir autorisé à publier un extrait de *Chêne et lapins angora*. Ici, Alois va être pendu. Il a vendu ses peaux de lapin... et les habitants du bourg s'en sont servis comme drapeaux blancs de capitulation. Les Français ne sont plus très loin...

Après la capitulation de Brezgenburg. Au Quartier général du dôme aux chênes se trouvent encore : Gorbach, Schmidt, Potz, le Dr Zerlebeck et le téléphoniste Maschnik. Potz ne lâche pas son pistolet. Il va et vient, furieux, comme un lion en cage. Le Dr Zerlebeck, lui, est assis, mais il fume nerveusement. Gorbach, plongé dans une sombre méditation, est assis sur l'herbe. Il observe Potz avec inquiétude.

POTZ
(s'arrêtant devant Gorbach brusquement)
— Et si ce n'est pas vous, qui est-ce qui a tout fichu par terre ? Il était innocent, peut-être, un type qu'on expédie en camp de concentration ? A un moment pareil, on le laisse libre de ses mouvements ? (il reprend sa ronde) Alois, le suspect, l'archi-terroriste, voilà l'homme que monsieur le chef de district laisse aller en ville. Dans une ville menacée ! Qui peut comprendre ça ? Non, c'est incompréhensible. Je ne comprends pas. Moi, non.

GORBACH
(pleurnichant)
— Alois n'est plus un Rouge. Il a été métamorphosé...

POTZ
(sarcastique)
— Métamorphosé !
GORBACH
— Oui, il a subi une métamorphose : quand il est revenu du camp c'était un mouton, un être sociable, serviable et un national-socialiste convaincu.

POTZ
— Après quoi, il descend en ville et ce national-socialiste convaincu livre la cité à l'ennemi.

GORBACH
— C'est une énigme.

POTZ
— Et monsieur le chef de district observe la trahison à la lorgnette. Détail qui intéressera le détachement SS, la section 504. Pourquoi le chef de district Gorbach n'a-t-il pas donné l'ordre d'ouvrir le feu ?

GORBACH
— Mais c'était déjà trop tard. Il existe un droit international ! monsieur Schmidt, vous étiez témoin. J'allais tout juste dire : eh bien, maintenant... quand je vois les peaux des lapins angora surgir aux fenêtres, je vois même qu'on les hisse aux mâts des drapeaux : elles claquent au vent, toutes blanches, à perte de vue : des lors, j'avais les mains liées. D'ailleurs les Français ont aussitôt marché sur la ville à découvert.

POTZ
— Ça aurait été le moment.
SCHMIDT
— Je suis indigné, mon cher collègue ! C'eût été une violation caractérisée des normes juridiques !

POTZ
— Vous verrez bien, ce que les SS vont faire de vous ! (Alois arrive sur la scène en montant par la gauche) (le docteur Zerlebeck l'a aperçu le premier).

— Alois !
GORBACH
(Potz se retourne immédiatement, le pistolet braqué)

POTZ
— Mains en l'air ! Et un peu vite, sinon ça pète !
ALOIS

(levant les mains)
— Cht ! Tirez pas, les Français rôdent tout autour. J'ai dû me faufiler entre leurs patrouilles.

POTZ
— Ta gueule ! Maschnik, ligotez-moi ce type-là !
MASCHNIK
— Très bien, monsieur le professeur.

ALOIS
— Et pourquoi me ligoter ? (Maschnik commence à le faire)

GORBACH
— Parce que tu as livré Brezgenburg.

ALOIS
— Ah bon... livré ! Et comment ? Expliquez-moi comment j'ai livré Brezgenburg ?

POTZ
— Les peaux de lapins, c'est à qui ?

ALOIS
— Des peaux de ce genre, de cette qualité, monsieur le professeur, tous ceux qui connaissent quelque chose aux lapins angora, vous diront immédiatement : ça, c'est la race qu'Alois a dans ses clapiers.

POTZ
— Et qui vous a chargé de distribuer ces peaux ?

ALOIS
— Là, je dois dire que l'idée vient de moi. Alois, me suis-je dit, les temps sont troublés, mieux vaut liquider tes stocks. Tu vends tout. Bon. Je mets donc mes peaux en vente. Vous croiriez pas : tout d'un coup, il y a eu une de ces demandes ! On ne doit pas avoir encore débloqué les points de textile que je me dis, quelqu'un qui sabote, ou alors, les gens se sont trompés en détachant leurs tickets, ça s'est déjà vu : les gens dépensent tous les points de leur carte pour des chaussettes sans penser à leur cou.

GORBACH
— Tes peaux ont servi à livrer la ville. Tu le sais ?

ALOIS
— J'ai simplement vu que les gens mettaient les peaux à leurs fenêtres pour les faire sécher.

GORBACH
— Et les hissaient aux mâts des drapeaux !

ALOIS
— Oui, exact. Ça m'a surpris, moi aussi. Alors que c'est pourtant aujourd'hui l'anniversaire du Führer. Quand j'ai vu ça, je me suis dit : pourvu que ça ne fasse pas d'histoires. Et puis, je me suis dit : que les gens sont méfiants, tout de même ! Je leur vends des peaux de premier choix et ils les accrochent dare-dare un peu partout pour les faire sécher. Tout comme si je leur avais refilé de vieilles peaux de chats piquées.

GORBACH
— Alois, la vérité ? Peux-tu prouver ce que tu dis ?

ALOIS
— Monsieur le chef de district, si, avec mes peaux, j'ai fait quelque chose de mal, je tiens à être châtié. Je n'ai pas eu conscience de mal faire, mais tant qu'un homme est en vie, impossible de se fier à lui. On m'a rééduqué, vous le savez, mais si vous jugez que je viens d'avoir une rechute, alors, hop ! qu'on se débarrasse de moi. Sinon, je risque toujours de mettre mes compatriotes en danger.

POTZ
— On dirait que ce gredin se rit de nous.

ALOIS
(sérieusement)
— Monsieur le professeur, je le répète : si j'ai eu une rechute, qu'on se débarrasse de moi. Pour moi, il n'y a pas là de quoi rire.

POTZ
— Il veut nous lanterner, chef ! le verdict !

GORBACH
— Le verdict sera vite rendu. Je propose que nous commençons par nous asseoir correctement.

POTZ
(s'asseyant sur le pliant à côté de Gorbach)
— Allons ! Faites donc comparaître l'accusé.

GORBACH
— C'est justement ce que j'allais ordonner. Maschnik, allons amène-le.

MASCHNIK
— Très bien, Monsieur le chef de district. Je l'amène tout de suite.

GORBACH
— Les SS n'ont qu'à venir ! On verra que nous avons fait notre devoir. Allons... Allons... plus vite... et tâche d'avoir une attitude correcte, je te prie. Un pas en avant, Alois. Et main-

CHENE ET LAPINS ANGORA

→ tenant, avoue rapidement ce que tu as fait pour que nous passions à la suite. N'oublie pas que d'un instant à l'autre peuvent arriver les SS.

— Aloïs, avoues-tu que tu as commis un crime de haute trahison ?

— Je vois bien que vous êtes pressé. Si je vous retarde, vous allez m'en vouloir. Alors, je préfère ne plus rien dire. (coup de feu dans le lointain)

— Donc tu avoues.

— J'avoue que j'ai liquidé mon stock de peaux. Sans doute, c'était une rechute. (coups de feu)

— De cette façon, nous n'arriverons à rien, monsieur le chef de district. Ce type est coupable, on en a la preuve.

— Vous êtes donc d'avis, que je peux à présent dire...

— Au nom du peuple.

— Oui, c'est ça. (il se lève) Donc, au nom du peuple... (coups de feu rapprochés) Au nom du peuple... Seraient-ce déjà les SS...

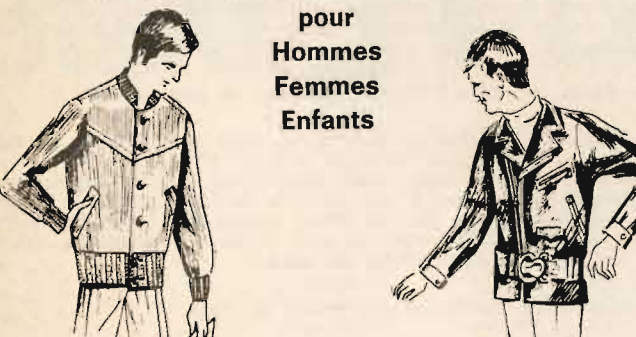
(il tend l'oreille).

— Allons, finissez donc.

— Au nom du peuple... du peuple... Quelle est la formule exacte... du peuple allemand ?

COLLECTION PRINTEMPS-ÉTÉ 67

pour
Hommes
Femmes
Enfants



Deauville
Blouson Velours

Blouson
Brando

Pantalon
à pont

**VÊTEMENTS
SPORT ET VILLE**

- Vestes
- Blousons
- Cabans
- Pantalons
- Foam-Backs
- Pantalons à ponts
- et toutes les nouveautés teenagers
- et tous les pantalons taille-basse et pantalons marins
- Nylon
- Velours
- Tergel
- Gabardine
- Lainages
- Imperméables

BIR

312, Rue St-Martin
PARIS - 272 12-95

Catalogue sur demande

POTZ
— Ne vous retardez donc pas avec des bagatelles de ce genre.

GORBACH
— Monsieur le professeur, peuple tout court ou peuple allemand, vous appelez ça une bagatelle ?

POTZ
— Dites ce que vous voudrez, mais vite.

GORBACH
— Donc, au nom du... peuple allemand, pour rechute... rechute dans la haute trahison, Aloïs Grübel, je te condamne à mort. (il se tourne vers Potz)

POTZ
(lui soufflant avec impatience)

— Par pendaison.

GORBACH
(d'une voix hésitante)

— Par... par pendaison. (A Potz) D'accord ?

POTZ
— Et maintenant, passons à l'exécution. Pour ça, Docteur, vous pouvez nous donner un coup de main.

Dr ZERLEBECK
— Messieurs (il s'est levé) je conteste la validité de ce jugement. Aloïs Grübel constitue un cas. Mon cas. Au nom de la Science, je vous demande de casser ce jugement.

POTZ
— Docteur ce n'est vraiment pas le moment...

Dr ZERLEBECK
— Mon cher Potz, vous ne pouvez pas exécuter un homme qui représente pour nous un tel investissement. Nous sommes en pleine exploitation des résultats. Réfléchissez un peu au nombre de bipèdes qui vivent aujourd'hui dans nos camps. Si nous ne réussissons pas, par un traitement psychagogique approprié, à faire de ce sous-matériel humain, des êtres capables de fournir un travail correct, la population des camps va devenir pour nous un fardeau parasitaire et qui entraînera notre perte. Prenez l'exemple d'Aloïs. D'un terroriste rouge, on a fait un brave bipède. Travailleur. Utilisable. Et à présent, cette rechute. Comment a-t-elle été possible ? Quelle erreur avons-nous commise ? Car l'erreur est quelque part chez nous, monsieur Potz. Dans notre système d'éducation. Et cette erreur, il nous faut la découvrir. Sinon, nous n'avancerons pas. Or, pour ça, nous avons besoin d'Aloïs. En outre, le délinquant représente une somme d'expériences amassées au camp et qui n'ont pas toutes été exploitées — il s'en faut de beaucoup. Il a vécu au milieu de sous-hommes. Aloïs, fournis donc un exemple à ces messieurs. Quel est le sujet de conversation préféré des communistes et des juifs, au camp, quand ils sont entre eux ?

ALOIS
— Ils ne parlent que de nourriture, monsieur le docteur.

Dr ZERLEBECK
— De quoi rêvent-ils ?

ALOIS
— De cigarettes, de bains chauds et de biftecks-pommes frites.

Dr ZERLEBECK
— Discutent-ils ? De problèmes culturels, par exemple ?

ALOIS
— Absolument pas. Pendant des heures, ils parlent d'une escalope viennoise. De la meilleure façon de la préparer.

Dr ZERLEBECK
— Et voilà les gens qui prétendaient nous montrer la voie à suivre. Comprenez-vous maintenant, monsieur Potz, qu'Aloïs nous donne la clef du psychisme des détenus. C'est grâce à lui que nous avons découvert ce phénomène : l'onanisme stomacal auquel s'adonne le sous-homme.

POTZ
— Docteur, vous êtes victime de votre science. L'heure n'est pas à ces problèmes marginaux.

Dr ZERLEBECK
— Je proteste contre l'expression « problèmes marginaux ». C'est le problème du siècle. Tôt ou tard, la moitié de l'humanité peut être appelée à vivre dans nos camps et, du point de vue médical et anthropologique, de quels éléments disposons-nous ? Rien. Les mains vides.

VARIÉTÉS



Après la victoire du Nord sur le Sud des Etats-Unis, à la fin du XIX^e siècle, et l'émancipation des esclaves, des « bureaux des affranchis » furent installés pour faire appliquer les droits des Noirs et protéger les affranchis des repréailles des nostalgiques de l'esclavage, notamment du Ku-Klux-Klan naissant. La gravure que voici, publiée dans un journal nordiste, montre Le Soldat Fédéral, symbole de l'Union, protégeant sabre au clair un enfant noir pourchassé par le Ku-Klux-Klan, qui n'avait pas encore mis au point son folklore de terreur, mais dont les méthodes étaient déjà rodées : trois pendus, au centre de l'image, le prouvent.

CONNAISSEZ-VOUS

LES GITANS ?

S'il est un peuple ignoré, c'est bien celui des Gitans ou Tziganes. A ces « fils du vent », venus on ne sait d'où, semble s'attacher une malédiction millénaire qui les fait rejeter par les habitants des pays qu'ils traversent. Les pires légendes s'attachent à leurs pas.

C'est pourtant un peuple riche de tradition, de culture et aussi d'hommes qui ont enrichi le patrimoine de l'humanité.

Connaissez-vous le peuple gitan ? De 14 à 20 points, oui. De 10 à 14 points, assez bien. A moins de 10 points, vous devriez préciser vos connaissances.

- | | | | |
|--|-----|-----|---|
| 1. Il existe dans le monde 12 millions de Tziganes | OUI | NON | 2 |
| 2. Les Tziganes de France sont environ 500.000 | OUI | NON | 2 |
| 3. Le peuple tzigane est originaire de la Bohême, d'où il fut chassé à la fin de l'Antiquité par les Huns | OUI | NON | 2 |
| 4. C'est au XV ^e siècle que les Tziganes apparurent pour la première fois en France | OUI | NON | 3 |
| 5. La société tzigane est organisée en tribus bien particularisées | OUI | NON | 2 |
| 6. La langue tzigane est une sorte d'argot dérivée de plusieurs langues européennes | OUI | NON | 3 |
| 7. Sous la seconde guerre mondiale, 300.000 Tziganes furent exterminés dans les camps de concentration nazis | OUI | NON | 2 |
| 8. Les Tziganes français exterminés par l'hitlérisme furent au nombre de 15.000 environ | OUI | NON | 2 |
| 9. La majorité des Tziganes français sont intégrés à la société française, et ont perdu leur originalité | OUI | NON | 1 |
| 10 C'est en Europe centrale que les Tziganes sont actuellement les plus nombreux | OUI | NON | 1 |

Délices du monde entier

ACHARDS ET ACRATS ANTILLAIS

Les achards se servent en hors-d'œuvre. Ce sont tous les légumes (choux, carottes, haricots verts, têtes de choux-fleurs, cœurs de palmiers), etc., soigneusement épluchés, lavés, coupés en morceaux d'un centimètre. On les aura d'abord mis à tremper séparément dans l'eau salée 24 heures. Egouttés on les disposera par petits tas alternés sur un plat. Faire chauffer d'autre part de l'huile parfumée de rouelles d'oignons, d'ail, de safran, poivre, piment rouge et verser cette huile bouillante sur les légumes. Les laisser mariner deux jours avant de servir.

Les acrats eux aussi participent à la vie des Antilles, ils doivent être cuits à grande friture (huile de préférence).

Voici la recette de l'acrat-morue : Cuire la morue à l'eau salée puis déchiqueter la chair à la fourchette et la faire dorer à l'huile avec un soupçon d'ail. Une fois froide la mélanger avec lait, farine, sel, jaunes d'œufs, huile. Puis ajouter les blancs en neige. Faire des petites galettes plates et les jeter dans la friture.

On trouvera des acrats de bé-rangères (aubergines), de citrouille, de haricots, de viande. Le principe est le même.

LE CARNET DE D.L.

MARIAGE

Nous avons le plaisir d'annoncer le mariage de M^e Yves Jouffa, membre du Bureau National du M.R.A.P., avec Mme Catherine Beylau.

Notre Mouvement leur présente ses vœux.

DECES

Lazare Rachline, père de notre ami Daniel Rachline, est décédé à Paris, le 25 janvier, à l'âge de 62 ans.

Sous le pseudonyme de Lucien Racht, Lazare Rachline avait été un combattant de la Résistance. A la Libération, il avait été nommé Commissaire de la République. Lazare Rachline était officier de la Légion d'honneur et avait reçu la Croix de guerre, la Rosette de la Résistance, la Médaille des Evadés, etc.

Nous présentons à Daniel Rachline et à sa famille nos condoléances sincères.

Nous avons appris avec émotion le décès de Mme Jean Dalsace. A notre ami, le Dr Jean Dalsace, membre du Comité d'honneur du M.R.A.P., nous présentons nos sincères condoléances.

ANNIVERSAIRE

L'Union des Œuvres catholiques de France a organisé, le 22 février dernier, une amicale réunion en l'honneur de notre ami, l'abbé Jean Pihan, vice-président du C.L.E.P.R.

L'U.O.C.F. célébrait ainsi les 30 ans de présence de l'abbé Jean Pihan à l'Union.

NOS PETITES ANNONCES

Jeune dactylo débutante cherche emploi à temps complet ou à mi-temps. Ecrire à Mme A. Benchickh, 18, rue Georges-Lafenêtre, 92 - Bourg-la-Reine.



SLIP
de
DIM
le slip
qui
tient le bas

CONNAISSEZ-VOUS LES GITANS ?

Réponses de la page 41

- Oui.
- Oui. Ils étaient 150 000 après la Libération. Mais, depuis, leur nombre a plus que triplé. Il y a à cela deux raisons : une forte immigration des pays d'Europe Centrale et d'Afrique du Nord ; une natalité très forte (2% par an, proportion égale à celle des pays sous-développés).
- Non. Les Tsiganes sont originaires, croit-on, du bassin de l'Indus. Leur type ethnique s'apparente à celui de certains peuples des Indes. Les préjugés populaires, en Occident, les ont fait venir de Bohême, d'Egypte (d'où leur nom anglais de Gypsies), de Roumanie (les Romanichels).
- Non. Certains étaient arrivés, dès le haut Moyen Age, en Provence et dans le Languedoc. Mais au XV^e siècle, les troubles qui ensanglantèrent l'Europe entière les chassèrent par tribus entières vers l'Ouest ; ils arrivèrent très nombreux en France, ce qui impressionna beaucoup les gens de l'époque.
- Oui. Le peuple tsigane se divise en trois grands groupes, les Roms ou Pharné (« blancs »), nombreux surtout en Europe Centrale, les Kalé (« noirs ») implantés sur le pourtour de la Méditerranée, les Manouches, les plus nombreux en Occident (et donc en France). Ces trois grands groupes se subdivisent en tribus, ou « nations », qui portent généralement le nom d'un métier (les Kalderash, ou chaudronniers) ou d'une région (les Sintl d'Italie, ou les Gaykanés, d'Alsace ou d'Allemagne du Sud).
- Non. C'est une langue très ancienne (le Romanés), au contraire, une de ces « langues-fossiles » qui se sont perpétuées à travers les millénaires. Le Romanés est proche de l'ancien sanscrit, parlé voici 4 000 ans en Asie, et que l'on suppose être la souche indo-européenne de la plupart des langues européennes. Mais certains dialectes particuliers sont nés de l'abandonnement du Romanés par des langues d'autres pays. En particulier le Kalo, parlé par les gitans espagnols.
- Non. C'est près du double, 600 000 environ, qui périrent dans les chambres à gaz nazies, surtout à Chelmo, Treblinka et Auschwitz.
- Oui.
- Non. Un tiers seulement des Tsiganes français sont sédentarisés ; un tiers sont semi-nomades ; un tiers enfin entièrement nomades. Ce sont ces nomades qui sont assujettis au livret anthropométrique, au même titre que les interdits de séjour.
- Oui. En Yougoslavie, Tchecoslovaquie, Roumanie et U.R.S.S.

GANTS - TÉTINES



Chez votre pharmacien

Imprimerie COTY, 11, r. Ferdinand-Gambon
La directrice : Sonia BIANCHI.



KATIA, robe à traîne en gros-grain, forme empire : 349 F.

AMIENS, 57, cours Clémenceau
ANGERS, 53, rue Saint-Aubin
AVIGNON, 40, rue Bonneterie
BASTIA, 10, bd Auguste-Gaudin
BAYONNE, La Féria, allées Paulmy
BELFORT, 3, avenue Wilson
BESANCON, 17, Grande-Rue
BEZIERS, 4, avenue A.-Mas
BORDEAUX, 12, cours d'Intendance
BREST, 39, rue Emile Zola
CAEN, 6, place de la Résistance
CARCASSONNE, 43, rue du Marché
CHATEAUBOURG, 12, av. de la Gare
CHERBOURG, 3 bis, rue Christine
CLERMONT-FERRAND, 14b, pl Gaillard
DIJON, 22, rue Michelet
DOUAI, 14, rue des Ferronniers
GRENOBLE 15, rue de la République
LA ROCHELLE, 38, rue Saint-Yon
LENS, 75, boulevard Basly
LILLE, 50, rue Faidherbe
LIMOGES, 1, rue Jean-Jaurès
LORIENT, 11, rue du Couëdic
LYON, 8, place des Jacobins
MARSEILLE, 79, rue de Rome
METZ, 15, rue des Clercs
MULHOUSE, 25, rue des Boulangers
NANCY 20, rue Gambetta
NANTES, 3, rue de Gorges
NICE, 2, avenue Malausséna
NIMES, 31, rue de la Madeleine
ORLEANS, 54, rue des Carmes
PAU, 14, rue des Cordeliers
PERPIGNAN, 20, rue de l'Ange
POITIERS, 164, Grande Rue
REIMS, 7, Galerie d'Erlon
RENNES, 6, rue de la Monnaie
ROUEN, 13, rue Grand-Pont
ST-ETIENNE, 29, av. de la Libération
SETE, 18, rue Alsace-Lorraine
STRASBOURG, 4, r. des Fcs-Bourgeois
TOULON, 15, rue d'Alger
TOULOUSE, 5, rue de Rémusat
TOURS, 6, rue Nationale
TROYES, 24, rue de la République
VALENCE, 36, rue des Faventines
VALENCIENNES, 25, rue de Famars
VENDOME, 6 bis, Fg Chartrain
NOUMEA, 9, avenue Foch
BRUXELLES, 16, rue Jules Van Praet
LAUSANNE, 35, rue de Bourg
MONTREAL, Galerie Bonaventure

Personnalité, budget ?

Pronuptia tient
compte de tout...

« De quel budget disposez-vous ? »
Lorsque l'hôtesse d'accueil vous a discrètement posé cette question, tout devient merveilleusement facile chez Pronuptia : vous savez que la toilette de vos rêves, celle que vous allez choisir parmi des centaines de modèles exclusifs ne va pas vous entraîner à une dépense excessive, dépassant vos possibilités.

Et pour accompagner et harmoniser votre robe, toujours selon votre personnalité, Pronuptia vous propose un choix prodigieux de coiffes, voiles, jupons spéciaux, lingerie fine, gants et chaussures blanches...

Absolument tout ce dont vous avez besoin pour la cérémonie de mariage se trouve chez Pronuptia, à tous les prix.
(Robes de mariées de 159 F. à 2000 F.).

PRONUPTIA

PARIS, 18 Faubourg Montmartre 770-2379

ouvert de 9 h. 30 à 20 heures (jusqu'à 22 heures le mercredi)

Thérèse-Boutique, 106, av. Général Leclerc (14^e) 828-1869

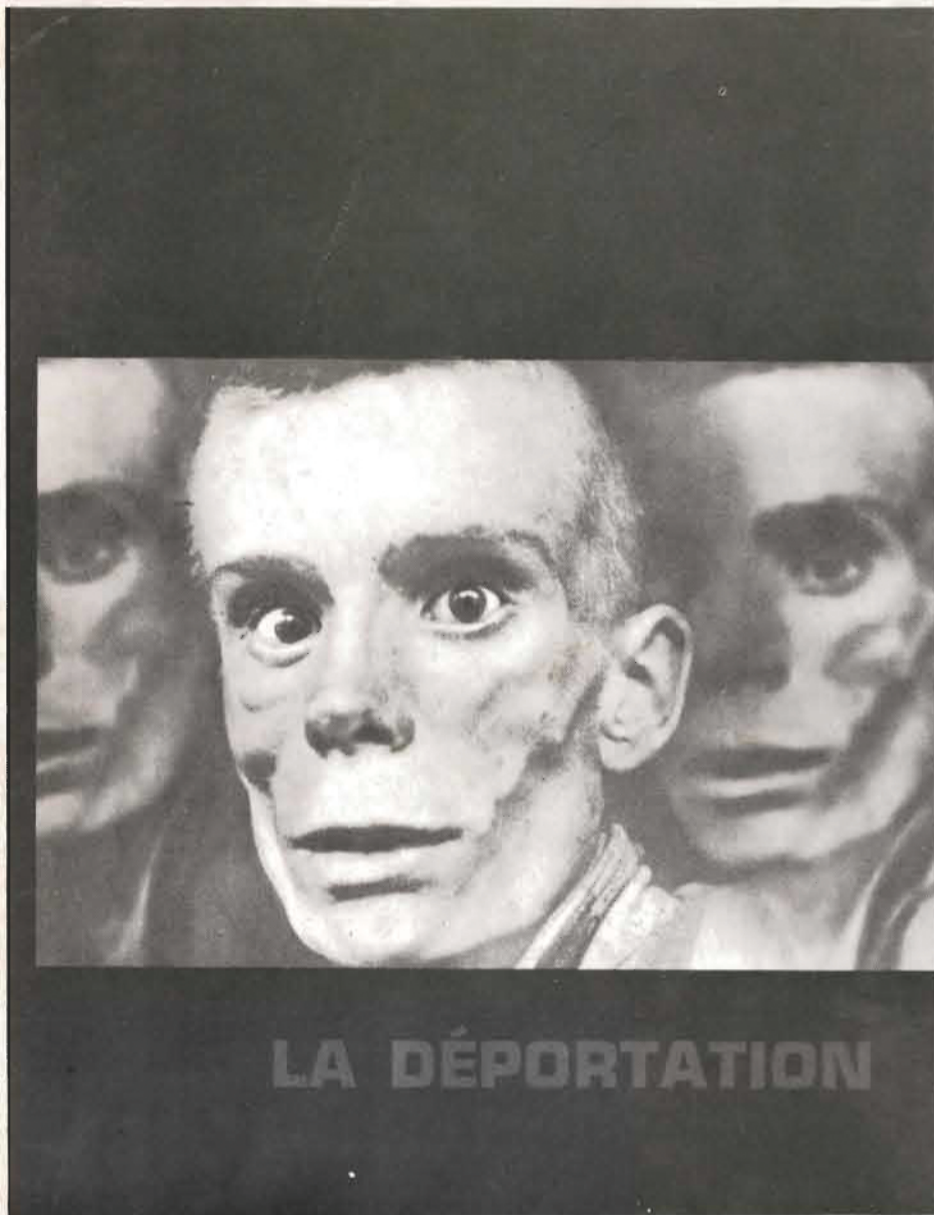
BON : veuillez me faire parvenir gracieusement votre documentation

Nom : _____

Adresse (ville, rue, n°, départ.) _____

Date du mariage _____

A retourner à, la Maison PRONUPTIA la plus proche de votre domicile



LA DÉPORTATION

Il est indispensable que demeurent à la disposition des générations montantes ces documents sur l'une des plus noires de l'histoire du monde, afin d'éviter que de semblables soient vécues encore. Nous avions eu des films comme « Nuit et brouillard ». Il fallait aussi (cet) album...

Pierre Limagne : LA CROIX

Que les auteurs de **La déportation** et la **F.N.D.I.R.P.** soient remerciés d'avoir su donner aux voix du passé l'écho qui doit aider à préserver notre avenir à tous.

Pierre Durand : L'HUMANITE

La déportation regroupe la quasi totalité des photos prises dans les camps, les convois et les prisons. A ce seul titre, c'est un livre indispensable. Mais il contient plus : une documentation sur les camps, sur leurs kommandos, une bibliographie très complète qui fait de **La déportation** une somme et un document de base.

Pierre Lasnier : DROIT ET LIBERTE

La déportation est un important ouvrage pour lequel on ne trouve pas de qualificatifs appropriés. Pas de textes à l'exception d'une admirable et poignante préface due à Louis Martin-Chauffier. Simplement un recueil de documents photographiques...

Ces images nous bouleversent. Un grand nombre d'entre elles sont proprement insoutenables. Et par cela même, nécessaires. Pour que le monde ne voie plus jamais cela.

Etienne Anthérieu : LE FIGARO

Un monument du souvenir. Un album infiniment émouvant... On souhaite que ces images véridiques soient largement connues.

LE PARISIEN LIBERE

« **LA DEPORTATION** » est un important volume relié toile, de 300 pages, dont 256 en héliogravure, grand format (24x32). Dessin de Picasso sur velin d'Arches. Illustration de Fernand Léger. Présenté sous une luxueuse jaquette, l'ouvrage est livré sous emballage cartonné. Il pèse 2 kg. Le prix d'un exemplaire est de 60 F.

BON DE COMMANDE

M Adresse

commande l'ouvrage « **LA DEPORTATION** ».

Ci-joint la somme de 60 F en chèque bancaire, chèque postal, mandat-lettre, mandat postal (1) au compte de « **DROIT et LIBERTE** », 30, rue des Jeuneurs, Paris-2^e. C.C.P. Paris 6070-98.

(1) Rayer les mentions inutiles.